

GRAND CONSEIL Session de novembre 2016 – Séance ordinaire
GROSSER RAT Novembersession 2016 – Ordentliche Sitzung

Nº	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2016-DAEC-113	Décret <i>Dekret</i>	Subventionnement de l'agrandissement et de la transformation du Cycle d'orientation de la Veveyse, à Châtel-Saint-Denis <i>Beiträge an die Erweiterung und den Umbau der Orientierungsschule des Vivisbachbezirks in Châtel-Saint-Denis</i>	Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i>	Roland Mesot Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Maurice Ropraz Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		II
3.	2016-DEE-29	Décret <i>Dekret</i>	Acquisition des immeubles articles 767 et 785 de la commune de Romont - site Tetra Pak <i>Erwerb der Liegenschaften Artikel 767 und 785 der Gemeinde Romont – Tetra-Pak-Areal</i>	Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i>	Claude Brodard Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Beat Vonlanthen Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
4.	2016-DSJ-135	Décret <i>Dekret</i>	Crédit d'engagement en vue de la construction d'une salle de sport triple au Campus Schwarzsee/Lac-Noir <i>Verpflichtungskredit für den Bau einer Dreifachturnhalle auf dem Campus Schwarzsee/Lac-Noir</i>	Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i>	Markus Zosso Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Erwin Jutzet Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I

GRAND CONSEIL Session de novembre 2016 – Séance ordinaire
GROSSER RAT Novembersession 2016 – Ordentliche Sitzung

Nº	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
5.	2016-DSJ-103	Loi <i>Gesetz</i>	Modification de la loi sur les établissements publics <i>Änderung des Gesetzes über die öffentlichen Gaststätten</i>	Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i>	Eric Collomb Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Erwin Jutzet Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
6.	2016-GC-60	Motion <i>Motion</i>	Promotion des bateaux à moteur électrique sur les lacs du canton <i>Förderung von Schiffen mit Elektromotor auf den Seen des Kantons</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Jean-Daniel Wicht Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Laurent Thévoz Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Erwin Jutzet Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
7.	2016-GC-112	Rapport d'activité <i>Tätigkeitsbericht</i>	CIP "détention pénale" : rapport aux parlements pour l'année 2015 <i>IPK "Strafrechtlicher Freiheitszug": Bericht an die Parlamente für das Jahr 2015</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Erwin Jutzet Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
8.	2016-GC-122	Divers <i>Verschiedenes</i>	Discours de fin de législature du président du Grand Conseil et clôture de la session <i>Ansprache des Präsidenten zum Ende der Legislaturperiode und Schluss der Session</i>				



Message 2016-DAEC-113

4 juillet 2016

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif au subventionnement de l'agrandissement et de la transformation du Cycle d'orientation de la Veveyse, à Châtel-Saint-Denis

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif au subventionnement de l'agrandissement et de la transformation du cycle d'orientation de la Veveyse, à Châtel-Saint-Denis.

Ce message comprend les points suivants:

1. Description du projet	1
2. Calcul de la subvention	6
3. Informations sur les projets ultérieurs	7
4. Situation des paiements pour les projets en cours	8
5. Crédit d'engagement	8
6. Remarque finale	8

1. Description du projet

1.1. Historique

Pour faire face à l'augmentation des effectifs scolaires qui devraient atteindre 850 élèves en 2020, l'Association des communes de la Veveyse pour le cycle d'orientation a organisé un concours d'architecture en procédure ouverte qui a débuté le 28 mars 2014. En date du 21 août 2014, le jury a désigné lauréat du concours le bureau d4 atelier d'architecture, à Lausanne avec AIC ingénieurs conseils SA comme partenaire.

Le projet a, par la suite, été développé afin de répondre aux exigences législatives et normatives pour les constructions scolaires tout en restant dans le cadre financier qui avait été déterminé à l'avance.

C'est le 11 novembre 2015 que l'Assemblée des délégués pour le cycle d'orientation a accepté le crédit d'investissement à une très forte majorité.

1.2. Contexte

Le projet de transformation et d'agrandissement du cycle d'orientation de la Veveyse se situe sur la parcelle RF 443, propriété de l'Association des communes de la Veveyse,

sur laquelle se trouvent la piscine communale et le cycle d'orientation déjà en activité. Le terrain est situé en zone d'intérêt général IG1 et est soumis au plan d'aménagement de détail n° 20. Le projet concerne la zone A au sud de la piscine communale. Cette zone comprend un des bâtiments du cycle d'orientation, le plus ancien, construit dans les années 1970.

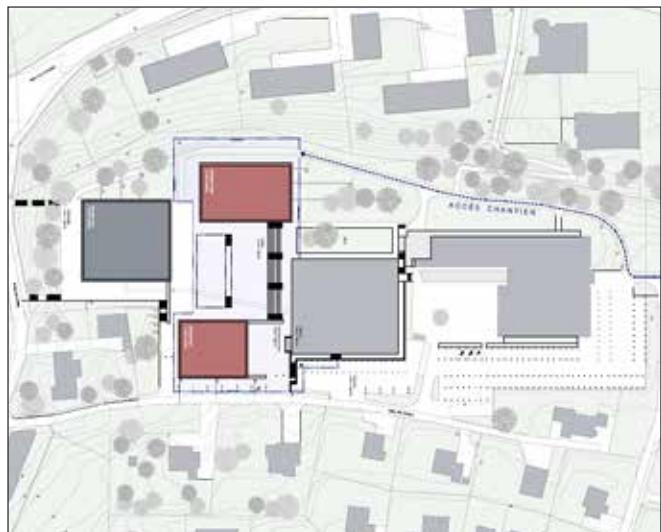
La topographie du terrain est constituée de deux plateaux. Le plus vaste, l'actuel préau, est compris entre la piscine au nord et le bâtiment du cycle d'orientation au sud, le chemin des Crêts à l'est et une promenade piétonne à l'ouest. Le bâtiment du cycle d'orientation articule ce premier plateau et le second qui se situe un niveau plus bas au sud.

Les sondages ont mis à jour des terrains meubles à dominance limoneuses.

Le site du cycle d'orientation de la Veveyse est déjà raccordé aux réseaux communaux séparatifs des canalisations d'eaux usées et claires dans la route des Misets au sud la parcelle. Les eaux claires sont récoltées dans un bassin de rétention collectif situé en aval. Le site du cycle d'orientation est raccordé au réseau de chauffage à distance alimenté par des plaquettes en bois. Toutes les introductions sur le site se font par le bâtiment existant au sud du site du projet puis les réseaux

traversent l'ensemble de la parcelle du sud au nord. Le projet prévoit de se raccorder sur ces réseaux existants.

L'accès au terrain se fait par l'intermédiaire des parkings au chemin des Crêts, et à pieds par l'est et l'ouest. À terme, le chemin piéton existant à l'ouest sera réaménagé et l'accès piétons sera ainsi favorisé depuis la gare TPF ou depuis l'arrêt de bus à la route des Misets.



1.3. Implantation

En s'implantant à l'est et à l'ouest de l'esplanade principale, deux nouveaux bâtiments s'allient aux constructions existantes autour du préau. Le centre scolaire s'agrandit tout en maintenant une expression pavillonnaire qui dialogue avec l'échelle du bâti environnant.

Le projet réinterprète la trame du bâtiment existant. Le module retravaillé génère une expression nouvelle pour la façade. Les trois bâtiments sont revêtus d'un même parement en terre cuite émaillée. L'expression cherchée est celle d'un ensemble cohérent, sans distinction entre les nouvelles constructions et l'existant. Le préau contenu entre quatre volumes est complété par des préaux couverts travaillés en creux dans les deux nouveaux bâtiments et dans le bâtiment existant.

Tenus à l'est et à l'ouest par les nouvelles constructions, les gradins restent un lieu d'interaction et de récréation pour l'école. Ils abriteront les locaux techniques des nouveaux bâtiments.

En haut des gradins se développe un autre plateau: il est dédié aux programmes accessibles en dehors des horaires scolaires. Un parvis d'accueil défini entre le bâtiment est et la piscine au nord dessert la bibliothèque et l'orientation professionnelle. Ce parvis permet une utilisation autonome et extrascolaire de ces deux bâtiments.

Le projet par son implantation en trois unités indépendantes permet une mise en œuvre échelonnée et économique: le bâtiment existant reste en fonction pendant la construction des bâtiments ouest et est ainsi que l'installation de locaux provisoires. Une fois cette première étape terminée, les nouveaux volumes peuvent reloger temporairement les fonctions de l'existant.

Le bâtiment existant est réhabilité lors de la deuxième étape par des interventions sur l'organisation de ses locaux et sur sa façade.

Les deux nouveaux bâtiments seront réalisés aux standards énergétiques Minergie P. La façade du bâtiment existant sera rénovée afin qu'elle réponde aux standards énergétiques Minergie P pour la rénovation.



1.4. Structure

En raison de la géologie du terrain (affleurement rocheux), les bâtiments seront fondés sur des radiers.

Les deux nouveaux bâtiments seront construits sur les mêmes principes. Il s'agit de murs porteurs extérieurs en béton armé coulés sur places avec des noyaux abritant les sanitaires et assurant le contreventement parasismique. L'isolation se fera par l'intérieur. Les murs porteurs soutiennent les dalles et la toiture en béton armé par l'intermédiaire de goussets en inox isolés afin de couper la diffusion thermique. Les façades seront ventilées avec un revêtement en terre cuite émaillée avec une sous-construction métallique. Les escaliers seront préfabriqués.

Le bâtiment existant est maintenu. Les circulations intérieures seront transformées pour répondre aux exigences de sécurité incendie avec deux nouveaux escaliers. Le projet prévoit de modifier le noyau des sanitaires et le déplacement de l'ascenseur qui pourra ainsi également desservir le sous-sol et les abris de protection civile.

La façade existante sera isolée par l'extérieure. Afin d'intervenir le moins possible sur la structure existante, une structure métallique extérieure sera construite pour soutenir le parement en terre cuite émaillée.

1.5. Couverture

Les supports bruts des nouvelles toitures seront recouverts par une isolation synthétique à base de polyuréthane. L'isolation sera protégée par une étanchéité bicoque renforcée sur laquelle sera posée une protection en gravier.

La toiture du bâtiment existant sera entièrement rénovée sur ce même principe.

1.6. Techniques

Les installations existantes au sous-sol du bâtiment sud seront maintenues. Vu l'ampleur des transformations prévues, les systèmes de ventilation et de chauffage ne seront pas modifiés à savoir une ventilation simple flux par mise en dépression des noyaux sanitaires et un chauffage par des radiateurs. Les installations actuellement surdimensionnées seront toutefois optimisées lors de la deuxième étape.

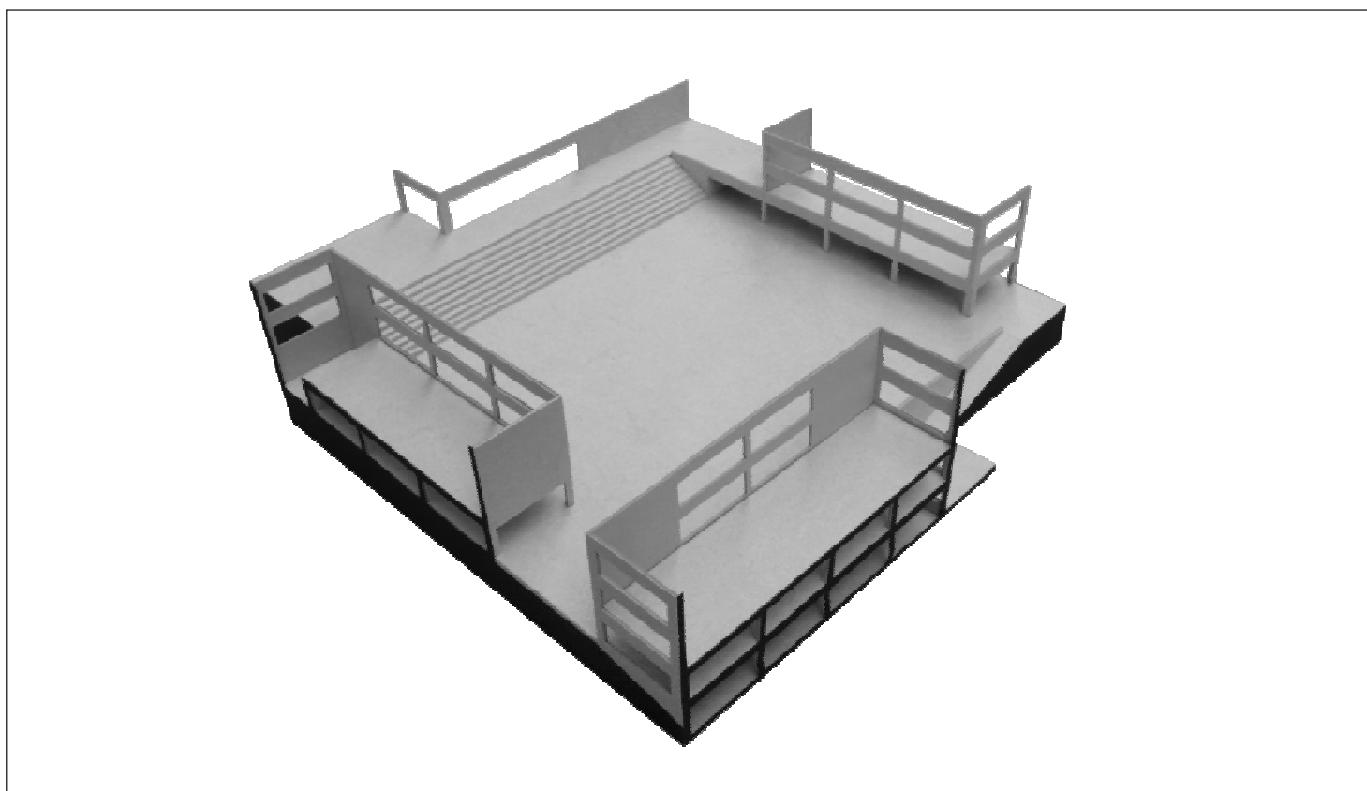
Concernant les nouveaux bâtiments, des locaux techniques communs seront aménagés sous les gradins. Ils abriteront les introductions électriques, la production d'eau chaude, le raccordement au chauffage à distance ainsi que le monobloc de ventilation du bâtiment ouest. Le monobloc de ventilation du bâtiment est sera installé dans un local technique au rez-de-chaussée. Cette répartition des installations techniques

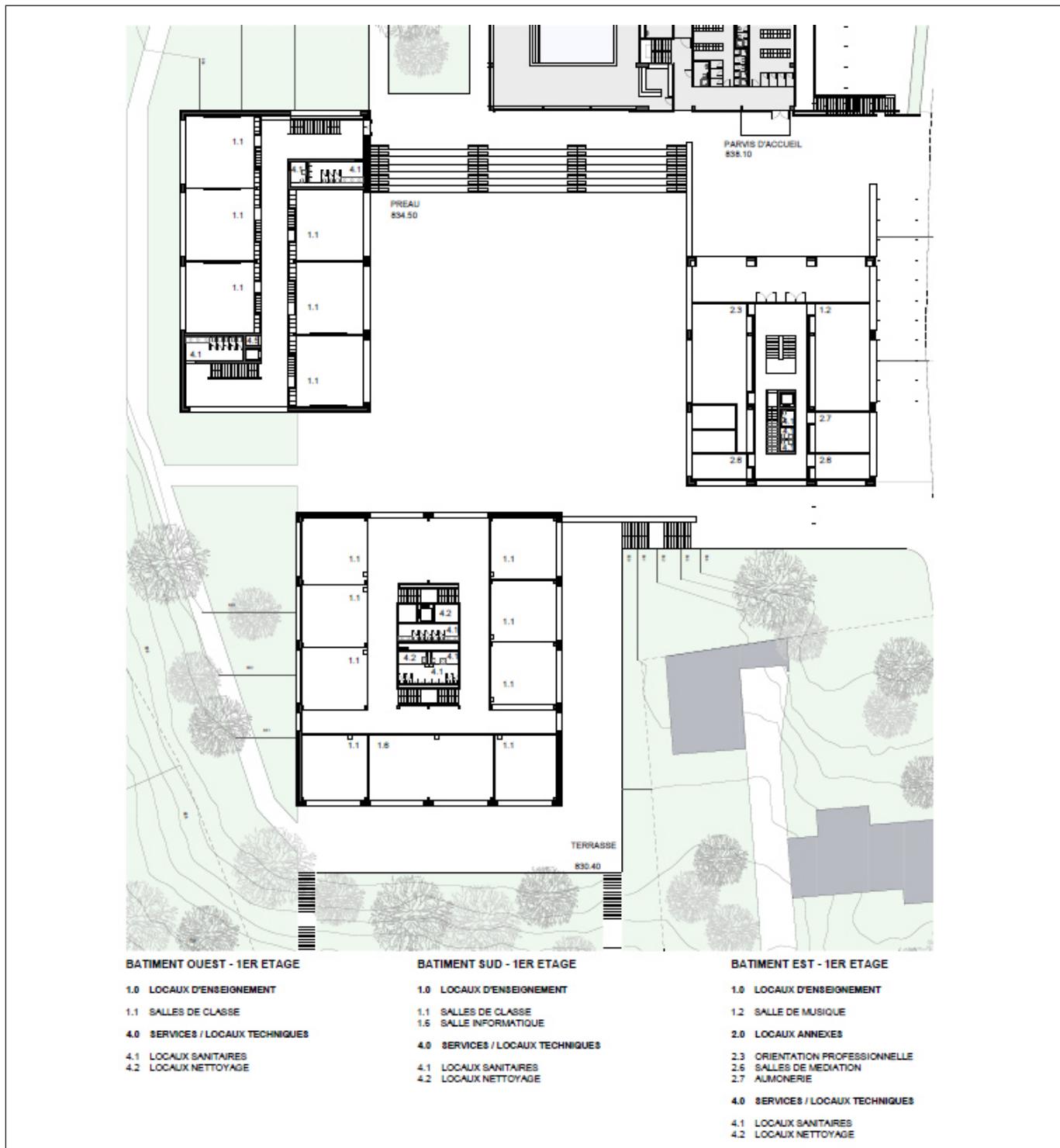
permet d'être le plus efficace et économique au niveau de la distribution des fluides et d'atténuer les pertes de charges.

Le chauffage des nouveaux bâtiments se fera par le sol et sera alimenté par une connexion à la conduite à distance qui traverse la parcelle du sud au nord.

La distribution des techniques au sein des bâtiments est apparente et intégrée dans l'épaisseur du mobilier fixe des locaux. Ce dispositif permet une accessibilité aisée lors du montage et de l'entretien par rapport à une distribution «noyée» dans le gros œuvre.

1.7. Maquettes, plans, coupes





1.8. Devis des travaux

Fr.

CFC 1 Travaux préparatoires	2 255 591.90
CFC 2 Bâtiments	25 959 432.95
CFC 4 Aménagements extérieurs	1 590 840.00
CFC 5 Frais secondaires	477 036.00
CFC 9 Ameublement	<u>422 280.00</u>
Total	30 705 180.85

2. Calcul de la subvention

2.1. Montant subventionnable pour la construction des deux bâtiments établis sur le principe du forfait

Nbre	Désignation	Surface en m ²	+30% suppl.	Surface x nbre	Prix au m ²	Fr.
9	Salles de classe	78.0	101.4	912.6	2340.00	2 135 484.00
2	Salles de sciences	90.0	117.0	234.0	3330.00	779 220.00
1	Salle de préparation	36.0	46.8	46.8	3330.00	155 844.00
1	Salle informatique	78.0	101.4	101.4	2340.00	237 276.00
1	Salle d'économie familiale	150.0	195.0	195.0	2880.00	561 600.00
1	Bureau de l'orientation prof.	20.0	26.0	26.0	2340.00	60 840.00
1	Centre d'information prof.	60.0	78.0	78.0	2340.00	182 520.00
1	Salle de musique	90.0	117.0	117.0	2880.00	336 960.00
1	Économat	16.0	20.8	20.8	2340.00	48 672.00
1	Bibliothèque pour 700 élèves	110.0	143.0	143.0	2340.00	334 620.00
2	Salles de médiation	21.5	27.95	55.9	2340.00	130 806.00
1	Bureau de l'adjoint de direction	25.0	32.5	32.5	2340.00	76 050.00
1	Local de nettoyage et de rangement	29.0	37.7	37.7	2340.00	88 218.00
1	Local concierge	30.0	39.0	39.0	2340.00	91 260.00
1	Local aumônerie	35.0	45.5	45.5	2340.00	106 470.00
			Total			5 325 840.00

2.2. Montant subventionnable pour la transformation de l'ancien bâtiment

Selon l'article 11 al. 2 de la loi du 11 octobre 2005 relative aux subventions pour les constructions d'écoles enfantines, primaires et du cycle d'orientation, les frais résultant de transformations sont subventionnés sur la base des coûts

2.2.1. Calcul sur le principe du forfait

Nbre	Désignation	Surface	+30%	Surface x nbre	Prix au m ²	Fr.
1	Locaux (médias-radio)	70.0	91.0	91.0	2340.00	212 940.00
1	Local de rangement	6.5	8.45	8.45	2340.00	19 773.00
1	Bureau de l'adjoint de direction	25.0	32.5	32.5	2340.00	76 050.00
1	Bureau de l'administrateur	30.0	39.0	39.0	2340.00	91 260.00
1	Bureau de la direction	30.0	39.0	39.0	2340.00	91 260.00
1	Secrétariat	63.0	81.9	81.9	2340.00	191 646.00
1	Salle de conférence	85.0	110.5	110.5	2340.00	258 570.00
1	Cafétéria des maîtres	115.0	149.5	149.5	2340.00	349 830.00
1	Infirmerie	10.0	13.0	13.0	2340.00	30 420.00
1	Salle d'étude	120.0	156.0	156.0	2340.00	365 040.00
1	Salle de travail des maîtres	120.0	156.0	156.0	2340.00	365 040.00
1	Local de rangement	6.5	8.45	8.45	2340.00	19 773.00
1	Salle informatique	90.0	117.0	117.0	2340.00	273 780.00
1	Local de rangement	6.5	8.45	8.45	2340.00	19 773.00
2	Salles de classe	62.0	80.6	161.2	2340.00	377 208.00
1	Local de rangement	6.5	8.45	8.45	2340.00	19 773.00
			Total			2 762 136.00

2.2.2. Calcul selon le devis déposé

	Fr.
CFC 1 Travaux préparatoires	521 544.95
CFC 2 Bâtiment	<u>10 465 918.20</u>
Devis accepté	10 987 463.15
./. 10% pour l'entretien courant	<u>1 098 746.30</u>
Total	9 888 716.85
Pourcentage des surfaces reconnues par la clause du besoin par rapport à la surface totale du bâtiment	35.64%
Montant subventionnable selon le devis	3 524 338.70

2.2.3. Montant pris en compte pour le subventionnement de la transformation

Comme le montant subventionnable selon le devis est supérieur au montant calculé selon le principe du forfait, c'est ce dernier qui est retenu dans le calcul de la subvention, à savoir 2 762 136 francs.

2.3. Montant subventionnable pour le mobilier et le matériel didactique

Le montant subventionnable pour l'acquisition initiale du mobilier et du matériel didactique pour les nouveaux locaux s'élève à 422 280 francs.

2.4. Montant subventionnable pour les aménagements extérieurs

Le montant subventionnable pour les aménagements extérieurs a été calculé sur la base du devis de 1 590 840 francs et s'élève à 632 016 francs. Il correspond à l'aménagement de la nouvelle cour de récréation.

2.5. Calcul de la subvention provisoire

	Fr.
Construction des deux bâtiments	5 325 840.00
Transformation de l'ancien bâtiment	2 762 136.00
Mobilier et matériel didactique	422 280.00
Aménagements extérieurs	<u>632 016.00</u>
Montant total subventionnable	9 142 272.00
Taux applicable 45%	4 114 022.40
Montant de la subvention provisoire	4 114 022.40

3. Informations sur les projets ultérieurs

3.1. Transformation et réalisation d'un nouveau bâtiment pour le cycle d'orientation de la Glâne

En 1996, dans le but d'augmenter la capacité d'accueil des élèves du cycle d'orientation, l'Association des communes de la Glâne a lancé un projet d'agrandissement du bâtiment scolaire et de construction d'une salle de sport triple avec une salle de spectacle. Ces dernières ont vu le jour en 2005 sous le nom de «Bicubic».

Le bâtiment scolaire construit en 1971 selon le système CROCS n'a pas encore été rénové. Cette construction modulaire constituée de poteaux et poutrelles métalliques sur lesquels sont posées des dalles préfabriquées et dont les classes sont séparées par des parois métalliques amovibles ne respecte plus les exigences actuelles de l'ECAB.

Suite à la construction du bâtiment Bicubic, l'Association a décidé de réorganiser les anciens locaux du bâtiment scolaire construit en 1971. Ainsi, au rez inférieur, des salles spéciales pour le dessin et les travaux manuels ainsi que deux cuisines seront réaménagées. La piscine actuelle cédera sa place à deux salles de sciences et à des bureaux pour la médiation et le travail social. Les services techniques situés sous le bassin offriront de l'espace à deux salles de sciences, après excavation afin de permettre un éclairage naturel. La salle de sport actuelle sera remplacée par une bibliothèque.

Cette modification de la répartition des locaux nécessite la construction d'un nouveau bâtiment. L'Association des communes pour le cycle d'orientation de la Glâne a lancé un nouveau concours d'architecture en date du 6 octobre 2014 dont le programme des locaux comprend une piscine avec un bassin de plongeon, un bassin de natation, un bassin d'apprentissage et une pataugeoire, des locaux pour le sport (salle de fitness, salle multisports, salle de psychomotricité, etc.) et quatre salles d'enseignement.

Le jury a choisi le lauréat en date du 6 mars 2015, il s'agit du bureau Weck Gonzalo et Victor Figueras Corboud, à Zürich.

Les citoyens de la Glâne ont accepté le crédit total d'investissement d'un montant de 63 millions de francs qui comprend la construction du nouveau bâtiment ainsi que la rénovation de l'ancien.

4. Situation des paiements pour les projets en cours

CO	Décret	Engagement de l'Etat	Solde à payer fin 2014	Paiements 2015	Solde à payer fin 2015
Plaffeien	09.09.2011	3 419 460.00	689 460.00		689 460.00
DOSF	17.12.2013	10 816 264.80	8 726 264.80	2 000 000.00	6 726 264.80
Tour-de-Trême	23.06.2014	316 626.15	316 626.50		316 626.15
Riaz	23.12.2014	12 730 229.30	12 730 229.30	700 000.00	12 030 229.30
Bulle	09.09.2011	2 027 772.00	406 272.00		406 272.00

5. Crédit d'engagement

Le crédit d'engagement nécessaire pour l'agrandissement et la transformation du cycle d'orientation de la Veveyse, à Châtel-Saint-Denis s'élève à 4 114 022 fr. 40.

Ce crédit d'engagement fait l'objet d'un décret qui n'est pas soumis au référendum financier. En effet, conformément à l'article 24 de la loi sur les finances de l'Etat, la dépense est considérée comme une dépense liée.

6. Remarque finale

La construction présentée dans ce message permettra d'une part de faire face à l'augmentation des effectifs d'élèves et d'autre part de répondre aux besoins des nouvelles méthodes pédagogiques.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à adopter le présent projet de décret dans son ensemble.



Botschaft 2016-DAEC-113

4. Juli 2016

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über Beiträge an die Erweiterung und den Umbau der Orientierungsschule des Vivisbachbezirks in Châtel-Saint-Denis

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekretsentwurf über Beiträge an die Erweiterung und den Umbau der Orientierungsschule des Vivisbachbezirks in Châtel-Saint-Denis.

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Projektbeschreibung	9
2. Berechnung der Subvention	14
3. Angaben zu später geplanten Projekten	15
4. Erfolgte und ausstehende Zahlungen für die laufenden Projekte	16
5. Verpflichtungskredit	16
6. Schlussbemerkung	16

1. Projektbeschreibung

1.1. Rückblick

Zur Bewältigung der steigenden Schülerzahl (für 2020 wird mit 850 Schülerinnen und Schülern gerechnet) hat der Gemeindeverband Orientierungsschule des Vivisbachbezirks einen Architekturwettbewerb im offenen Verfahren organisiert. Dieser begann am 28. März 2014. Am 21. August 2014 wählte die Jury das Büro D4 Atelier d'architecture aus Lausanne und seinen Partner AIC Ingénieurs Conseils SA als Gewinner.

Das Projekt wurde in der Folge weiterentwickelt, um unter Einhaltung des vorbestimmten finanziellen Rahmens den rechtlichen und technischen Vorgaben für Schulbauten zu entsprechen.

Am 11. November 2015 stimmte die Delegiertenversammlung der Orientierungsschule dem Investitionskredit mit grosser Mehrheit zu.

1.2. Kontext

Das Projekt für die Erweiterung und den Umbau der Orientierungsschule des Vivisbachbezirks liegt auf der Parzelle Art. 443, die im Eigentum des Gemeindeverbands des Vivisbachbezirks ist und auf der das Schwimmbad der Gemeinde

sowie die aktuelle Orientierungsschule sind. Das Grundstück ist in der Zone von allgemeinem Interesse IG1 und unterliegt dem Detailbebauungsplan Nr. 20. Das Projekt betrifft die Zone A im Süden des kommunalen Schwimmbads. Diese Zone umfasst das älteste der Gebäude der Orientierungsschule, das 1970 gebaut wurde.

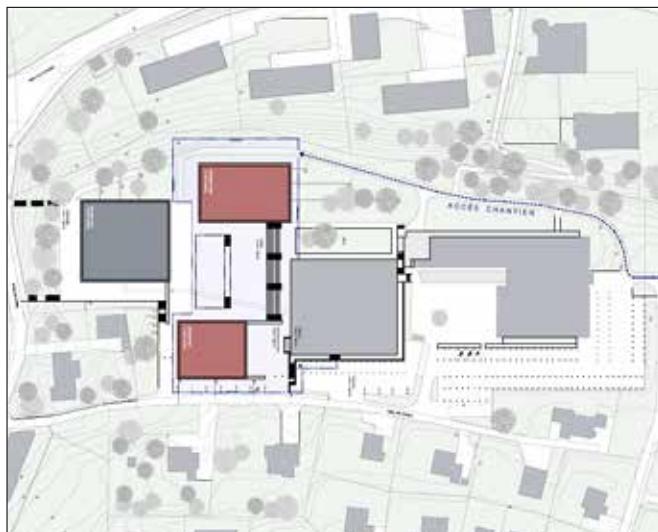
Zwei Ebenen prägen die Topografie des Geländes. Die grössere der beiden Ebenen, auf dem der Pausenplatz liegt, wird im Norden vom Schwimmbad, im Süden vom Gebäude der Orientierungsschule, im Osten vom Chemin des Crêts und im Westen von einer Promenade abgegrenzt. Das Gebäude der Orientierungsschule bildet das Scharnier zwischen der ersten Ebene und der darunter liegenden Ebene im Süden.

Die Sondierungen haben lockeres Gelände mit hohem Lehmanteil zum Vorschein gebracht.

Der Standort der Orientierungsschule des Vivisbachbezirks ist bereits an die kommunale Trennkanalisation in der Route de Misets im Süden der Parzelle angeschlossen. Das Reinabwasser wird im darunter liegenden Gemeinschaftsrückhaltebecken gesammelt. Der Standort ist zudem am Fernwärmennetz (Holzplättchen) angeschlossen. Die Einleitungspunkte sind alle im bestehenden Gebäude im Süden des Projekts.

Die Wärme wird dann vom Süden Richtung Norden verteilt.
Das Projekt will die bestehenden Netze nutzen.

Der Zugang zum Gelände erfolgt über die Parkplätze entlang des Chemin des Crêts und zu Fuss aus dem Osten und dem Westen. Mittelfristig wird der bestehende Fussweg im Westen ausgebaut werden, um den Zugang zu Fuss vom TPF-Bahnhof und von der Bushaltestelle auf der Route des Misets zu erleichtern.



1.3. Standortwahl

Die beiden neuen Gebäude sind im Osten und Westen der Hauptesplanade geplant und stellen so eine Verbindung mit den bestehenden Bauten her, die um den Pausenplatz herum angeordnet sind. Das Schulzentrum wird vergrössert, behält aber trotzdem seinen pavillonartigen Charakter, der in einem Dialog mit dem Massstab des umliegenden Siedlungsgebiets tritt.

Das Projekt interpretiert den Raster des bestehenden Gebäudes neu. Das überarbeitete Modul gibt der Fassade einen neuen Ausdruck. Die drei Gebäude sollen mit denselben Terracottaplatten verkleidet werden. Damit wird ein kohärentes Gesamtbild geschaffen, in welchem die bestehenden und neuen Gebäude zu einer Einheit verschmelzen. Der Pausenplatz zwischen den vier Volumen wird durch bedeckte Pausenplätze unter den beiden neuen und dem bestehenden Gebäude ergänzt.

Die Sitzstufen, die im Osten und Westen von den beiden neuen Gebäuden umrahmt werden, bleiben ein Ort des Austausches und der Erholung für die Schule. In ihnen sind die technischen Räume für die neuen Gebäude vorgesehen.

Oben bei den Stufen öffnet sich eine weitere Ebene, die für die Tätigkeiten außerhalb der Schulstunden genutzt werden wird. Ein Vorplatz zwischen dem Ost-Gebäude und dem Schwimmbad im Norden gibt Zugang zur Bibliothek und zur Berufsberatung. Dank dieses Vorplatzes ist eine autonome und außerschulische Nutzung dieser beiden Gebäude möglich.

Weil das Projekt drei unabhängige Einheiten vorsieht, kann es etappenweise und kostensparend umgesetzt werden: Das bestehende Gebäude bleibt in Betrieb während des Baus des West- und Ost-Gebäudes und der Einrichtung der provisorischen Räumlichkeiten. Am Ende dieser ersten Etappe können die neuen Volumen die bestehenden Funktionen aufnehmen.

Das bestehende Gebäude wird während der zweiten Etappe saniert (Neuorganisation der Räume und Renovation der Fassade).

Die beiden neuen Gebäude werden gemäss Minergie-P-Standard verwirklicht. Die Fassade des bestehenden Gebäudes wird renoviert werden, um den Minergie-P-Standard für Renovationen einzuhalten.



1.4. Struktur

Aufgrund der Geologie (Felsaufschlüsse) werden die Gebäude auf Sohlen ruhen.

Für beide neuen Gebäude gilt: Sie werden externe tragende Mauern aus bewehrtem Ortbeton mit einem Kern für die Sanitärleitungen und die Aussteifungen für die Erdbebenertüchtigung haben. Die Isolierung erfolgt im Innern. Die tragenden Mauern stützen die Decken und das Dach aus Stahlbeton auf isolierten Bolzen aus Edelstahl, um die thermische Diffusion zu unterbinden. Die Fassaden werden über eine Terracottaverkleidung mit einer Metall-Unterkonstruktion belüftet werden. Die Treppen werden vorgefertigt sein.

Das bestehende Gebäude wird beibehalten. Die internen Verkehrswege werden umgestaltet, um die Brandschutzworschriften mit zwei neuen Treppen zu erfüllen. Mit dem Projekt sollen zudem der Sanitätkern geändert und der Lift versetzt werden. Damit kann der Lift auch das Untergeschoss und die Zivilschutzräume bedienen.

Die bestehende Fassade wird extern isoliert. Um die Eingriffe auf die bestehende Struktur so gering wie möglich zu halten, werden die Terracottaplatten auf einer neuen externen Metallstruktur angebracht werden.

1.5. Dachhaut

Die neuen Dächer werden mit Polyurethan kunststoffisiert. Die Isolierung wird mit einer verstärkten zweilagigen Abdichtung und darüber mit einer Schutzschicht aus Kies geschützt.

Das bestehende Dach wird nach demselben Grundsatz vollständig renoviert.

1.6. Technik

Die bestehenden Einrichtungen im Untergeschoss des Süd-Gebäudes werden beibehalten. Aufgrund des Ausmaßes der vorgesehenen Umbauarbeiten müssen die Lüftungs- und Heizungssysteme (Entlüftung der Sanitätkerne und Heizung über Heizkörper) nicht geändert werden. Diese Einrichtungen, die für die aktuelle Nutzung überdimensioniert sind, werden während der zweiten Etappe jedoch verbessert werden.

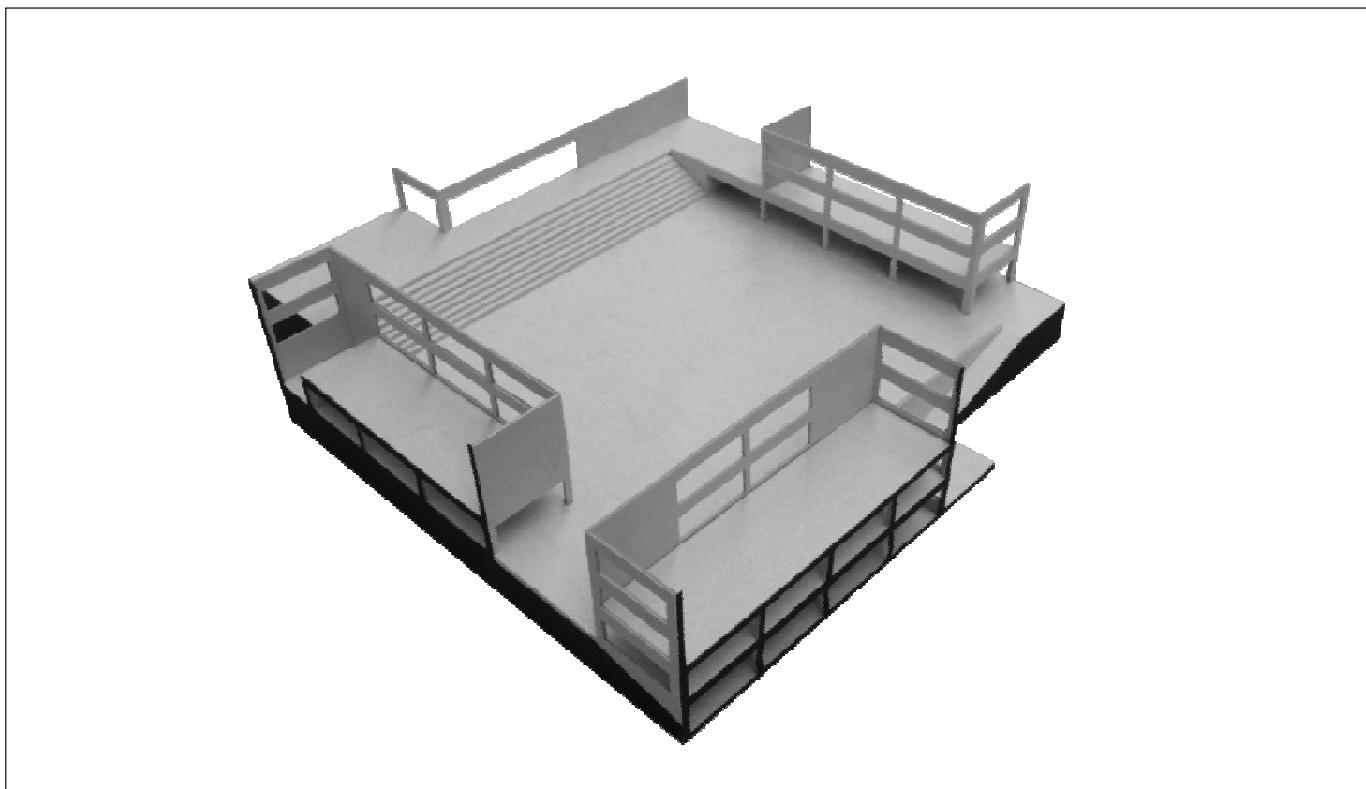
Die technischen Räume für die neuen Gebäude werden unter den Sitzstufen eingerichtet. In diesem befinden sich die Stromzufuhr, die Warmwasserproduktion, der Anschluss an das Fernwärmennetz sowie der Lüftungsmonoblock des West-Gebäudes. Der Lüftungsmonoblock des Ost-Gebäudes wird im technischen Raum im Erdgeschoss installiert.

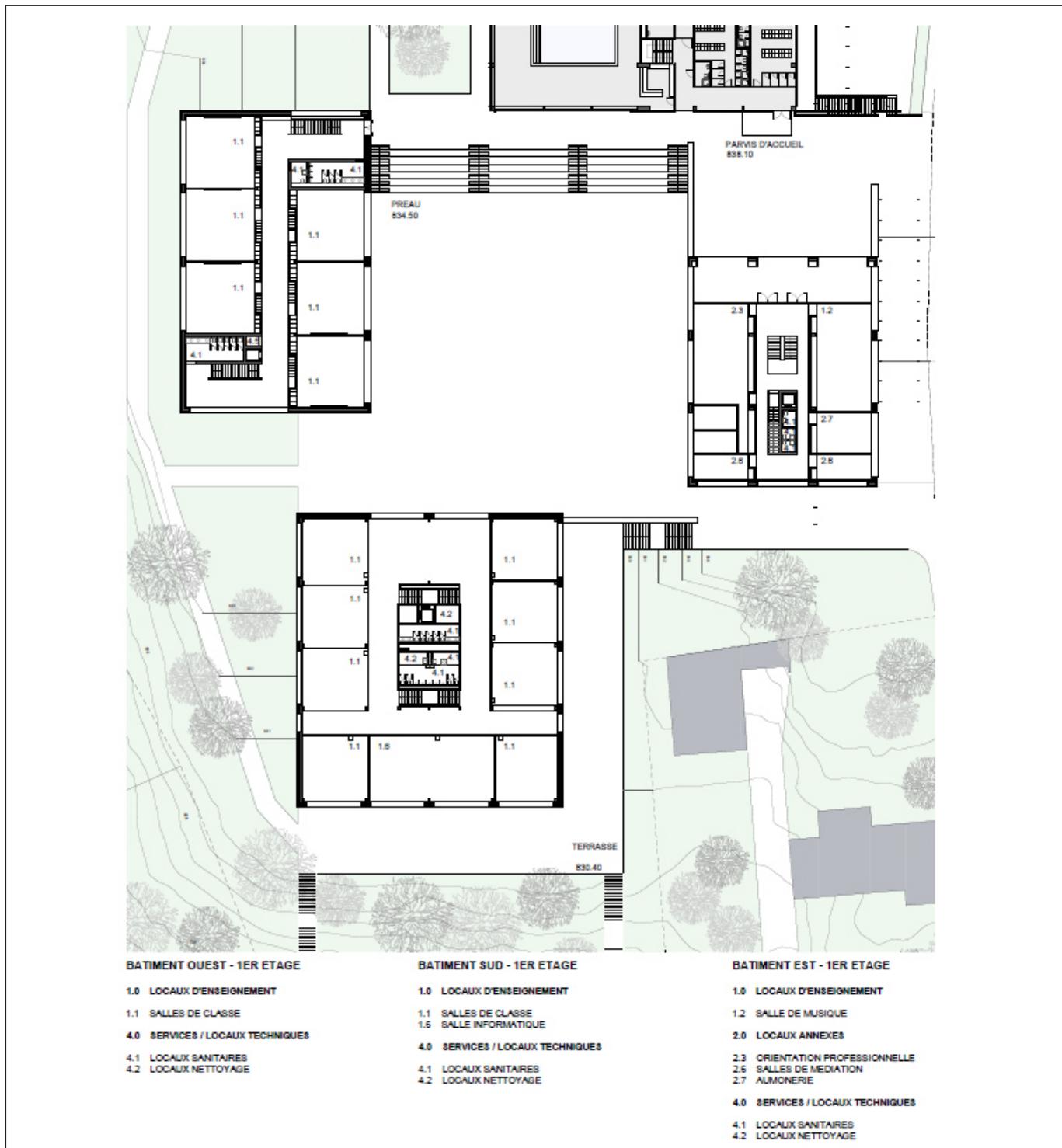
Diese dezentrale Verteilung der technischen Einrichtungen ermöglicht eine effizientere und wirtschaftlichere Zufuhr und eine Verringerung der Druckverluste.

Die Heizung der neuen Gebäude wird über den Boden erfolgen und an das Fernwärmennetz, das die Parzelle vom Süden in Richtung Norden quert, angeschlossen sein.

Die Verteilung innerhalb des Gebäudes erfolgt an der Oberfläche und wird in die Einbaumöbel integriert. Damit werden das Montieren und der Unterhalt gegenüber einer Verteilung, die Bestandteil des Rohbaus ist, vereinfacht.

1.7. Modelle, Pläne, Schnitte





1.8. Kostenvoranschlag

Fr.

BKP 1 Vorbereitungsarbeiten	2 255 591.90
BKP 2 Gebäude	25 959 432.95
BKP 4 Umgebung	1 590 840.00
BKP 5 Baunebenkosten	477 036.00
BKP 9 Ausstattung	<u>422 280.00</u>
Total	30 705 180.85

2. Berechnung der Subvention

2.1. Beitragsberechtigter Betrag für den Bau von zwei neuen Gebäuden (Pauschale)

Anz.	Bezeichnung	Fläche in m ²	+30%	Fläche x Anz.	m ² -Preis	Fr.
9	Klassenzimmer	78.0	101.4	912.6	2340.00	2 135 484.00
2	Zimmer für Naturwissenschaften	90.0	117.0	234.0	3330.00	779 220.00
1	Vorbereitungszimmer	36.0	46.8	46.8	3330.00	155 844.00
1	Informatiksaal	78.0	101.4	101.4	2340.00	237 276.00
1	Hauswirtschaftsraum	150.0	195.0	195.0	2880.00	561 600.00
1	Büro Berufsberatung	20.0	26.0	26.0	2340.00	60 840.00
1	Berufsinformationszentrum	60.0	78.0	78.0	2340.00	182 520.00
1	Musikraum	90.0	117.0	117.0	2880.00	336 960.00
1	Economat	16.0	20.8	20.8	2340.00	48 672.00
1	Bibliothek für 700 Schüler/innen	110.0	143.0	143.0	2340.00	334 620.00
2	Meditationsräume	21.5	27.95	55.9	2340.00	130 806.00
1	Büro stellvertr. Direktor/in	25.0	32.5	32.5	2340.00	76 050.00
1	Putz- / Ablageraum	29.0	37.7	37.7	2340.00	88 218.00
1	Lokal Hauswart/in	30.0	39.0	39.0	2340.00	91 260.00
1	Raum Seelsorge	35.0	45.5	45.5	2340.00	106 470.00
			Total			5 325 840.00

2.2. Beitragsberechtigter Betrag für den Umbau des alten Gebäudes

Nach Artikel 11 Abs. 2 des Gesetzes vom 11. Oktober 2005 über Beiträge an Schulbauten für den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule werden die Beiträge

an Umbauten auf der Basis der tatsächlichen Kosten berechnet; sie dürfen jedoch den Pauschalbetrag nicht übersteigen.

Artikel 12 Abs. 3 dieses Gesetzes legt ausserdem Folgendes fest: Bei den anerkannten Umbauarbeiten werden auf den Gesamtkosten 10% für den laufenden Unterhalt abgezogen.

2.2.1. Pauschale

Anz.	Bezeichnung	Fläche	+30%	Fläche x Anz.	m ² -Preis	Fr.
1	Räume (Medien-Radio)	70.0	91.0	91.0	2340.00	212 940.00
1	Ablageräume	6.5	8.45	8.45	2340.00	19 773.00
1	Büro stellvertr. Direktor/in	25.0	32.5	32.5	2340.00	76 050.00
1	Büro Verwalter/in	30.0	39.0	39.0	2340.00	91 260.00
1	Büro Direktor/in	30.0	39.0	39.0	2340.00	91 260.00
1	Sekretariat	63.0	81.9	81.9	2340.00	191 646.00
1	Konferenzraum	85.0	110.5	110.5	2340.00	258 570.00
1	Cafeteria Lehrpersonen	115.0	149.5	149.5	2340.00	349 830.00
1	Krankenzimmer	10.0	13.0	13.0	2340.00	30 420.00
1	Lesesaal	120.0	156.0	156.0	2340.00	365 040.00
1	Arbeitsraum Lehrpersonen	120.0	156.0	156.0	2340.00	365 040.00
1	Ablageräume	6.5	8.45	8.45	2340.00	19 773.00
1	Informatiksaal	90.0	117.0	117.0	2340.00	273 780.00
1	Ablageräume	6.5	8.45	8.45	2340.00	19 773.00
2	Klassenzimmer	62.0	80.6	161.2	2340.00	377 208.00
1	Ablageräume	6.5	8.45	8.45	2340.00	19 773.00
			Total			2 762 136.00

2.2.2. Berechnung aufgrund der eingereichten Kostenvoranschläge

	Fr.
BKP 1 Vorbereitungsarbeiten	521 544.95
BKP 2 Gebäude	<u>10 465 918.20</u>
Genehmigter Voranschlag	10 987 463.15
./. 10% für den laufenden Unterhalt	<u>1 098 746.30</u>
Total	9 888 716.85
Anteil an der Gesamtfläche des Gebäudes, der für den Bedürfnisnachweis anerkannt wird:	35,64%
Beitragsberechtigter Betrag gemäss Voranschlag	3 524 338.70

2.2.3. Berücksichtigter Betrag für den Beitrag an den Umbau

Weil der beitragsberechtigte Betrag gemäss Voranschlag höher ist als der Pauschalbetrag, wird der Pauschalbetrag (2 762 136 Franken) für die Bestimmung der Subvention herangezogen.

2.3. Beitragsberechtigter Betrag für Mobiliar und Lehrmaterial

Der beitragsberechtigte Betrag für die Erstbeschaffung des Mobiliars und des Lehrmaterials für die neuen Räumlichkeiten beträgt 422 280 Franken.

2.4. Beitragsberechtigter Betrag für die Aussenanlagen

Die Höhe des beitragsberechtigten Betrags für die Aussenanlagen wurde aufgrund des Voranschlags von 1 590 840 Franken berechnet und beträgt 632 016 Franken. Dies betrifft die Verwirklichung des Pausenplatzes.

2.5. Berechnung der provisorischen Subvention

	Fr.
Bau der beiden neuen Gebäude	5 325 840.00
Umbau des alten Gebäudes	2 762 136.00
Mobiliar und Lehrmaterial	422 280.00
Garten- und Landschaftsbau	<u>632 016.00</u>
Total beitragsberechtigter Betrag	9 142 272.00
Beitragssatz 45%	4 114 022.40
Höhe des provisorischen Beitrags	4 114 022.40

3. Angaben zu später geplanten Projekten

3.1. Umbau der Orientierungsschule des Glanebezirk einschliesslich Bau eines neuen Gebäudes

Um die Kapazität der Orientierungsschule zu erhöhen, startete der Gemeindeverband des Glanebezirks im Jahr 1996 ein Projekt für die Vergrösserung des Schulgebäudes und den Bau einer Dreifachturnhalle sowie eines Veranstaltungssaals, die 2005 unter dem Namen «Bicubic» in Betrieb genommen wurden.

Das Schulgebäude, das 1971 nach dem Konzept CROCS gebaut wurde, wurde noch nicht renoviert. Dieses Gebäude in modularer Bauweise, bei dem vorgefertigte Platten auf Metallpfosten und -trägern ruhen und bei dem die Klassenzimmer mit versetzbaren Metalltrennwänden voneinander abgetrennt sind, erfüllt die aktuellen Vorgaben der KGV nicht mehr.

Nach dem Bau von Bicubic beschloss der Gemeindeverband, die Schulräumlichkeiten aus dem Jahr 1971 neu zu organisieren. So sollen im Erdgeschoss Zimmer für bildnerisches Gestalten und für manuelle Arbeiten sowie zwei Küchen eingerichtet werden. Anstelle des Schwimmbads werden zwei Zimmer für Naturwissenschaften und Büros für den Mediationsdienst und die soziale Arbeit eingerichtet. Die technischen Räume unter dem Hallenbad bieten Platz für zwei Zimmer für Naturwissenschaften. Um eine natürliche Beleuchtung dieser Zimmer zu ermöglichen, sind Aushubarbeiten vorgesehen. Die heutige Turnhalle wird durch eine Bibliothek ersetzt.

Diese Neuorganisation der Räume bedingt den Bau eines neuen Gebäudes. Der Gemeindeverband Orientierungsschule des Glanebezirks lancierte am 6. Oktober 2014 einen Architekturwettbewerb. Das Raumprogramm sah ein Schwimmbad mit Sprunganlage, Schwimmbecken, Lehrschwimmbecken, Planschbecken, Räume für Sport (Fitness, Multisport, Psychomotoriktherapie usw.) sowie 4 Klassenzimmer vor.

Die Jury bestimmte am 6. März 2015 das Projekt des Büros Weck Gonzalo und Victor Figueras Corboud aus Zürich zum Preisträger.

Die Stimmbürgerinnen und -bürger des Glanebezirk stimmten dem Investitionskredit von insgesamt 63 Millionen Franken für den Bau des neuen Gebäudes und die Renovation des alten Gebäudes zu.

4. Erfolgte und ausstehende Zahlungen für die laufenden Projekte

OS	Dekret	Verpflichtung des Staats	Offener Betrag Ende 2014	Zahlungen 2015	Offener Betrag Ende 2015
Plaffeien	09.09.2011	3 419 460.00	689 460.00		689 460.00
DOSF	17.12.2013	10 816 264.80	8 726 264.80	2 000 000.00	6 726 264.80
Tour-de-Trême	23.06.2014	316 626.15	316 626.50		316 626.15
Riaz	23.12.2014	12 730 229.30	12 730 229.30	700 000.00	12 030 229.30
Bulle	09.09.2011	2 027 772.00	406 272.00		406 272.00

5. Verpflichtungskredit

Der erforderliche Verpflichtungskredit für die Erweiterung und den Umbau der Orientierungsschule des Vivisbachbezirks in Châtel-Saint-Denis beträgt 4 114 022.40 Franken.

Dieser Verpflichtungskredit ist Gegenstand eines Dekrets, das nicht dem Finanzreferendum untersteht; denn nach Artikel 24 des Gesetzes über den Finanzaushalt des Staates gilt diese Ausgabe als gebundene Ausgabe.

6. Schlussbemerkung

Mit dem hier behandelten Projekt ist es möglich, einerseits den grösseren Schülerbeständen und andererseits den Bedürfnissen im Zusammenhang mit den neuen pädagogischen Methoden gerecht zu werden.

Deshalb ersuchen wir Sie, den vorliegenden Dekretsentwurf in seiner Gesamtheit gutzuheissen.

Décret

du

relatif au subventionnement de l'agrandissement et de la transformation du Cycle d'orientation de la Veveyse, à Châtel-Saint-Denis

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 11 octobre 2005 relative aux subventions pour les constructions d'écoles enfantines, primaires et du cycle d'orientation;

Vu le règlement du 4 juillet 2006 sur les subventions pour les constructions d'écoles enfantines, primaires et du cycle d'orientation;

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu le message 2016-DAEC-113 du Conseil d'Etat du 4 juillet 2016;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

Un crédit d'engagement de 4 114 022 fr. 40 est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du subventionnement de l'agrandissement et de la transformation du Cycle d'orientation de la Veveyse, à Châtel-Saint-Denis.

Art. 2

¹ Le crédit de paiement correspondant à la subvention cantonale sera inscrit aux budgets financiers annuels et utilisé conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

² Le versement de la subvention se fera selon les disponibilités financières du canton.

Art. 3

Le présent décret n'est pas soumis au référendum financier, la dépense étant considérée comme liée.

Dekret

vom

über Beiträge an die Erweiterung und den Umbau der Orientierungsschule des Vivisbachbezirks in Châtel-Saint-Denis

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 11. Oktober 2005 über Beiträge an Schulbauten für den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule;

gestützt auf das Reglement vom 4. Juli 2006 über Beiträge an Schulbauten für den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule;

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

nach Einsicht in die Botschaft 2016-DAEC-113 des Staatsrats vom 4. Juli 2016; auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Für die Erweiterung und den Umbau der Orientierungsschule des Vivisbachbezirks in Châtel-Saint-Denis wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von Fr. 4 114 022.40 eröffnet.

Art. 2

¹ Der Zahlungskredit, der dem Kantonsbeitrag entspricht, wird in den jährlichen Finanzvoranschlägen eingetragen und nach den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

² Die Auszahlung der Beträge erfolgt nach den finanziellen Möglichkeiten des Staates.

Art. 3

Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum, da die Ausgabe als gebunden gilt.

<u>Annexe</u>	<u>Anhang</u>
GRAND CONSEIL	2016-DAEC-113
<p>Projet de décret Subventionnement de l'agrandissement et de la transformation du Cycle d'orientation de la Veveyse, à Châtel-Saint-Denis</p> <p><i>Propositions de la commission ordinaire CO-2016-116</i></p> <hr/> <p><i>Présidence : Roland Mesot</i></p> <p><i>Membres : Antoinette Badoud, Solange Berset, Gabrielle Bourguet, Claude Chassot, Sébastien Frossard, Pierre-André Grandgirard, Yvan Hunziker, Patrice Longchamp, Benoît Piller, Nicolas Repond</i></p>	<p>GROSSER RAT</p> <p>Dekretsentwurf Beiträge an die Erweiterung und den Umbau der Orientierungsschule des Vivisbachbezirks in Châtel-Saint-Denis</p> <p><i>Antrag der ordentlichen Kommission OK-2016-116</i></p> <hr/> <p><i>Präsidium: Roland Mesot</i></p> <p><i>Mitglieder: Antoinette Badoud, Solange Berset, Gabrielle Bourguet, Claude Chassot, Sébastien Frossard, Pierre-André Grandgirard, Yvan Hunziker, Patrice Longchamp, Benoît Piller, Nicolas Repond</i></p>
<p>Entrée en matière</p> <p>A l'unanimité, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.</p>	<p>Eintreten</p> <p>Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.</p>
<p>Vote final</p> <p>A l'unanimité, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.</p>	<p>Schlussabstimmung</p> <p>Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.</p>
<p>Catégorisation du débat</p> <p>La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie II (débat organisé).</p>	<p>Kategorie der Behandlung</p> <p>Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie II (organisierte Debatte) behandelt wird.</p>
<p><i>Le 10 octobre 2016</i></p>	<p><i>Den 10. Oktober 2016</i></p>

<u>Annexe</u>	<u>Anhang</u>
GRAND CONSEIL Projet de décret : Subventionnement de l'agrandissement et de la transformation du Cycle d'orientation de la Veveyse, à Châtel-Saint-Denis <i>Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG</i>	2016-DAEC-113 GROSSER RAT Dekretsentwurf: Beiträge an die Erweiterung und den Umbau der Orientierungsschule des Vivisbachbezirks in Châtel-Saint-Denis <i>Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK</i>
<hr/> <p><i>Présidence : Claude Brodard</i></p> <p><i>Vice-présidence : Patrice Morand</i></p> <p><i>Membres : Dominique Butty, Claude Chassot, Dominique Corminboeuf-Strehblow, Laurent Dietrich, Nadine Gobet , Paul Herren-Schick, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Stéphane Peiry, Thomas Rauber, René Thomet</i></p>	<hr/> <p><i>Präsidium : Claude Brodard</i></p> <p><i>Vize-Präsidium : Patrice Morand</i></p> <p><i>Mitglieder : Dominique Butty, Claude Chassot, Dominique Corminboeuf-Strehblow, Laurent Dietrich, Nadine Gobet , Paul Herren-Schick, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Stéphane Peiry, Thomas Rauber, René Thomet</i></p>

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 11 voix sans opposition ni abstention (2 membres sont excusés), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 14 octobre 2016

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 11 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung (2 Mitglieder sind entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 14. Oktober 2016



Message 2016-DEE-29

12 septembre 2016

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'acquisition des immeubles articles 767 et 785 de la commune de Romont – site Tetra Pak

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret relatif à l'acquisition du site Tetra Pak à Romont et sa valorisation dans un objectif de promotion foncière active.

1. Introduction

Le 3 novembre 2015, la société Tetra Pak annonçait sa décision d'arrêter ses activités sur le site de Romont, processus impliquant le licenciement de 120 collaboratrices et collaborateurs, d'une part une majorité dans le secteur de la production et d'autre part dans le secteur du développement de produits. Les places de travail en production ont été déplacées en Hongrie et celles dans le développement ont été regroupées en Suède. Au-delà des questions légitimes portant sur le fait de savoir si ce type de situation pouvait être évité ou anticipé, il convient de constater que dans le cas d'espèces, cette décision a été prise par un centre de décision international, en fonction d'un contexte économique et concurrentiel sur lequel l'Etat de Fribourg n'a pas de moyen d'action direct.

La société Tetra Pak a arrêté progressivement ses activités par secteur au cours de l'été 2016. Des opérations de démontage sont en cours et les espaces occupés par l'entreprise seront complètement libres dès le 31 décembre 2016. L'intention du groupe Tetra Pak était a priori de mettre le site en vente dès le 1^{er} janvier 2017.

Dès l'annonce de la fermeture, la Direction de l'économie et de l'emploi (DEE) a rencontré le management de l'entreprise. Ces premiers contacts ont confirmé que la décision était irrévocable et les discussions se sont concentrées sur la revalorisation du site et le développement de nouvelles activités. Sur proposition de la DEE, un groupe de travail a été mis en place, sous la présidence du Préfet de la Glâne, réunissant une délégation du Conseil communal de la Ville de Romont et la Promotion Economique (PromFR). Ce groupe de travail a eu des contacts réguliers avec la Direction du site de Tetra Pak, a mené des réflexions et envisagé plusieurs options concernant le futur du site, ainsi que leurs impacts pour le canton et la région.

Il se trouve que le site est également occupé par un locataire important dont les plans de croissance dans le canton sont remis en question par les incertitudes sur le futur du site. Par

ailleurs, il convient de relever que ces bâtiments présentent un fort potentiel de valorisation pour de nouvelles activités à haute valeur ajoutée, pour autant que la question de la propriété soit rapidement clarifiée.

Compte tenu de l'ensemble de ces enjeux, le Conseil d'Etat estime que l'Etat de Fribourg a un intérêt d'intervenir en rachetant rapidement le site à la société Tetra Pak, afin de garantir une valorisation optimale de son potentiel économique. Cet engagement doit être considéré comme temporaire et se justifie dans la mesure où seule l'action de l'Etat est en mesure à court terme de garantir ce potentiel.

2. Contexte économique

De manière générale, cette décision d'intervention de l'Etat survient dans un contexte économique difficile pour les activités industrielles, lié au coût du franc suisse et aux incertitudes dans les relations avec la communauté européenne. Il est donc nécessaire pour l'Etat de mener de manière active, lorsque cela est possible, une stratégie de revalorisation des sites industriels présentant un potentiel particulier en termes de développement économique.

Un tel engagement s'inscrit dans un cadre de politique foncière active. L'Etat intervient ainsi afin d'acquérir des objets et de les utiliser en faveur d'une politique proactive de promotion économique. Par rapport à l'achat d'un terrain, il est toutefois évident que l'enjeu est plus élevé, puisqu'en devenant propriétaire d'un site industriel, l'Etat doit assumer un risque lié à son exploitation. Dans le cas présent, l'occupation partielle d'une partie importante du site par un locataire limite ce risque.

Il convient également de signaler que la commune de Romont bénéficie depuis le 1^{er} juillet 2016 de possibilités de soutien de la Confédération dans le cadre de la politique d'allégements fiscaux liés à la Nouvelle Politique Régionale (NPR). De plus, l'état général des bâtiments est considéré comme bon, l'entreprise les ayant entretenus de manière régulière. Fort de ces arguments, le potentiel de valorisation du site dans le cadre de nouvelles activités industrielles est donc intéressant.

En devenant propriétaire, l'Etat, par l'intermédiaire de la PromFR, se donne la possibilité de soutenir l'implantation

d'entreprises à forte valeur ajoutée en mettant à disposition les bâtiments du site sous une forme flexible et attractive, alors que le rachat entier et rapide du site par un seul acteur industriel paraît peu probable.

Un certain nombre d'acteurs privés se sont montrés intéressés à l'objet depuis l'annonce du retrait de Tetra Pak. Les repreneurs éventuels se classent de manière synthétique en deux catégories: ceux qui souhaitent utiliser le site pour y faire du stockage industriel et de la logistique (l'accès à la voie CFF favorise cette option) et ceux qui souhaitent acheter le site à bas prix en pour faire un placement spéculatif (fonds d'investissement immobilier). Après plusieurs mois, aucun d'entre eux n'a présenté un projet sérieux apportant une activité industrielle à valeur ajoutée. Le groupe Tetra Pak pourrait aussi patienter plusieurs années dans le but d'obtenir une meilleure opportunité de valorisation, mais l'entreprise devrait dans ce cas assumer les coûts de maintenance du site et gérer la situation incertaine du locataire existant (voir ci-dessous). La PromFR a également visité le site ces derniers mois avec plusieurs clients industriels susceptibles d'utiliser seulement une partie de celui-ci, probablement plutôt en location que sous forme d'achat.

3. Stratégie du Conseil d'Etat

Comme mentionné ci-dessus, l'acquisition du site de Tetra Pack s'inscrit dans une stratégie de politique foncière active voulue par le Conseil d'Etat, qui vise à mettre à disposition de la PromFR des surfaces industrielles rapidement exploitables pour des entreprises intéressées. Le Conseil d'Etat tient toutefois à maintenir ces surfaces disponibles à la vente, s'il s'avère qu'à terme, des entreprises à haute valeur ajoutée ou des projets stratégiques voudraient s'en porter acquéreurs. A ce titre, il n'exclut d'ailleurs pas une alienation de la totalité du site, mais également d'une ou de plusieurs parties de celui-ci, selon les opportunités qui pourraient se présenter.

4. Locataires actuels et futurs

Le locataire actuel se trouve sur le site depuis 2014. Cette société occupe environ un quart de la surface totale, avec un objectif d'extension dès 2018. Elle emploie déjà plus de 70 personnes, en croissance régulière, avec un potentiel jusqu'à 200 postes de travail. Depuis l'annonce du départ de l'activité de production de Tetra Pak et sa volonté affirmée de vendre le site, la situation de cette société est devenue très inconfortable, car elle dispose d'un contrat de location seulement jusqu'à fin 2017 et, compte tenu des investissements importants qu'elle a réalisés sur le site, elle n'est pas en mesure de déménager rapidement. Des tentatives de discussions ont eu lieu pour prolonger ce bail ou envisager un achat partiel des locaux qu'elle utilise, mais sans résultat probant: il semble difficile de faire coïncider les intérêts de Tetra Pak qui souhaite un maximum de liberté pour pouvoir valoriser

son bien et les besoins de stabilité de l'entreprise locataire. Récemment, la société a interpellé la PromFR et lui a fait part de cette situation d'urgence: si une solution n'était pas trouvée à très court terme, elle se verrait dans l'obligation de mettre en œuvre un plan de relocalisation de ses activités. Il y a donc un risque réel de perdre cette société à haute valeur ajoutée et forte croissance, qui quitterait alors probablement le canton.

En parallèle, il convient de préciser que la PromFR est en contact avec des sociétés présentant un grand potentiel pour le développement économique du canton et qui s'intéressent au site Tetra Pak. La perspective que le site soit dans la propriété de l'Etat peut s'avérer déterminante dans leur choix final d'implantation. La flexibilité dans la relation contractuelle, la perspective d'un achat ultérieur à un horizon de 5 ou 10 ans, ou encore les possibilités d'extensions futures garanties sur le site en fonction des besoins de croissance de l'entreprise, sont des éléments dont il faut également tenir compte. Ces conditions ne sont en général pas suffisantes à elles seules pour attirer les meilleures entreprises mais elles constituent un élément important pour améliorer l'attractivité de notre canton.

A l'inverse, aucun acteur privé du marché immobilier ne semble aujourd'hui être en mesure de remplir ce rôle et il existe, au contraire, une certaine probabilité qu'une stricte logique de marché conduise, dans la situation actuelle, à une utilisation du site qui n'apporte pas une grande valeur pour la région et le canton, voire même le laisse dans un état de friche pour de nombreuses années.

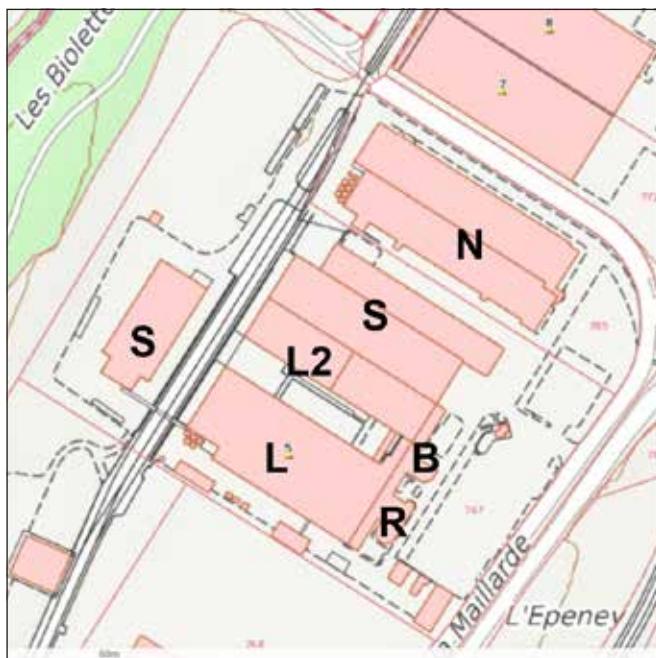
5. Description du site et des objets

Le site Tetra Pak est situé au sud de Romont dans la zone dite de «la Maillarde».

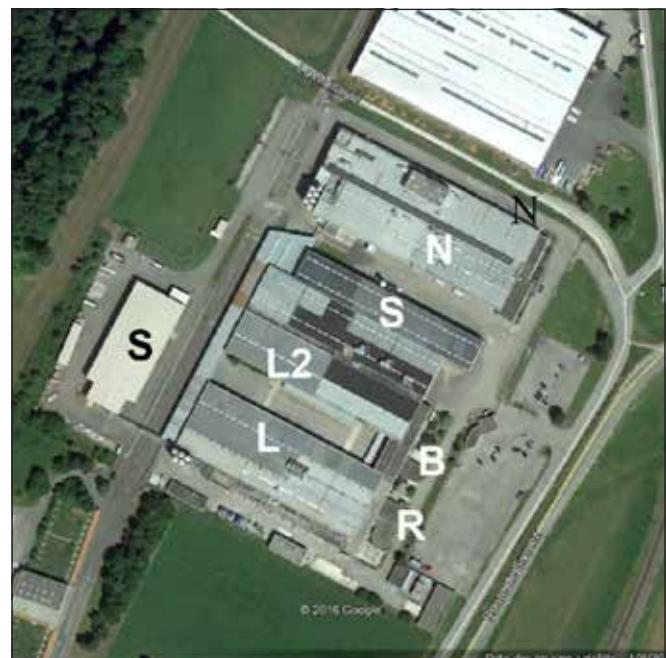


Il se compose des deux parcelles RF n°767 et n°785 pour un total de 70 351 m². Il dispose d'un accès direct au réseau CFF et comprend environ 10 bâtiments de différentes tailles pour un total de surfaces utiles de planchers de 26 000 m², ainsi

que 8000 m² de terrain constructible en réserve. Les deux parcelles sont classées en zone d'activités 1 et sont comprises dans la zone stratégique «en Raboud» au sud de Romont, dans laquelle se trouve également l'usine Nespresso.



Les deux parcelles ne sont pas répertoriées au cadastre des sites pollués. De plus, une étude complémentaire mandatée par le groupe Tetra Pak en été 2016 démontre que le site ne présente pas de danger particulier, hormis les risques usuels



liés au stockage de mazout [à compléter étude à recevoir]. Les documents de vente notariés précisent néanmoins que tout risque de pollution du site serait à charge de la société venderesse.

Actuellement la société locataire loue l'entier de la halle «L» et envisage une extension future dans la zone «L2»

Des bureaux sont également loués dans la zone «B» et un restaurant d'entreprise est exploité par une société externe dans le local «R». La première halle disponible pour une nouvelle activité industrielle serait en principe la halle «N». D'autres locaux plus rudimentaires peuvent servir à du stockage ou des réaffectations ultérieures dans les halles «S».

6. Estimation de la valeur du bien

Des inventaires des locaux ont été établis indépendamment par deux experts immobiliers, l'un mandaté par Tetra Pak, l'autre conjointement par le Service des bâtiments (SBat) et la PromFR. Suivant les activités qui s'y développeraient et en fonction de la nature des surfaces, le revenu locatif du site est évalué par les experts entre 1,3 et 2,6 millions de francs dans le cas où toutes les surfaces sont louées, mais une évaluation réaliste basée sur les prix pratiqués actuellement par Tetra Pak montre un maximum d'environ 2 millions de francs. La valeur d'assurance fixée par l'ECAB s'élève à 51,5 millions de francs. En ce qui concerne la valeur vénale, les discussions avec le propriétaire ont abouti à un accord sur un montant de 21 millions de francs.

7. Fonctionnement et exploitation

La procédure d'achat et les actes notariés seront placés sous le contrôle de la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC). L'exploitation du site

sera ensuite mise sous la responsabilité de la Direction de l'Economie et de l'Emploi (DEE) et la gestion sera confiée à la PromFR, avec le soutien technique du SBat. Pour assurer l'exploitation, la PromFR donnera un mandat à une personne externe, idéalement un ancien collaborateur de Tetra Pak, qui connaît bien la configuration des lieux et leur entretien. Il reviendra à ce mandataire d'assumer la responsabilité de l'ensemble des activités sur le site. Pour ce faire et au besoin, il pourra s'entourer d'un spécialiste technique et d'un secrétariat. Le suivi des engagements financiers sera assuré par la PromFR et des rapports réguliers seront adressés au Conseil d'Etat.

Les coûts d'exploitation ont été budgétés sur la base des coûts actuels. Le site étant encore en activité, les charges d'exploitation sont connues et ont été communiquées par la direction de Tetra Pak. Le montant de location facturé au locataire actuel est connu et l'entreprise s'est engagée, en cas d'achat par l'Etat, à reconduire le contrat de location échéant à fin 2017 pour une nouvelle période de 10 ans. L'entreprise locataire précitée a également exprimé par écrit son souhait de réaliser de nouveaux investissements et augmenter sa surface sur le site dans un délai de 2 ans.

Pour le compte d'exploitation, plusieurs scénarios ont été envisagés. Le plus prudent tient compte du maintien de la situation actuelle (location uniquement du locataire actuel, sans extension). Le scénario moyen intègre l'extension du locataire actuel. Quant au troisième scénario, qui devrait être atteint dès l'année 2020, il montre une situation d'équilibre, obtenue avec un taux d'occupation des surfaces disponibles de 59%, ce qui implique l'arrivée d'un/de nouveau(x) locataire(s).

en kCHF	2017	2018	2019	2020	2021
	Locataire seul	Locataire seul	Locataire + extension	nouveaux locataires	nouveaux locataires
Revenu locatif					
bureaux	81	81	121	249	273
espaces de production	437	437	656	781	870
Total des revenus locatifs	518	518	777	1'030	1'143
% des m ² loués	22%	22%	33%	59%	66%
Charges					
charges techniques	-150	-150	-150	-150	-150
entretien et rénovation	-170	-170	-170	-170	-170
sécurité	-100	-100	-100	-100	-100
personnel (mandats)	-200	-200	-250	-309	-300
charges fixes d'exploitation	-22	-22	-24	-24	-23
communications (tel, data, ...)	-70	-70	-70	-70	-70
promotion	-25	-25	-25	-25	-25
assurances	-40	-40	-40	-40	-40
taxes diverses	-70	-70	-70	-70	-70
Total des charges	-847	-847	-899	-958	-948
Résultat d'exploitation	-329	-329	-122	72	195

Dans le scénario le plus probable, le budget d'exploitation est déficitaire de 329 000 francs, puis de 122 000 francs avec une extension du locataire actuel (annoncée pour 2018, mais prise en compte dans le budget d'exploitation du site depuis 2019). Dès l'arrivée d'un/de nouveau(x) locataire(s), les coûts directs liés à l'exploitation du site seront couverts, avec seulement 59% d'utilisation des surfaces. Le Conseil d'Etat estime donc que le risque financier est supportable, en regard des opportunités ouvertes en termes de promotion économique.

Le budget d'exploitation sera mis au budget de l'Etat sous de nouvelles positions comptables, intégrées au budget de la PromFR. L'excédent de charges sera de 329 000 francs par année en 2017 et 2018, puis de 122 000 francs en 2019 dans le scenario probable. Ce solde sera réduit progressivement, en fonction du taux d'utilisation du site. Le besoin de trésorerie ne devrait donc pas durer au-delà de 3 ans (2017–2019) et le montant cumulé des excédents de charges n'excèderait pas 780 000 francs. Toutefois, au vu du degré d'incertitude lié notamment aux futures locations, le Conseil d'Etat est d'avis qu'une marge de 220 000 francs est nécessaire pour assurer la couverture des charges d'exploitation. Il estime donc que le montant cumulé de ces charges s'élève à 1 000 000 de francs.

En sa qualité de propriétaire du site, l'Etat devra également assurer la prise en charge de travaux imprévus par son budget ordinaire, comme il le fait d'ailleurs pour les autres bâtiments en sa propriété.

8. Crédit d'engagement demandé

Le coût total du projet se monte donc à 22 020 000 et comprend:

- > l'achat du bâtiment pour 21 000 000 de francs;
- > des coûts de transfert pour 20 000 francs (essentiellement les frais de notaire).
- > l'excédent de charges de 1 000 000 francs, qui sera prélevé sur le budget ordinaire de l'Etat.

Compte tenu du développement récent du dossier et au vu des incertitudes qui demeurent quant à l'entrée en jouissance, la date du paiement du prix d'achat et quant aux autres impacts financiers, le projet de budget 2017 de l'Etat ne contient pas de montants y-relatifs. Les moyens nécessaires feront si nécessaire l'objet de crédits supplémentaires le moment venu, dans le respect de la législation sur les finances.

9. Développement durable

D'un point de vue économique, le projet est avantageux car il permet de défendre des places de travail et permet de développer un cadre qui va en favoriser la création de nouvelles. Il respecte le rôle subsidiaire de l'Etat qui s'engage dans la gestion du site pour favoriser la transition économique entre une ancienne activité industrielle et de nouvelles qui pourront s'y

développer. A l'inverse, une non-intervention de l'Etat pourrait conduire soit à l'abandon du site pour plusieurs années en attente d'un nouveau projet industriel soit à une utilisation extensive des espaces pour des fonctions logistiques à faible densité d'emploi.

De manière plus générale, l'Etat encourage par ce projet un exemple de reconversion d'un site industriel de grande valeur, permettant de générer et densifier des nouvelles places de travail dans des espaces existants plutôt qu'en y consacrant de nouveaux espaces vierges (revalorisation des friches industrielles).

Le site se trouve dans une zone industrielle en développement; des synergies intéressantes peuvent être développées notamment sur les questions de mobilité (navettes communes vers la gare, partage de voies de mobilité douce par exemple). L'extension de nouvelles activités industrielles dans ce secteur est donc particulièrement favorable en termes d'impact environnemental, particulièrement par rapport à l'alternative qui consisterait à laisser un tel site à l'abandon pendant plusieurs années.

10. Entrée en jouissance

En cas de décision favorable du Grand Conseil et sans exercice du droit de référendum, l'entrée en jouissance est prévue au 31 mars 2017.

11. Référendum financier

Le crédit d'engagement ne dépasse pas la limite prévue par l'article 45 de la Constitution (1% du total des dépenses des derniers comptes de l'Etat) et ne devra par conséquent pas être soumis au référendum financier obligatoire. Il dépasse par contre la limite prévue à l'article 46 de la Constitution ($\frac{1}{4}$ % des dépenses des derniers comptes) et est par conséquent soumis au référendum financier facultatif. Enfin, compte tenu du montant de la dépense, le projet de décret devra, conformément à l'article 141 al. 2 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil, être adopté à la majorité qualifiée des membres du Grand Conseil. Le présent projet n'influence pas la répartition des tâches Etat-communes. Il ne soulève aucun problème sous l'angle de la conformité au droit de l'Union Européenne.

12. Conclusion

Le Conseil d'Etat estime que le potentiel de développement du site Tetra Pak pour la création de nouvelles places de travail à haute valeur ajoutée est important. Le contrôle temporaire du site par l'Etat permettra d'une part de stabiliser la situation précaire du locataire existant et de préserver son potentiel de création d'emplois dans le canton. D'autre part, il permettra de pouvoir offrir à un/de nouveau(x) locataire(s)

des conditions flexibles et optimales pour y implanter de nouvelles activités industrielles. En regard de ce potentiel, les risques financiers restent supportables et le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à adopter le projet de décret annexé.



Botschaft 2016-DEE-29

12. September 2016

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über den Erwerb der Liegenschaften Artikel 767 und 785 der Gemeinde Romont – Tetra-Pak-Areal

Wir unterbreiten Ihnen einen Dekretsentwurf über den Erwerb des Tetra-Pak-Areals in Romont und dessen Nutzung zum Zweck der aktiven Bodenpolitik.

1. Einleitung

Am 3. November 2015 kündigte die Firma Tetra Pak ihren Entscheid an, ihre Tätigkeit am Standort von Romont einzustellen und folglich 120 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter zu entlassen, die vor allem in der Produktion, aber auch in der Produktentwicklung tätig sind. Die Arbeitsplätze in der Produktion wurden nach Ungarn ausgelagert und jene in der Entwicklung wurden in Schweden zusammengezogen. Was die berechtigte Frage angeht, ob ein derartiger Ausgang hätte vermieden oder vorhergesehen werden können, muss festgestellt werden, dass der Entscheid im vorliegenden Fall von einem internationalen Entscheidungszentrum aufgrund des wirtschaftlichen und wettbewerblichen Kontexts gefällt wurde, auf den der Staat Freiburg keinen direkten Einfluss hat.

Die Firma Tetra Pak hat ihre Tätigkeit im Laufe des Sommers 2016 schrittweise eingestellt. Der Abbau ist zurzeit im Gange und die von der Firma besetzten Räumlichkeiten werden ab dem 31. Dezember 2016 freistehen. Grundsätzlich hatte der Tetra-Pak-Konzern die Absicht, den Standort ab dem 1. Januar 2017 zum Verkauf anzubieten.

Unmittelbar nach der Schliessungsankündigung hat die Volkswirtschaftsdirektion (VWD) die Unternehmensleitung getroffen. Diese ersten Kontakte haben bestätigt, dass der Entscheid definitiv ist. Folglich haben sich die Gespräche auf die Umnutzung des Standorts und die Entwicklung neuer Aktivitäten konzentriert. Auf Vorschlag der VWD wurde eine Arbeitsgruppe aufgestellt, die sich aus Vertretern des Gemeinderats der Stadt Romont sowie der Wirtschaftsförderung (WIF) zusammensetzte und vom Oberamtmann des Glanebezirks präsidiert wurde. Diese Arbeitsgruppe pflegte regelmässige Kontakte mit der Direktion des Standorts von Tetra Pak und prüfte die künftigen Möglichkeiten des Standorts und ihre Auswirkungen auf den Kanton und die Region.

Der Standort wird nämlich auch von einem wichtigen Mieter genutzt, dessen Wachstumspläne im Kanton aufgrund der

ungewissen Zukunft des Standorts in der Schwebe sind. Im Übrigen ist darauf hinzuweisen, dass sich die Gebäude für neue Aktivitäten mit hoher Wertschöpfung eignen, sofern die Frage der Eigentümerschaft möglichst bald geklärt wird.

Angesichts dieser Umstände ist der Staatsrat der Meinung, dass der Staat Freiburg ein Interesse daran hat, einzugreifen, indem er den Standort der Firma Tetra Pak möglichst rasch erwirbt, damit sein wirtschaftliches Potenzial optimal genutzt werden kann. Dieses finanzielle Engagement ist als vorübergehend zu betrachten und rechtfertigt sich damit, dass dieses Potenzial alleine durch den Eingriff des Staats kurzfristig garantiert werden kann.

2. Wirtschaftlicher Kontext

Dieser Entscheid über einen Eingriff des Staats fällt in einem für industrielle Tätigkeiten schwierigen wirtschaftlichen Kontext, der von der Frankenstärke und der Ungewissheit bezüglich der Beziehungen zur europäischen Union geprägt ist. Deshalb muss der Staat, soweit dies möglich ist, eine aktive Strategie zur Umnutzung von Industriegebieten verfolgen, die ein besonderes Potenzial für die wirtschaftliche Entwicklung aufweisen.

Ein derartiges Engagement entspricht der aktiven Bodenpolitik. Der Staat greift also ein, um Objekte zu erwerben und sie für eine proaktive Wirtschaftsförderungspolitik einzusetzen. Anders als beim Erwerb eines blossem Grundstücks geht der Staat aber ein höheres Risiko ein, da er durch den Besitz eines Industriestandorts das Betriebsrisiko des Areals übernehmen muss. Im vorliegenden Fall wird dieses Risiko durch die Präsenz eines Mieters, der einen grossen Teil des Standorts nutzt, begrenzt.

Weiter ist darauf hinzuweisen, dass die Gemeinde Romont seit dem 1. Juli 2016 im Rahmen der Steuererleichterungspolitik in Verbindung mit der neuen Regionalpolitik (NRP) die Möglichkeit hat, vom Bund unterstützt zu werden. Außerdem wird der allgemeine Zustand der Gebäude als gut bewertet, da das Unternehmen regelmässige Unterhaltsarbeiten durchgeführt hat. Der Standort verfügt folglich über ein interessantes Potenzial für neue Industrietätigkeiten.

Indem der Staat Eigentümer des Standorts wird, gibt er sich über die Wirtschaftsförderung die Möglichkeit, die Niederlassung von Unternehmen mit hoher Wertschöpfung zu unterstützen, indem er die Gebäude des Standorts auf flexible und attraktive Weise zur Verfügung stellt. Demgegenüber scheint es wenig wahrscheinlich, dass ein einziger Käufer aus dem Industriesektor den gesamten Standort in Kürze kaufen wird.

Seit der Ankündigung der Verlegung von Tetra Pak haben sich auch einige private Akteure für das Gelände interessiert. Die interessierten Käufer können grob in zwei Kategorien eingeteilt werden: Interessenten, die den Standort für die Lagerung und Logistik von Industriegütern nutzen möchten (der Zugang zum SBB-Schienennetz begünstigt diese Option), sowie Investoren, die den Standort als Spekulationsobjekt günstig kaufen möchten (Fonds für Immobilieninvestitionen). Nach mehreren Monaten hat keiner der Interessenten ein ernsthaftes Projekt vorgelegt, das eine wertschöpfende Industrietätigkeit beinhaltet. Der Tetra-Pak-Konzern könnte auch mehrere Jahre warten, um ein besseres Angebot für die Nutzung des Standorts zu finden. Doch das Unternehmen müsste in diesem Fall die Unterhaltskosten des Standorts übernehmen und mit der ungewissen Lage des bestehenden Mieters (siehe unten) umgehen. Auch die WIF hat den Standort in den vergangenen Monaten mit verschiedenen industriellen Kunden besucht, die einen Teil des Geländes nutzen könnten. Diese wären wahrscheinlich eher an einer Miete als an einem Kauf interessiert.

3. Strategie des Staatsrats

Wie weiter oben erwähnt, entspricht der Erwerb des Tetra-Pak-Areals der Strategie einer aktiven Bodenpolitik, die vom Staatsrat verfolgt wird, um der WIF Industrieflächen zur Verfügung zu stellen, die von interessierten Unternehmen rasch in Betrieb genommen werden können. Der Staatsrat zielt jedoch letztlich auf den Verkauf dieser Flächen ab, wenn sich Unternehmen mit hoher Wertschöpfung oder strategischen Projekten dafür interessieren. Folglich schliesst er nicht aus, dass er das gesamte Areal oder einen oder mehrere Teile davon wieder verkaufen wird, falls sich die Gelegenheit dazu bietet.

4. Aktuelle und künftige Mieter

Der aktuelle Mieter befindet sich seit 2014 am Standort. Diese Firma nutzt etwa einen Viertel der gesamten Fläche und plant einen Ausbau ab 2018. Sie beschäftigt bereits über 70 Personen, wächst regelmässig und verfügt über ein Potenzial von bis zu 200 Arbeitsplätzen. Seit Tetra Pak die Verlegung der Produktion und ihre Verkaufsabsichten angekündigt hat, ist diese Firma in einer sehr prekären Lage, da ihr Mietvertrag nur bis Ende 2017 läuft, sie aber angesichts der hohen Investitionen, die sie am Standort getätigt hat, nicht in

der Lage ist, rasch umzuziehen. Es wurde versucht, Gespräche für eine Verlängerung der Miete oder für den Kauf eines Teils der Räumlichkeiten zu führen, diese haben aber keine zufriedenstellende Lösung ergeben: Es scheint schwierig zu sein, zwischen den Interessen von Tetra Pak, die bei der Verwertung ihrer Liegenschaft möglichst frei sein will, und dem Stabilitätsbedürfnis des Mieters einen gemeinsamen Nenner zu finden. Vor kurzem hat die Firma die WIF kontaktiert, um sie über ihre Notlage zu informieren: Falls nicht kurzfristig eine Lösung gefunden wird, wäre die Firma gezwungen, einen Plan zur Umsiedlung ihrer Aktivitäten aufzustellen. Es besteht also ein ernsthaftes Risiko, dass diese im Wachstum begriffene Firma mit hoher Wertschöpfung den Standort aufgibt und sich an einem Ort ausserhalb des Kantons niederlässt.

Daneben steht die WIF auch in Kontakt mit Firmen, die über ein grosses Potenzial für die wirtschaftliche Entwicklung des Kantons verfügen und die sich für das Tetra-Pak-Areal interessieren. Die Aussicht auf den Kauf des Geländes durch den Staat könnte ihren definitiven Entscheid über eine Niederlassung an diesem Standort positiv beeinflussen. Denn flexible Mietverhältnisse, die Möglichkeit eines späteren Kaufs in 5 bis 10 Jahren oder die Zusicherung künftiger Erweiterungsmöglichkeiten am Standort je nach Wachstumsgeschwindigkeit des Unternehmens sind alles Punkte, die es zu berücksichtigen gilt. Diese Möglichkeiten reichen in der Regel nicht aus, um die besten Unternehmen anzuziehen, aber sie stellen ein wichtiges Element dar, das die Attraktivität unseres Kantons verbessert.

Heute scheint es auf dem Immobilienmarkt keinen privaten Akteur zu geben, der in der Lage ist, diese Rolle zu übernehmen. Ohne Eingreifen des Staats besteht das Risiko, dass unter den heutigen Marktbedingungen die Nutzung des Standorts keinen grossen Mehrwert für die Region und den Kanton bringt oder der Standort gar für lange Jahre brach liegen wird.

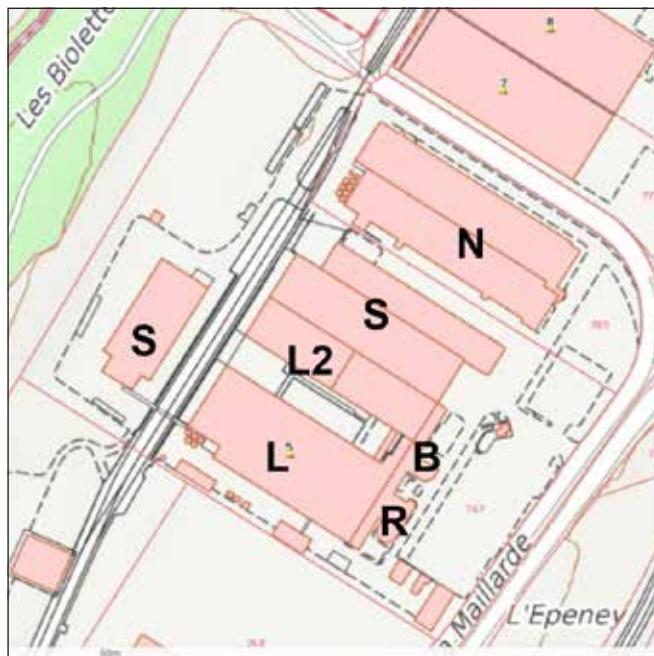
5. Beschreibung des Standorts und der Gebäude

Das Tetra-Pak-Areal befindet sich im Süden von Romont in der Zone «la Maillardé».

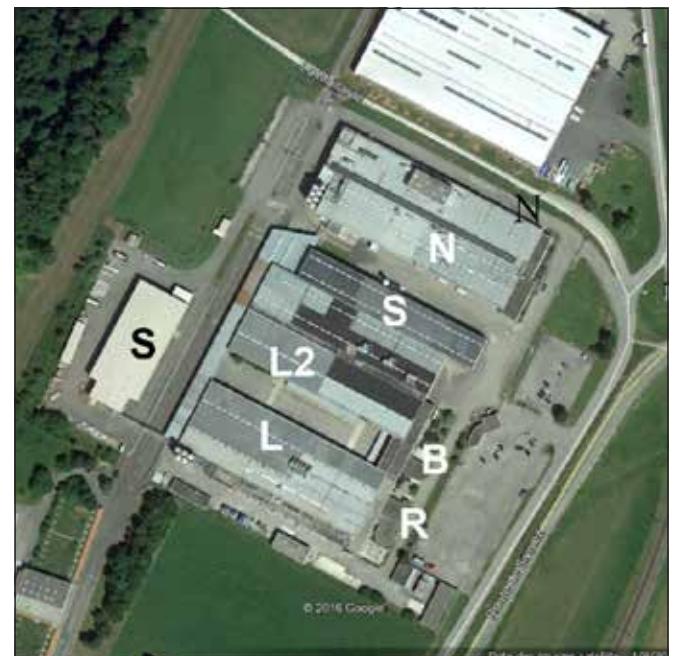


Es besteht aus zwei Parzellen GB Nr. 767 und 785 mit einer Gesamtfläche von 70 351 m². Das Areal verfügt über einen direkten Zugang zum SBB-Schienennetz und umfasst etwa 10 Gebäude unterschiedlicher Grösse mit einer nutzbaren

Geschoßfläche von insgesamt 26 000 m² sowie 8000 m² Bau-land in Reserve. Die beiden Parzellen liegen in der Arbeitszone 1 und gehören zur strategischen Zone «en Raboud» im Süden von Romont, in der sich auch die Nespresso-Fabrik befindet.



Die beiden Parzellen sind nicht im Kataster der belasteten Standorte aufgeführt. Eine ergänzende Studie, die vom Tetra-Pak-Konzern im Sommer 2016 in Auftrag gegeben wurde, zeigt ausserdem dass das Areal keine besonderen Gefahren



aufweist mit Ausnahme der üblichen Risiken in Verbindung mit der Lagerung von Heizöl. Die notariell beglaubigten Verkaufsunterlagen werden dennoch erwähnen, dass jegliches Risiko einer Belastung des Standorts von der Verkäuferin getragen wird.

Die Mieterin mietet zurzeit die gesamte Halle «L» und plant eine künftige Erweiterung in der Zone «L2».

Sie mietet ferner Büros in der Zone «B». Zudem wird von einer externen Firma im Lokal «R» ein Firmenrestaurant betrieben. Die erste verfügbare Halle für eine neue Industrietätigkeit wäre grundsätzlich die Halle «N». Weitere, einfachere Lokale in den Hallen «S» können als Lager dienen oder später umgenutzt werden.

6. Schätzung des Liegenschaftswerts

Zwei Immobilienexperten haben unabhängig voneinander ein Inventar der Räumlichkeiten aufgestellt. Der eine wurde von Tetra Pak beauftragt und der andere gemeinsam vom Hochbauamt (HBA) und von der WIF. Abhängig von den Aktivitäten, die sich dort entwickeln könnten, und je nach der Art der Fläche werden die Mieteinnahmen des Standorts bei voller Auslastung von den Experten auf 1,3 bis 2,6 Millionen Franken geschätzt. Doch eine realistische Beurteilung anhand der aktuellen Preise, die von Tetra Pak angewendet werden, geht von Mieteinnahmen von etwa 2 Millionen Franken aus. Der von der Kantonalen Gebäudeversicherung (KGV) festgelegte Versicherungswert beträgt 51,5 Millionen Franken. Was den Marktwert betrifft, so mündeten die Gespräche mit dem Eigentümer in eine Vereinbarung über einen Betrag von 21 Millionen Franken.

7. Betrieb

Das Verfahren für den Erwerb und die notariellen Urkunden stehen unter der Verantwortung der Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (RUBD). Für den Betrieb wird

die Volkswirtschaftsdirektion (VWD) verantwortlich sein. Sie wird die Verwaltung der Wirtschaftsförderung (WIF) übertragen, die vom HBA technische Unterstützung erhält. Um den Betrieb sicherzustellen, wird die WIF eine externe Person in Auftrag nehmen. Wenn möglich wird dies ein ehemaliger Mitarbeiter der Firma Tetra Pak sein, der den Standort und dessen Betrieb gut kennt. Diese Person wird für die gesamten Aktivitäten auf dem Areal zuständig sein. Sie kann bei Bedarf die Unterstützung eines technischen Spezialisten und eines Sekretariat in Anspruch nehmen. Die Überwachung der finanziellen Verpflichtungen übernimmt die WIF, die dem Staatsrat regelmässig Bericht erstattet.

Die Betriebskosten wurden gestützt auf die aktuellen Kosten budgetiert. Da der Standort noch aktiv ist, sind die Betriebskosten bekannt und wurden von der Direktion von Tetra Pak kommuniziert. Die Miete, die dem aktuellen Mieter in Rechnung gestellt wird, ist bekannt und das Unternehmen hat sich verpflichtet, im Fall eines Kaufs durch den Staat, den auf Ende 2017 befristeten Mietvertrag für einen Zeitraum von zehn Jahren zu erneuern. Das Unternehmen hat seine Absicht, neue Investitionen zu tätigen und seine Betriebsfläche am Standort innerhalb von 2 Jahren zu vergrössern, schriftlich bestätigt.

Was die Betriebsrechnung betrifft, wurden mehrere Szenarien ins Auge gefasst. Das vorsichtigste Szenario geht von einer unveränderten Situation aus (der aktuelle Mieter bleibt der einzige und wächst nicht). Das mittlere Szenario berücksichtigt das Wachstum des aktuellen Mieters. Das dritte Szenario, das ab dem Jahr 2020 erreicht werden sollte, weist ein ausgeglichenes Budget auf. Dieses Szenario tritt ab einem Auslastungsgrad der Mietflächen von 59% ein, was den Einzug neuer Mieter bedingt.

	in kCHF				
	2017	2018	2019	2020	2021
Mieteinnahmen	Alleinmieter	Alleinmieter	Mieter+ Erweiterung	Mit Neumieter	Mit Neumieter
Büros	81	81	121	249	273
Produktionsräume	437	437	656	781	870
Total Mieteinnahmen	518	518	777	1'030	1'143
% der verfügbaren Mietfläche	22%	22%	33%	59%	66%
Ausgaben					
Kosten Technik	-150	-150	-150	-150	-150
Unterhalt und Renovation	-170	-170	-170	-170	-170
Sicherheit	-100	-100	-100	-100	-100
Personal (Aufträge)	-200	-200	-250	-309	-300
Feste Betriebskosten	-22	-22	-24	-24	-23
Kommunikation (Tel., Daten)	-70	-70	-70	-70	-70
Werbung	-25	-25	-25	-25	-25
Versicherungen	-40	-40	-40	-40	-40
verschiedene Gebühren	-70	-70	-70	-70	-70
Total Ausgaben	-847	-847	-899	-958	-948
Betriebsergebnis	-329	-329	-122	72	195

Beim wahrscheinlichsten Szenario weist das Betriebsbudget ein Defizit von 329 000 Franken auf. Bei einer Erweiterung des aktuellen Mieters (angekündigt für 2018 aber erst im Betriebsbudget des Areals ab 2019 berücksichtigt) reduziert sich das Defizit auf 122 000 Franken. Mit dem Einzug von neuen Mietern sind die direkten Betriebskosten des Standorts ab einem Auslastungsgrad der Mietfläche von nur 59% gedeckt. Angesichts der Chancen, die sich hinsichtlich der Wirtschaftsförderung bieten, hält der Staatsrat folglich das finanzielle Risiko für vertretbar.

Das Betriebsbudget wird in den Staatsvoranschlag unter neuen Kostenstellen aufgenommen, die in den Voranschlag der WIF aufgenommen werden. Der Aufwandüberschuss wird sich in den Jahren 2017 und 2018 auf 329 000 Franken pro Jahr belaufen. Ab 2019 wird er gemäss dem wahrscheinlichen Szenario noch 122 000 Franken betragen. Dieser Betrag wird je nach Entwicklung des Auslastungsgrads des Areals schrittweise sinken. Dieser Finanzierungsbedarf sollte folglich nicht länger als drei Jahre dauern (2017–2019) und der kumulierte Aufwandüberschuss sollte 780 000 Franken nicht übersteigen. Doch angesichts der Ungewissheit insbesondere bezüglich der künftigen Mieter, hält es der Staatsrat für angezeigt, für die Deckung der Betriebskosten eine Marge von 220 000 Franken vorzusehen. Deshalb geht er von kumulierten Betriebskosten von 1 000 000 Franken aus.

Als Eigentümer des Areals muss der Staat auch für unvorhergesehene Arbeiten aufkommen. Deren Finanzierung erfolgt über das ordentliche Budget wie für die anderen Gebäude in seinem Besitz.

8. Beantragter Verpflichtungskredit

Die Gesamtkosten des Projekts belaufen sich folglich auf 22 020 000 Franken und beinhalten Folgendes:

- > den Kauf der Liegenschaft für 21 000 000 Franken;
- > die Eigentumsübertragung für 20 000 Franken;
- > den Aufwandüberschuss von 1 000 000 Franken, der in das ordentliche Budget des Staats aufgenommen wird.

Angesichts der kurzfristigen Entwicklung des Dossiers und der Ungewissheit bezüglich der Inbesitznahme, des Datums der Überweisung des Kaufbetrags und der übrigen finanziellen Auswirkungen, enthält der Staatsvoranschlag 2017 keine entsprechenden Beträge. Für die benötigten Mittel werden bei Bedarf Zusatzkredite unter Beachtung der Gesetzgebung über den Finanzhaushalt des Staats beantragt.

9. Nachhaltige Entwicklung

In wirtschaftlicher Hinsicht ist das Projekt vorteilhaft, denn es erlaubt, Arbeitsplätze zu erhalten und einen Rahmen aufzubauen, der die Schaffung neuer Arbeitsplätze begünstigt. Es berücksichtigt die subsidiäre Rolle des Staats und bein-

haltet ein Engagement in die Verwaltung des Standorts, um den wirtschaftlichen Übergang von einer alten Industrietätigkeit zu neuen Tätigkeiten zu begünstigen, die sich dort entwickeln können. Falls der Staat nicht eingreift, besteht das Risiko, dass der Standort für mehrere Jahre in Erwartung eines neuen Industrieprojekts brach liegt oder die Flächen nur für Logistikzwecke mit wenig Arbeitsplätzen genutzt wird.

Der Staat zeigt mit diesem Projekt ein Beispiel einer Nutzung eines Industriestandorts von grossem Wert, indem im Sinne einer Verdichtung neue Arbeitsplätze in bestehenden Standorten geschaffen werden, statt dafür unberührtes Gelände zu opfern (Nutzung von Industriebrachen).

Der Standort befindet sich in einer in Entwicklung befindlichen Industriezone. Interessante Synergien sind insbesondere im Bereich der Mobilität möglich (z.B. gemeinsame Shuttlebusse zum Bahnhof, Einrichtung von gemeinsamen Langsamverkehrswegen). Die Ansiedlung neuer Industrietätigkeiten in diesem Sektor fallen also bezüglich der Umweltwirkung besonders günstig aus und dies insbesondere gegenüber der Alternative, einen derartigen Standort während mehreren Jahren brach liegen zu lassen.

10. Besitzesantritt

Sofern der Grosse Rat einen positiven Entscheid fällt und das Referendum nicht ergriffen wird, ist der Besitzesantritt auf den 31. März 2017 vorgesehen.

11. Finanzreferendum

Der Verpflichtungskredit unterliegt nicht dem obligatorischen Finanzreferendum, da er die in Artikel 45 der Verfassung des Kantons Freiburg vorgesehene Grenze nicht erreicht ($\frac{1}{10}$ der Gesamtausgaben der letzten Staatsrechnung). Er unterliegt jedoch dem fakultativen Finanzreferendum, da er die in Artikel 46 der Verfassung vorgesehene Grenze übersteigt ($\frac{1}{4}$ der Gesamtausgaben der letzten Staatsrechnung). Angesichts der Höhe des Betrags muss das Dekret aufgrund von Artikel 141 Abs. 2 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 durch ein qualifiziertes Mehr (Mehrheit der Grossratsmitglieder) verabschiedet werden. Der vorliegende Entwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden und ist europaverträglich.

12. Schluss

Der Staatsrat hält das Entwicklungspotenzial des Tetra-Pak-Areals für die Schaffung neuer Arbeitsplätze mit hoher Wertschöpfung für gross. Indem der Staat vorübergehend die Kontrolle über den Standort übernimmt, hilft er dem bisherigen Mieter aus seiner prekären Lage und gewährleistet, dass dieser sein Stellenschaffungspotenzial im Kanton behält.

Ausserdem können neuen Mietern flexible und optimale Bedingungen für die Niederlassung neuer Industrietätigkeiten angeboten werden. Angesichts dieses Potenzials erweisen sich die finanziellen Risiken als vertretbar. Deshalb lädt der Staatsrat den Grossen Rat ein, den beiliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

Décret

du

**relatif à l'acquisition des immeubles articles 767 et 785
de la commune de Romont – site Tetra Pak**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique;

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu le message 2016-DEE-29 du Conseil d'Etat du 12 septembre 2016;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

L'acquisition par l'Etat de Fribourg des immeubles 767 et 785 de la commune de Romont – site Tetra Pak –, dans un objectif de promotion foncière active, est approuvée.

Art. 2

Le coût total s'élève à 22 020 000 francs, dont 21 000 000 de francs pour l'acquisition, 20 000 francs pour les coûts de transfert et 1 000 000 de francs pour les excédents de charges d'exploitation initiale du site.

Art. 3

Un crédit d'engagement de 22 020 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de cette opération.

Dekret

vom

**über den Erwerb der Liegenschaften Artikel 767 und 785
der Gemeinde Romont – Tetra-Pak-Areal**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung;
gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

nach Einsicht in die Botschaft 2016-DEE-29 des Staatsrats vom 12. September 2016;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Der Erwerb der Liegenschaften Artikel 767 und 785 der Gemeinde Romont – Tetra Pak-Areal – durch den Staat Freiburg zum Zweck der aktiven Bodenpolitik wird gutgeheissen.

Art. 2

Die Gesamtkosten betragen 22 020 000 Franken; davon entfallen 21 000 000 Franken auf den Erwerb, 20 000 Franken auf die Eigentumsübertragung, und 1 000 000 Franken sind für den Aufwandüberschuss, der durch den anfänglichen Betrieb des Areals verursacht wird, vorgesehen.

Art. 3

Für diesen Erwerb wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 22 020 000 Franken eröffnet.

Art. 4

Les coûts d'exploitation seront portés au budget de fonctionnement de l'Etat pour un montant maximal cumulé d'excédents de charges de 1 000 000 de francs.

Art. 5

Le crédit de paiement nécessaire sera porté au budget de l'Etat sous la rubrique BATI – 3850/5040.001 «Achats d'immeubles», et utilisé conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Art. 6

Les dépenses nécessaires à cet achat seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat.

Art. 7

Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

Art. 4

Die Betriebskosten werden mit einem kumulierten Aufwandüberschuss von höchstens 1 000 000 Franken in das Budget für die Laufende Rechnung aufgenommen.

Art. 5

Der erforderliche Zahlungskredit wird im Staatsvoranschlag unter der Kostenstelle BATI – 3850/5040.001 «Liegenschaftskäufe» aufgenommen und entsprechend dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

Art. 6

Die Ausgaben für den Liegenschaftserwerb werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt abgeschrieben.

Art. 7

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

<u>Annexe</u>	<u>Anhang</u>
GRAND CONSEIL	2016-DEE-29
<i>Propositions de la Commission des finances et de gestion</i>	
Projet de décret relatif à l'acquisition des immeubles articles 767 et 785 de la commune de Romont - site Tetra Pak	2016-DEE-29

La Commission des finances et de gestion fait les propositions suivantes au Grand Conseil :

Entrée en matière

Tacitement, la Commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 12 voix sans opposition ni abstention (1 membre excusé), la Commission propose au Grand Conseil, sous l'angle général et financier, d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

GROSSER RAT	2016-DEE-29
<i>Stellungnahme der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission</i>	

Die Finanz- und Geschäftsprüfungskommission stellt dem Grossen Rat folgenden Antrag:

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 12 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung (1 Mitglied ist entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat unter dem allgemeinen und finanziellen Gesichtspunkt, diesen Dekretsentwurf in der Fassung des Staatsrates anzunehmen.

Le 5 octobre 2016

Den 5. Oktober 2016



Message 2016-DSJ-135

3 octobre 2016

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue de la construction d'une salle de sport triple au Campus Schwarzsee/Lac-Noir

Nous avons l'honneur de vous soumettre un message présentant la demande d'un crédit d'engagement en vue de la construction d'une salle de sport triple au Campus Schwarzsee/Lac-Noir.

Le projet de décret porte sur un crédit de 7 690 000 francs, qui devra permettre la construction d'une salle de sport triple, au lieu notamment d'un terrain synthétique.

Le présent message comprend les points suivants:

1. Introduction	1
2. Nécessité de la salle de sport triple	2
3. Description du projet	2
4. Estimation des coûts et crédit d'engagement demandé	3
5. Estimation des recettes	3
6. Financement	4
7. Evaluation Boussole 21 et conformité au droit fédéral	4
8. Conclusion	4

1. Introduction

Par son message du 24 mars 2014, le Conseil d'Etat avait soumis au Grand Conseil le décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue de la transformation des bâtiments du Lac-Noir, afin d'y accueillir le Centre de formation du service civil, ainsi que des écoles et des sociétés sportives et de loisirs. L'objectif du Conseil d'Etat était d'accueillir le Centre de formation du service civil, représenté par l'Organe d'exécution du service civil (ZIVI) sur ce site, ainsi que les écoles, clubs sportifs et sociétés diverses du canton et hors canton. Le 15 mai 2014, le Grand Conseil a accepté à l'unanimité ce décret portant sur un montant de 27 730 000 francs. En ce qui concerne les installations sportives, le décret prévoit une enveloppe de 2 600 000 francs. Il était prévu de construire entre autres un terrain synthétique. Toutefois, pour des raisons d'aménagement du territoire, cette installation sportive n'a pas pu être réalisée. Pour maintenir l'attractivité du site et l'équilibre entre l'utilisation par le Service civil et par les entités de sport et loisirs, notamment dans le cadre de Jeunesse

et Sport (J+S), il est donc nécessaire de remplacer le terrain synthétique initialement prévu par une alternative permettant une occupation tout au long de l'année satisfaisant de nombreuses catégories d'activité sportive.

Or, le tout premier projet prévoyait la construction de la salle de sport triple, dont le coût était devisé entre 10 et 12 millions des francs. Pour des raisons financières et afin d'éviter un retard qui aurait empêché la mise à disposition du Centre de formation au début de l'année 2016, le projet de la salle triple a finalement été abandonné. Cette décision a été fortement regrettée par les député-e-s du Grand Conseil lors du débat en commission et ensuite au plenum du Grand Conseil. Entretemps, le Conseil d'Etat a fait, par le biais d'une étude de faisabilité effectuée par le Service des bâtiments et un bureau d'architecture, une réestimation des coûts de la salle de sport triple, qui se montent maintenant à 7,5 millions de francs avec une marge de +/- 15%, auxquelles s'ajoutent un montant de 190 000 francs pour le bureau d'aide au maître de l'ouvrage (finalisation du projet et préparation du cahier des charges

pour l'appel d'offres en entreprise générale, évaluation des offres rentrées et suivi du dossier dans sa première phase) et les mandats d'ingénieurs spécialisés. Il est donc nécessaire de demander un crédit pour le montant de 7,690 millions de francs.

L'emplacement ainsi que les conditions cadres du bâtiment sont fixés (cf. plans en annexe). Par contre, le projet n'est pas encore concrétisé dans les détails par des plans d'exécution. Il est prévu de désigner un bureau d'aide au maître de l'ouvrage (BAMO), chargé de développer le projet et de préparer le cahier des charges en vue du lancement d'un appel d'offres en entreprise générale dans les limites du cadre budgétaire donné par le crédit d'engagement.

Il y a lieu de rappeler que le projet initial du Campus Schwarzsee/Lac-Noir a dû être réalisé dans des délais très serrés au vu de la décision relativement tardive de l'Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL), des transformations nécessaires et de l'obligation d'accueillir les premiers civilistes en formation dès le 1^{er} janvier 2016 déjà. Finalement, les travaux se sont terminés dans les délais prévus et l'inauguration officielle du Campus Schwarzsee/Lac-Noir s'est déroulée le 1^{er} juillet 2016. Les premiers civilistes ont été accueillis au début de l'année, et les premiers mois d'exploitation permettent de constater que le fonctionnement du Centre de formation est très satisfaisant.

2. Nécessité de la salle de sport triple

L'accueil du Centre de formation du service civil n'a pas été la seule raison de procéder à des investissements au Lac-Noir. Le Conseil d'Etat a clairement exprimé la volonté d'y maintenir un équilibre entre l'utilisation par les civilistes et l'exploitation d'un campus sport et loisirs destinés notamment aux cours Jeunesse+Sport, aux associations sportives et de loisirs ainsi qu'aux écoles. Dans un contexte national marqué par un manque d'infrastructures destinées prioritairement au sport populaire, c'est précisément ce segment que le Campus Schwarzsee/Lac-Noir entend satisfaire. C'est d'ailleurs dans cette optique que le Conseil d'Etat a initialement décidé de développer les infrastructures sportives. Grâce à ce développement, le Campus Schwarzsee/Lac-Noir peut devenir plus attractif pour nos jeunes, écoles, clubs sportifs régionaux et interrégionaux, camps J+S, sociétés et particuliers (cf. également le message 2013-DSJ-57).

Comme indiqué ci-dessus, le terrain synthétique ne peut pas être réalisé. Il paraît dès lors judicieux d'opérer une réorientation stratégique. Dans ce sens, il convient de viser un public cible diversifié incluant les sports d'intérieur et les groupes qui souhaitent bénéficier des activités extérieures tout en disposant d'une alternative en cas de mauvais temps. Le terrain synthétique aurait rempli partiellement ce rôle, essentiellement pour les footballeurs. Dans la perspective d'attirer

une clientèle plus diversifiée, et donc au final de renforcer le potentiel d'exploitation du campus, il paraît non seulement opportun, mais aussi nécessaire de réaliser la salle triple. Pour les cours J+S en particulier, qui représentent pour le seul canton de Fribourg un potentiel d'environ 38 000 nuitées par an, la salle triple constitue une condition sine qua non pour garantir une formation adéquate dans des conditions optimales correspondant aux standards des autres centres sportifs de Suisse. Cette réalisation est également nécessaire pour être concurrentiel par rapport à d'autres et pour être pleinement attractif sur le marché des centres de sport et de loisirs. Cette stratégie permettrait d'attirer des groupes et de parvenir aux nuitées estimées ainsi qu'aux recettes prises en compte dans le message pour la première transformation des bâtiments au Lac-Noir.

3. Description du projet

Sur mandat du Service des bâtiments, plusieurs offres de réalisation de salles triples ont été évaluées par le bureau d'architecture 0815 Architectes, dont les coûts ont été estimés à 7,5 mio environ en tenant compte des contraintes d'implantation sur le site. Dans un rapport, ce dernier a confirmé la faisabilité de la réalisation du bâtiment à l'endroit prévu et les coûts de construction d'une telle infrastructure. Une autre étude a démontré la faisabilité du point de vue géologique.

Comme mentionné ci-dessus (cf. introduction), le projet n'est pas encore élaboré au niveau de détail d'un plan d'exécution, car l'idée est que les constructeurs potentiels de la halle triple fassent des propositions concrètes avec leur offre dans la procédure d'adjudication des marchés publics. Toutefois, l'emplacement est déjà défini (cf. plan de situation en annexe), tout comme le budget et les conditions à respecter.

Le projet prévoit la construction de la salle triple de sports sur la parcelle n°1617 (2423) du registre foncier de la commune de Planfayon. Cette parcelle se situe à proximité immédiate du Campus, dans une zone d'intérêt général. Actuellement, elle accueille un parking d'environ 300 places qui est géré par la commune de Planfayon conformément à une convention passée avec l'Etat. Une partie des capacités actuelles de parking seront conservées. Sa gestion future fera l'objet d'une négociation avec la commune après résiliation de l'actuelle convention. Le bâtiment aura une hauteur de 9 m, ce qui représente le standard d'une salle de sport. Le bâtiment couvre une surface d'une largeur d'env. 40 m et d'une longueur de 50 m, soit une surface d'environ 2000 m². Comme son nom l'indique, la halle triple pourra être divisée en 3 salles simples séparées par des parois mobiles. Toutes les caractéristiques d'une telle salle seront présentes, y compris vestiaires, locaux de matériel, locaux techniques. En revanche, aucune tribune n'est prévue, le Campus fonctionnant essentiellement comme centre d'entraînement. La construction respectera les critères énergétiques de labellisa-

tion définis par la législation sur l'énergie (art. 5 al. 3 de la loi sur l'énergie et les dispositions y relatives du règlement sur l'énergie). Différentes variantes au sujet du matériel ont été étudiées et apparaissent comme faisables du point de vue des coûts. L'estimation des coûts tient compte d'une construction en bois. Le choix définitif du matériel sera fait lors de la procédure d'appel d'offre.

4. Estimation des coûts et crédit d'engagement demandé

Les travaux prévus sont estimés à 7 690 000 francs. Cette estimation a été confirmée par l'étude mentionnée ci-dessus, notamment par la comparaison à une offre existante d'une salle triple, dont les coûts s'élèvent à 6,4 millions de francs.

Les coûts se présentent de la manière suivante (marge de +/- 15%):

CFC ¹	Travail	Estimation TTC
	Terrain	
CFC 0	Honoraires	39 798
CFC 1	Travaux préparatoires	214 613
CFC 2	Bâtiment	4 778 298
CFC 3	Equipements d'exploitation	280 000
CFC 4	Aménagements extérieurs	450 000
CFC 5	Frais secondaires et comptes d'attente	1 411 000
CFC 6	Ameublement et décoration	326 290
Estimation totale TTC		7 500 000

¹ Code des frais de construction (CFC)

L'estimation des coûts qui fait partie intégrante de l'étude se monte au total (TTC) à 7 500 000 francs (marge de ± 15%). Comme précisé plus haut, elle a été vérifiée par le bureau 0815 Architectes dans le cadre d'une comparaison avec les coûts d'autres projets similaires, des tarifs généraux de construction et d'autres réalisations de constructions. Elle a fait l'objet d'un examen par le Service des bâtiments, qui la juge réaliste.

Pour réaliser ce projet en entreprise générale, ce qui constitue la solution la plus rapide et efficace, il convient encore d'ajouter un montant de 150 000 francs pour le mandat du bureau d'aide au maître de l'ouvrage (BAMO), qui sera chargé de développer le projet, de préparer le cahier des charges en vue de l'appel d'offres, d'évaluer des offres rentrées et de suivre le dossier dans sa première phase, ainsi qu'un montant de 40 000 francs pour d'éventuels mandats d'ingénieurs spécialisés.

Il convient enfin de noter que le montant prévu dans le cadre du décret du 15 mai 2014 pour la réalisation d'un terrain de football synthétique, de 1 400 000 francs, n'est plus

disponible pour réaliser une partie de la halle triple, ayant été absorbé par la prise en charge de coûts supplémentaires imprévus d'un montant global de 1 420 000 francs (pose de la fibre optique, désamiantage du bâtiment B, travaux de fondation des bâtiments C et D en raison de la nature du sol) dans le cadre du chantier du campus. Un rapport final sur la réalisation du Campus Schwarzee/Lac-Noir et l'utilisation du crédit d'engagement y relatif sera présenté au Grand Conseil.

5. Estimation des recettes

Les recettes directement induites par la salle triple sont impossibles à estimer, car c'est l'addition des différentes infrastructures sportives qui fait l'attractivité du campus. Il est donc essentiel de considérer la salle triple en lien avec l'ensemble du Campus et des recettes qui pourraient être générées par la réalisation d'une infrastructure complète (cf. le rapport explicatif relatif à l'avant-projet de la loi sur l'Etat-blissement de droit public du Campus Schwarzee/Lac Noir et le business plan y intégré). La construction d'une telle salle triple permettra justement d'accroître cette attractivité et d'accueillir une clientèle plus diversifiée et nombreuse, en offrant un panel d'infrastructures et d'activités sportives permettant une exploitation optimale 12 mois par année. En se fondant sur les exemples d'autres centres de sport comparables en terme d'infrastructures et de modèle d'exploitation, le Service du sport estime le potentiel d'utilisation par les seuls grands utilisateurs fribourgeois (Jeunesse+Sport, écoles et clubs sportifs) à environ 50 000 nuitées par an, avec une rentrée financière d'environ 900 000 francs (18 fr./nuit).

Voici un tableau estimatif du potentiel des principales catégories d'usagers issus du seul canton de Fribourg, en cas de construction de la salle triple, selon les chiffres à disposition:

Grands utilisateurs	Descriptif	Nombre de nuitées	Rentrées financières (18 fr./nuit)
J+S – cours pour les jeunes et les enfants	325 camps par an, moyenne de 20 jeunes par camp (5 nuitées)	32 500	585 000
J+S – cours de formation pour les cadres	60 camps par an, moyenne de 20 cadres par camp (5 nuitées)	6 000	108 000
Cycles d'orientation	12 CO organisent chaque année des semaines sportives avec en moyenne 150 jeunes (4 nuitées)	7 200	129 600
Clubs sportifs	Camps d'entraînement – estimation: 50 camps à 30 personnes pour une moyenne de 3 nuitées (camps sur le week-end avec 2 nuitées et camps d'une semaine avec 4 nuitées)	4 500	81 000
Potentiel total grands utilisateurs FR		50 200	903 600

A ce potentiel purement fribourgeois, qui représente un taux d'occupation des capacités d'hébergement d'environ 50%, il convient d'ajouter les recettes supplémentaires générées par l'accueil de groupes, d'écoles ou de cours J+S provenant d'autres cantons, notamment limitrophes.

Enfin, la salle triple pourra être louée ponctuellement, de manière subsidiaire à des utilisateurs externes (non hébergés au campus), notamment les écoles et clubs de la région.

6. Financement

Pour le financement de ce projet un crédit d'engagement de 7 690 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances.

7. Evaluation Boussole 21 et conformité au droit fédéral

Le projet de transformation des bâtiments du Lac-Noir (cf. Message 2013-DSJ-57 du 24 mars 2014) a été évalué selon les critères du développement durable. Ce rapport reste par principe également valable pour cette modification du projet initial.

Le projet est conforme au droit fédéral et européen et n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

8. Conclusion

En raison du fait que le terrain synthétique ne peut pas être réalisé, une alternative garantissant l'attractivité du Campus et permettant de créer un équilibre entre l'hébergement du centre de formation du service civil et les activités de centre sport et loisirs a dû être trouvée et peut être réalisée par la construction d'une salle de sport triple. Pour la réalisation de ce projet, un crédit d'engagement de 7 690 000 francs est demandé par le Conseil d'Etat au Grand Conseil.

En ce qui concerne l'exploitation du Campus avec la salle triple, il sera indispensable d'augmenter le nombre du per-

sonnel (concierge, gestion de la salle). Pour rendre plus rationnel et flexible la gestion du Campus, le Conseil d'Etat met en consultation un projet de loi qui prévoit la création d'un établissement autonome de droit public. Cette loi permettra une gestion autonome, un autofinancement et une coordination des activités du Service civil et des activités de sports et loisirs. Elle permettra d'être proactif dans la promotion du site.

Annexes:

—

Plan 1–3



Botschaft 2016-DSJ-135

3. Oktober 2016

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für den Bau einer Dreifachturnhalle auf dem Campus Schwarzsee/Lac-Noir

Hiermit unterbreiten wir Ihnen die Botschaft zur Beantragung eines Verpflichtungskredits für den Bau einer Dreifachturnhalle auf dem Campus Schwarzsee/Lac-Noir.

Der Studienkredit beläuft sich gemäss Dekretsentwurf auf 7 690 000 Franken, womit der Bau einer Dreifachturnhalle anstelle eines Kunstrasenplatzes ermöglicht werden soll.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Einleitung	5
2. Notwendigkeit der Dreifachturnhalle	6
3. Projektbeschreibung	6
4. Kostenschätzung und beantragter Verpflichtungskredit	7
5. Schätzung der Einnahmen	7
6. Finanzierung	8
7. Beurteilung nach Boussole 21 und Konformität mit Bundesrecht	8
8. Schlussfolgerung	8

1. Einleitung

Mit seiner Botschaft vom 24. März 2014 hatte der Staatsrat dem Grossen Rat das Dekret über einen Verpflichtungskredit für den Umbau des Lagers Schwarzsee zur Ansiedlung des Ausbildungszentrums des Zivildienstes und für Schulen sowie Sport- und Freizeitvereine unterbreitet. Ziel des Staatsrats war es, das von der Vollzugsstelle für den Zivildienst (ZIVI) vertretene Ausbildungszentrum des Zivildienstes an diesem Standort anzusiedeln und diverse kantonale und ausserkantonale Schulen sowie Sportklubs und Vereine anzu ziehen. Am 15. Mai 2014 stimmte der Grosser Rat dem Dekret über einen Betrag von 27 730 000 Franken einstimmig zu. Für die Sportanlagen sieht das Dekret einen Budgetrahmen von 2 600 000 Franken vor. Geplant war unter anderem ein Kunstrasenplatz. Allerdings konnte diese Sportanlage aus raumplanerischen Gründen nicht realisiert werden. Um die Attraktivität des Standorts und das Gleichgewicht zwischen der Nutzung durch den Zivildienst und jener durch Sport- und Freizeitorisationen, namentlich Jugend und Sport

(J+S) beizubehalten, ist es deshalb notwendig, den anfänglich geplanten Kunstrasenplatz durch eine Alternative zu ersetzen, die das ganze Jahr über genutzt werden kann und für viele Sportarten zufriedenstellend ist.

Der allererste Entwurf sah den Bau einer Dreifachturnhalle vor, deren Kosten auf 10 bis 12 Millionen Franken veranschlagt wurden. Aus finanziellen Gründen und um Verzögerungen zu vermeiden, welche die Bereitstellung des Ausbildungszentrums Anfang 2016 verhindert hätten, wurde die geplante Dreifachturnhalle schliesslich verworfen. Die Grossrätiinnen und Grossräte bedauerten diesen Entscheid in der Kommissionsdebatte und anschliessend im Plenum sehr. Unterdessen hat der Staatsrat die Kosten der Dreifachturnhalle in einer Machbarkeitsstudie des Hochbauamts neu schätzen lassen. Sie betragen nunmehr 7,5 Millionen Franken mit einem Genauigkeitsgrad von ±15%. Hinzu kommt ein Betrag von 190 000 Franken für die Bauherrenunterstützung (Projektabschluss und Vorbereitung der Pflichtenhefte für die Generalunternehmer-Ausschreibung, Prüfung der einge-

gangenen Offerten und Dossierführung während der ersten Phase) und für die Beauftragung von Fachingenieuren. Folglich muss ein Kredit im Betrag von 7,690 Millionen Franken beantragt werden.

Der Standort und die Rahmenbedingungen des Gebäudes stehen fest (s. Pläne im Anhang). Allerdings sind die Einzelheiten des Projekts noch nicht in konkreten Ausführungsplänen festgelegt. Es ist vorgesehen, eine Bauherrenunterstützung (BHU) zu bezeichnen, die unter Berücksichtigung des vom Verpflichtungskredit vorgegebenen Budgetrahmens das Projekt ausarbeitet und die Pflichtenhefte für die Generalunternehmer-Ausschreibung ausarbeitet.

Es sei daran erinnert, dass das ursprüngliche Projekt des Campus Schwarzsee/Lac-Noir in einem sehr engen Zeitrahmen realisiert werden musste, weil das Bundesamt für Bauten und Logistik (BBL) seinen Entscheid relativ spät fällte, sowie aufgrund der notwendigen Umbauarbeiten und der Verpflichtung, die ersten auszubildenden Zivildienstleistenden schon ab 1. Januar 2016 zu empfangen. Die Arbeiten wurden schliesslich termingerecht abgeschlossen und die offizielle Einweihung des Campus Schwarzsee/Lac-Noir fand am 1. Juli 2016 statt. Die ersten Zivildienstleistenden wurden Anfang Jahr empfangen und nach den ersten Monaten lässt sich ohne weiteres sagen, dass der Betrieb des Ausbildungszentrums sehr zufriedenstellend verläuft.

2. Notwendigkeit der Dreifachturnhalle

Die Ansiedlung des Ausbildungszentrums des Zivildienstes war nicht der einzige Grund für die Investitionen in Schwarzsee. Der Staatsrat hat klar seinen Willen geäusserzt, das Gleichgewicht zwischen der Nutzung durch die Zivildienstleistenden und dem Betrieb eines Sport- und Freizeitcampus beizubehalten, der namentlich für Jugend+Sport-Kurse sowie für Sport- und Freizeitvereine und Schulen bestimmt ist. Gesamtschweizerisch herrscht ein Mangel an Anlagen, die primär für den Breitensport vorgesehen sind, und genau diese Nachfrage will der Campus Schwarzsee/Lac-Noir nun befriedigen. Mit dieser Absicht hat der Staatsrat ursprünglich beschlossen, die Sportanlagen auszubauen. Dank dieses Ausbaus kann der Campus Schwarzsee/Lac-Noir seine Attraktivität für Jugendliche, Schulen, regionale und überregionale Sportklubs, J+S-Lager und Privatpersonen steigern (s. auch Botschaft 2013-DSJ-57).

Wie oben erwähnt kann der Kunstrasenplatz nicht gebaut werden. Deshalb empfiehlt es sich, eine strategische Neuorientierung vorzunehmen. Dabei soll das Projekt auf ein breites Zielpublikum ausgerichtet werden, das den Hallensport und jene Gruppen einschliesst, welche die Aussenanlagen nutzen und gleichzeitig über eine Schlechtwetteralternative verfügen wollen. Der Kunstrasenplatz hätte diese Bedingung teilweise erfüllt, aber hauptsächlich für Fussballer/innen. Im

Hinblick auf das Ziel, einen breiteren Kundenkreis anzuziehen und damit letztendlich das Nutzungspotenzial des Campus zu vergrössern, ist es nicht nur angezeigt, sondern sogar notwendig, die Dreifachturnhalle zu bauen. Besonders für die J+S-Kurse, die allein im Kanton Freiburg ein Potenzial von rund 38 000 Übernachtungen pro Jahr darstellen, ist die Dreifachturnhalle eine zwingende Bedingung für die Garantie, dass eine angemessene Ausbildung unter optimalen Bedingungen möglich ist, die dem Standard anderer Sportzentren in der Schweiz entspricht. Der Bau ist auch notwendig, damit der Campus mit anderen Anbietern konkurrieren kann und auf dem Markt der Sport- und Freizeitzentren wirklich attraktiv ist. Diese Strategie würde es erlauben, Gruppen anzuziehen und so die geschätzte Übernachtungszahl und die Einnahmen zu erreichen, die in der Botschaft zum Umbau der Gebäude in Schwarzsee genannt wurden.

3. Projektbeschreibung

Das Architekturbüro 0815 Architectes prüfte im Auftrag des Hochbauamts mehrere Offerten für den Bau von Dreifachturnhallen, deren Kosten unter Berücksichtigung der gelgenden Bedingungen am Standort auf rund 7,5 Mio. Franken geschätzt wurden. In einem Bericht bestätigte das Büro die Machbarkeit des Gebäudes an diesem Standort und die Baukosten einer solchen Infrastruktur. Eine weitere Studie hat die Machbarkeit aus geologischer Sicht bestätigt.

Wie oben erwähnt (s. Einleitung) ist das Projekt noch nicht bis ins Detail eines Ausführungsplans ausgearbeitet, denn die Idee ist, dass die potenziellen Bauherren der Dreifachturnhalle im Vergabeverfahren des öffentlichen Beschaffungswesens konkrete Vorschläge offerieren. Der Standort steht jedoch definitiv fest (s. Situationsplan im Anhang), ebenso wie das Budget und die Bedingungen, die einzuhalten sind.

Im Projekt ist der Bau der Dreifachturnhalle auf der Parzelle Nr. 1617 (2423) des Grundbuchs der Gemeinde Plaffeien geplant. Diese Parzelle befindet sich in unmittelbarer Nähe des Campus in einer Zone von allgemeinem Interesse. Zurzeit dient sie als Parkplatz mit rund 300 Plätzen, der entsprechend einer Vereinbarung mit dem Staat von der Gemeinde Plaffeien verwaltet wird. Ein Teil der Parkkapazität wird erhalten bleiben. Die zukünftige Nutzung des Parkplatzes wird nach Auflösung der aktuellen Vereinbarung mit der Gemeinde neu verhandelt. Die Turnhalle wird 9 m hoch sein, was der Standardhöhe von Sporthallen entspricht. Es wird sich um ein Gebäude von ca. 40 m Breite und 50 m Länge handeln, das eine Fläche von rund 2000 m² beansprucht. Wie ihr Name sagt, kann die Halle mit beweglichen Zwischenwänden in 3 einzelne, getrennte Turnhallen unterteilt werden. Jede Halle verfügt über alle Einrichtungen wie Umkleideräume, Materialraum und Technikraum. Es ist hingegen keine Tribüne vorgesehen, da der Campus hauptsächlich

als Trainingszentrum dient. Die Baute wird den Qualitätskriterien für die Erlangung eines Labels entsprechen, die in der Energiegesetzgebung festgelegt sind (Art. 5 Abs. 3 des Energiegesetzes und dazugehörige Bestimmungen des Energiereglements). Es wurden verschiedene Materialvarianten geprüft, die aus Kostensicht realisierbar wären. Die Kostenabschätzung basiert auf einer Holzkonstruktion. Die definitive Wahl des Materials wird jedoch erst im Vergabeverfahren erfolgen.

4. Kostenschätzung und beantragter Verpflichtungskredit

Die Kosten der geplanten Arbeiten werden auf 7 690 000 Franken geschätzt. Diese Schätzung wurde in der oben erwähnten Studie bestätigt, namentlich aufgrund eines Vergleichs mit der bestehenden Offerte für eine Dreifachturnhalle, deren Kosten 6,4 Millionen Franken betragen.

Die Kosten setzen sich wie folgt zusammen (Genauigkeitsgrad $\pm 15\%$):

BKP ¹	Arbeit	Schätzung inkl. MwSt.
BKP 0	Grundstück Honorare	39 798
BKP 1	Vorbereitungsarbeiten	214 613
BKP 2	Gebäude	4 778 298
BKP 3	Betriebsausstattung	280 000
BKP 4	Umgebung	450 000
BKP 5	Baunebenkosten und Wartekonten	1 411 000
BKP 6	Ausstattung	326 290
Gesamtschätzung inkl. MwSt.		7 500 000

¹ Baukostenplan (BKP)

Die Kostenschätzung, die integrierender Bestandteil der Studie ist, beläuft sich (inkl. MwSt.) auf 7 500 000 Franken (Genauigkeitsgrad von $\pm 15\%$). Wie oben erwähnt wurde die Schätzung vom Architekturbüro 0815 Architectes zur Überprüfung mit den Kosten ähnlicher Projekte, den allgemeinen Baukosten und anderen realisierten Bauten verglichen. Die Schätzung wurde ausserdem vom Hochbauamt geprüft und für realistisch befunden.

Um das Projekt mit einem Generalunternehmer umzusetzen (was die schnellste und effizienteste Lösung darstellt), muss zusätzlich ein Betrag von 150 000 Franken für die Beauftragung der Bauherrenunterstützung (BHU) eingerechnet werden. Die BHU erhält den Auftrag, das Projekt auszuarbeiten, die Pflichtenhefte für die Projektausschreibung vorzubereiten, die eingegangenen Offerten zu prüfen und in der ersten Phase das Dossier zu führen. Schliesslich kommt noch ein

Betrag von 40 000 Franken für die allfällige Auftragsvergabe an Fachingenieure hinzu.

Abschliessend sei erwähnt, dass der Betrag von 1 400 000 Franken, der im Rahmen des Dekrets vom 15. Mai 2014 für den Bau eines Kunstrasenplatzes vorgesehen war, nicht mehr für den Bau eines Teils der Dreifachturnhalle zur Verfügung steht, da er bei den Campus-Bauarbeiten für die Deckung unvorhergesehener Kosten von insgesamt 1 420 000 Franken eingesetzt wurde (Verlegung des Glasfaserkabels, Asbestsanierung von Gebäude B, Fundamentarbeiten bei den Gebäuden C und D aufgrund der Bodenbeschaffenheit). Ein Schlussbericht betreffend die Realisierung des Campus Schwarzsee/Lac-Noir und die Verwendung des entsprechenden Verpflichtungskredits wird dem Grossrat vorgelegt.

5. Schätzung der Einnahmen

Die direkt von der Dreifachturnhalle generierten Einnahmen lassen sich nicht schätzen, da die Gesamtheit der verschiedenen Sportanlage die Attraktivität des Campus ausmacht. Die Dreifachturnhalle muss deshalb im Zusammenhang mit dem gesamten Campus und mit den Einnahmen, die eine vollständige Infrastruktur generieren würde, betrachtet werden (s. erläuternder Bericht zum Vorentwurf des Gesetzes über die öffentlich-rechtliche Anstalt des Campus Schwarzsee/Lac-Noir und integrierter Businessplan). Mit dem Bau einer solchen Dreifachturnhalle könnten die Attraktivität erhöht und ein breiteres und grösseres Zielpublikum angezogen werden, indem eine Palette von Anlagen und Sportangeboten angeboten wird, die eine optimale Nutzung während 12 Monaten im Jahr erlauben. Gestützt auf die Beispiele anderer Sportzentren, die in Sachen Infrastruktur und Betriebsmodell vergleichbar sind, schätzt das Amt für Sport das Potenzial der Nutzung durch Freiburger Grossnutzer (Jugend+Sport, Schulen und Sportklubs) auf ca. 50 000 Übernachtungen pro Jahr, was einem Ertrag von rund 900 000 Franken (18 Fr./Nacht) entspricht.

Folgende Tabelle zeigt das geschätzte Potenzial der wichtigsten Nutzerkategorien allein im Kanton Freiburg bei einem Bau der Dreifachturnhalle gemäss den verfügbaren Zahlen:

Grossnutzer	Beschreibung	Anzahl Übernachtungen	Einnahmen (Fr. 18./Nacht)
J+S-Kurse für Kinder und Jugendliche	325 Lager pro Jahr, durchschnittlich 20 Jugendliche pro Lager (5 Übernachtungen)	32 500	585 000
J+S-Ausbildungskurse für Kader	60 Lager pro Jahr, durchschnittlich 20 Kader pro Lager (5 Übernachtungen)	6 000	108 000
Orientierungsschulen	12 OS organisieren jedes Jahr Sportwochen für durchschnittlich 150 Jugendliche (4 Übernachtungen)	7 200	129 600
Sportklubs	Trainingslager – Schätzung: 50 Lager à 30 Personen mit durchschnittlich 3 Übernachtungen (Wochenendlager mit 2 Übernachtungen und Lager unter der Woche mit 4 Übernachtungen)	4 500	81 000
Gesamtpotenzial Grossnutzer FR		50 200	903 600

Zu diesem rein freiburgischen Potenzial, das einem Belegungsgrad der Beherbergungskapazität von 50% entspricht, sind die zusätzlichen Einnahmen zu rechnen, die von Gruppen, Schulen und J+S-Kursen aus anderen, namentlich benachbarten Kantonen generiert werden.

Schliesslich kann die Dreifachturnhalle punktuell und subsidiär an aussenstehende BenutzerInnen (nicht im Campus beherbergt) vermietet werden, beispielsweise an Schulen und regionale Sportvereine.

6. Finanzierung

Für die Finanzierung des Projekts wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit in der Höhe von 7 690 000 Franken eröffnet.

7. Beurteilung nach Boussole 21 und Konformität mit Bundesrecht

Das Projekt zum Umbau der Gebäude in Schwarzsee (s. Botschaft 2013-DSJ-57 vom 24. März 2014) wurde nach den Kriterien der nachhaltigen Entwicklung evaluiert. Dieser Bericht bleibt für diese Änderung des ursprünglichen Projekts grundsätzlich weiterhin gültig.

Das Projekt entspricht dem Bundes- und dem europäischen Recht und beeinflusst die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden nicht.

8. Schlussfolgerung

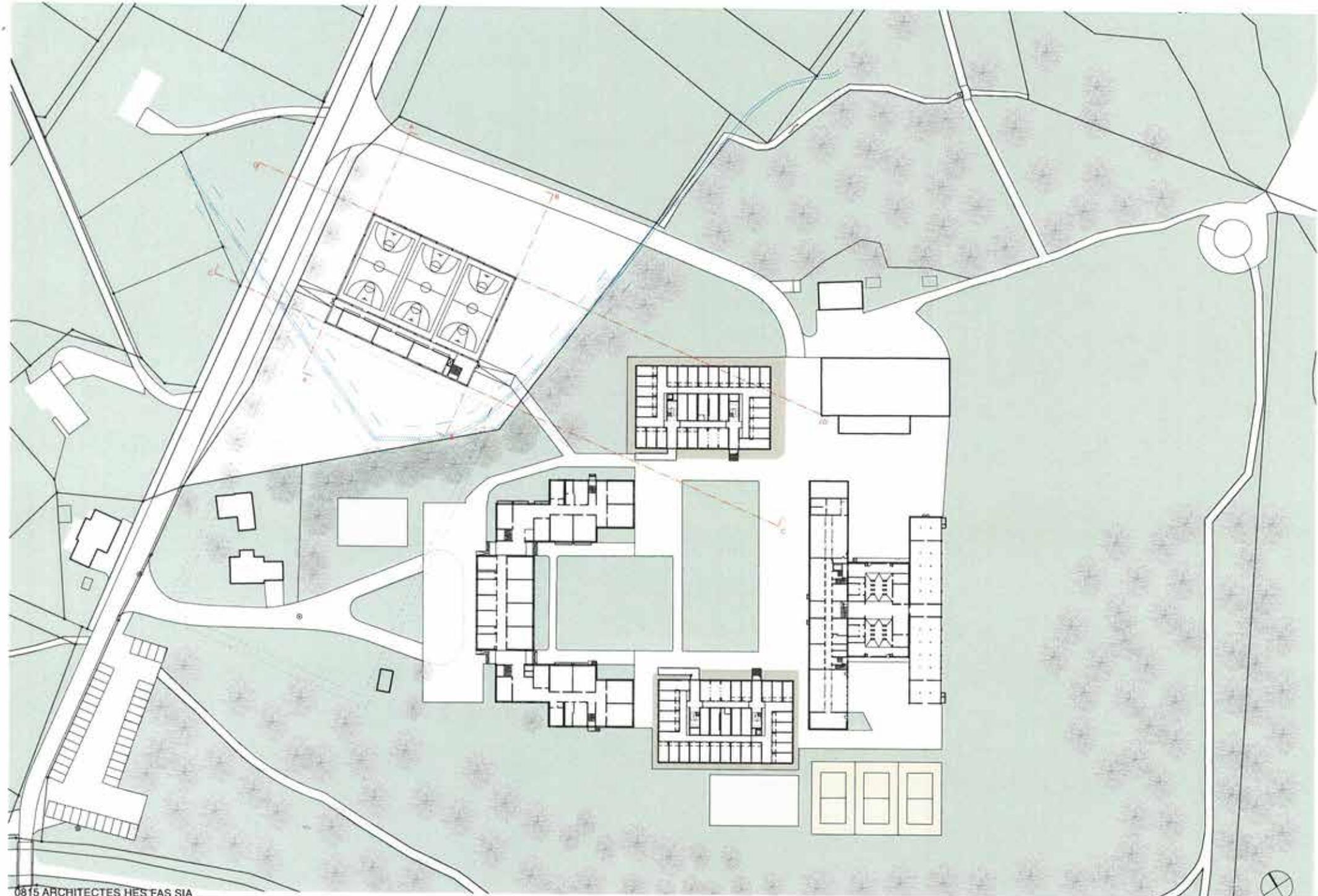
Da der Kunstrasenplatz nicht gebaut werden kann, musste eine Alternative gefunden werden, welche die Attraktivität des Campus garantiert und die Herstellung eines Gleichgewichts zwischen der Beherbergung des Ausbildungszentrums des Zivildienstes und der Tätigkeit des Sport- und Freizeitzentrums erlaubt, was mit dem Bau einer Dreifachturnhalle erreicht werden kann. Der Staatsrat beantragt dem Grossen Rat einen Verpflichtungskredit von 7 690 000 Franken für die Realisierung des Projekts.

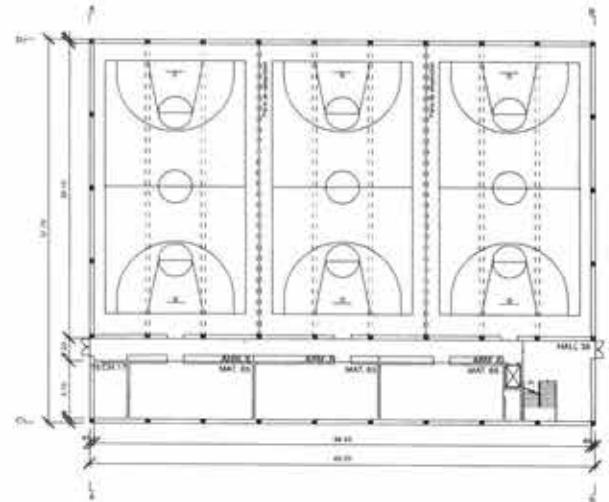
Der Betrieb des Campus mit der Dreifachturnhalle wird eine Aufstockung des Personals (Hauswart, Hallenunterhalt) erfordern. Um die Verwaltung des Campus rationeller und flexibler zu gestalten, schickt der Staatsrat einen Gesetzesentwurf in Vernehmlassung, der die Schaffung einer autonomen öffentlich-rechtlichen Anstalt vorsieht. Mit diesem Gesetz werden die autonome Verwaltung, die Selbstfinanzierung und die Koordination der Tätigkeit des Zivildienstes mit den Sport- und Freizeitaktivitäten ermöglicht. Ausserdem wird es ein proaktives Vorgehen bei der Vermarktung des Standorts erlauben.

Anhänge:

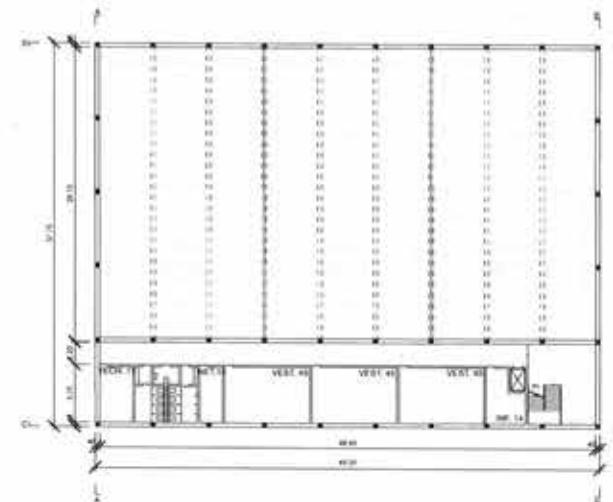
—
Plan 1–3



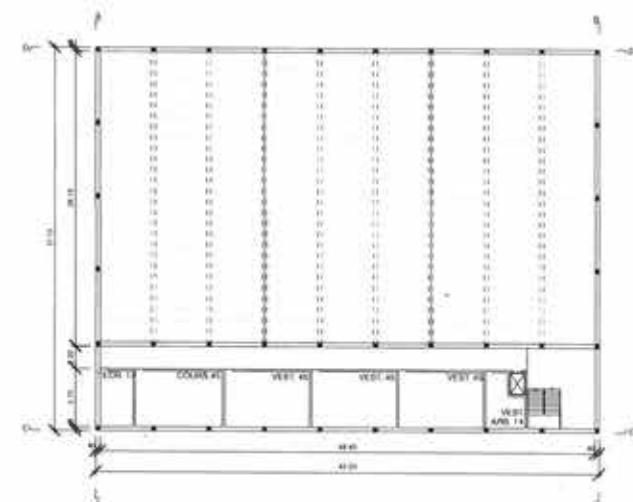




ERDGESCHOSS



1. OBERGESCHOSS



2. OBERGESCHOSS



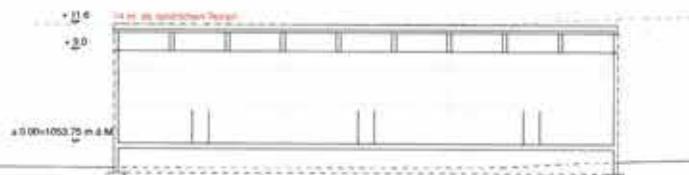
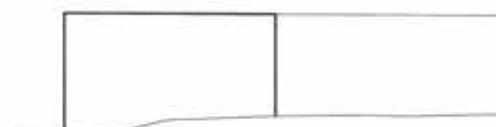
COUPE AA



COUPE 88



COUPE CC



COUPE DD

Décret

du

**relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement
en vue de la construction d'une salle de sport triple
au Campus Schwarzsee/Lac-Noir**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu le message 2016-DSJ-135 du Conseil d'Etat du 3 octobre 2016;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

Le projet de construction d'une salle de sport triple au Campus Schwarzsee/Lac-Noir est approuvé.

Art. 2

Le coût global de la construction est estimé à 7 690 000 francs.

Art. 3

Un crédit d'engagement de 7 690 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de ce projet.

Art. 4

Les crédits de paiement nécessaires seront portés au budget du Campus Schwarzsee/Lac-noir, sous le centre de charges 3382, et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Dekret

vom

**über einen Verpflichtungskredit für den Bau einer
Dreifachturnhalle auf dem Campus Schwarzsee/Lac-Noir**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

nach Einsicht in die Botschaft 2016-DSJ-135 des Staatsrats vom 3. Oktober 2016;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Projekt zum Bau einer Dreifachturnhalle auf dem Campus Schwarzsee/Lac-Noir wird genehmigt.

Art. 2

Die Gesamtkosten des Bauvorhabens werden auf 7 690 000 Franken geschätzt.

Art. 3

Für die Finanzierung des Projekts wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 7 690 000 Franken eröffnet.

Art. 4

Die nötigen Zahlungskredite werden unter der Kostenstelle 3382 in den Vorschlag des Campus Schwarzsee/Lac-Noir aufgenommen und gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

Art. 5

Les dépenses prévues à l'article 3 seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat.

Art. 6

¹ Le coût global est estimé sur la base de l'indice suisse des prix de la construction (ISPC) arrêté au 1^{er} avril 2016 et établi à 98,8 points dans la catégorie «Construction d'immeubles administratifs – Mittelland» (base octobre 2015 = 100 pts).

² Le montant du crédit d'engagement sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice ci-dessus survenue entre la date de l'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

Art. 7

Le présent décret n'est pas soumis au référendum financier.

Art. 5

Die Ausgaben nach Artikel 3 werden in der Staatsbilanz aktiviert und gemäss Artikel 27 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates abgeschrieben.

Art. 6

¹ Die Schätzung der Gesamtkosten beruht auf dem Stand des Schweizerischen Baupreisindexes (SBI) am 1. April 2016 von 98,8 Punkten in der Kategorie «Bau von Verwaltungsgebäuden – Mittelland» (Grundlage Oktober 2015 = 100 Pkt.).

² Der Verpflichtungskredit wird erhöht oder herabgesetzt entsprechend:

- a) der Entwicklung des oben erwähnten Baupreisindexes zwischen der Ausarbeitung des Kostenvoranschlags und der Einreichung der Offerte;
- b) den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten.

Art. 7

Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

	<u>Annexe</u>		<u>Anhang</u>
GRAND CONSEIL	2016-DSJ-135	GROSSER RAT	2016-DSJ-135
<p>Projet de décret Octroi d'un crédit d'engagement en vue de la construction d'une salle de sport triple au Campus Schwarzsee/Lac-Noir</p> <p><i>Propositions de la commission ordinaire CO-2016-121</i></p>		<p>Dekretsentwurf Verpflichtungskredit für den Bau einer Dreifachturnhalle auf dem Campus Schwarzsee/Lac-Noir</p> <p><i>Antrag der ordentlichen Kommission OK-2016-121</i></p>	
<p>Présidence : Markus Zosso</p> <p>Membres : Solange Berset, Daniel Bürdel, Yvan Hunziker, Guy-Noël Jelk, Patrice Jordan, Ursula Krattinger-Jutzet, Bernadette Mäder-Brülhart, Ruedi Schläfli, Yvonne Stempfel-Horner, Rudolf Vonlanthen</p>		<p>Präsidium: Markus Zosso</p> <p>Mitglieder: Solange Berset, Daniel Bürdel, Yvan Hunziker, Guy-Noël Jelk, Patrice Jordan, Ursula Krattinger-Jutzet, Bernadette Mäder-Brülhart, Ruedi Schläfli, Yvonne Stempfel-Horner, Rudolf Vonlanthen</p>	
<p><u>Entrée en matière</u></p> <p>A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.</p>		<p><u>Eintreten</u></p> <p>Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.</p>	
<p><u>Vote final</u></p> <p>A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.</p>		<p><u>Schlussabstimmung</u></p> <p>Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.</p>	
<p><u>Catégorisation du débat</u></p> <p>La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).</p>		<p><u>Kategorie der Behandlung</u></p> <p>Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.</p>	
<p>Le 13 octobre 2016</p>		<p>Den 13. Oktober 2016</p>	

	<u>Annexe</u>	<u>Anhang</u>
GRAND CONSEIL	2016-DSJ-135	2016-DSJ-135
Projet de décret : Crédit d'engagement en vue de la construction d'une salle de sport triple au Campus Schwarzsee/Lac-Noir		Dekretsentwurf: Verpflichtungskredit für den Bau einer Dreifachturnhalle auf dem Campus Schwarzsee/Lac-Noir
<i>Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG</i>		<i>Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK</i>
<hr/>		<hr/>
Présidence : Claude Brodard		Präsidium : Claude Brodard
Vice-présidence : Patrice Morand		Vize-Präsidium : Patrice Morand
Membres : Dominique Butty, Claude Chassot, Dominique Corminboeuf-Strehblow, Laurent Dietrich, Nadine Gobet , Paul Herren-Schick, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Stéphane Peiry, Thomas Rauber, René Thomet		Mitglieder : Dominique Butty, Claude Chassot, Dominique Corminboeuf-Strehblow, Laurent Dietrich, Nadine Gobet , Paul Herren-Schick, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Stéphane Peiry, Thomas Rauber, René Thomet
<u>Entrée en matière</u>		<u>Eintreten</u>
Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.		Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.
<u>Vote final</u>		<u>Schlussabstimmung</u>
Par 13 voix sans opposition ni abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.		Mit 13 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.
<i>Le 14 octobre 2016</i>		<i>Den 14.Oktober 2016</i>



Message 2016-DSJ-103

23 août 2016

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur les établissements publics

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics (LEPu) (RSF 952.1). Ce message explique l'origine et la nécessité de la révision. Il en décrit la teneur générale, puis apporte un commentaire à l'endroit de chaque disposition modifiée.

1. Origine et nécessité du projet

La loi fédérale du 23 mars 2001 sur le commerce itinérant (RS 943.1) et son ordonnance d'exécution du 4 septembre 2002 (RS 943.11), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003, soumettent à autorisation toute personne qui, à titre lucratif, prend commande de marchandises auprès des consommateurs et des consommatrices ou leur en vend, que ce soit par une activité itinérante, par la sollicitation spontanée de particuliers à domicile ou par un déballage de durée limitée en plein air, dans un local ou à partir d'un véhicule.

Cette législation énumère toutefois un certain nombre d'activités bénéficiant d'une exception au régime général de l'autorisation, dont la vente temporaire de denrées alimentaires destinées à la consommation immédiate en dehors de locaux commerciaux permanents. Elle réserve néanmoins les législations cantonales sur les établissements publics. Durant de nombreuses années, de telles pratiques ne se sont pas suffisamment développées dans notre canton pour justifier leur soumission à un cadre légal cantonal spécifique, hormis les règles déjà existantes en matière d'utilisation du domaine public ou d'horaire d'exploitation et hormis les règles communales relatives à l'organisation des foires et des marchés s'inscrivant dans un contexte particulier. L'essor récent de cuisines ambulantes installées dans des roulettes ou des camionnettes, plus connues sous l'appellation «Food-Trucks», impose désormais une révision de ce point de vue et l'introduction dans la législation sur les établissements publics de nouvelles dispositions destinées à assortir cette offre culinaire d'un certain nombre de contraintes. Cette option est au surplus de nature à garantir une égalité de traitement avec toutes les autres activités de restauration soumises à la délivrance préalable d'une patente.

2. Nouveautés

En droit actuel, l'activité consistant à exploiter un établissement public disposant d'un ou de plusieurs espaces de consommation est prioritairement soumise à l'obtention d'une patente (art. 2 al. 1 let. a LEPu). Lorsqu'une telle patente est accordée, la personne physique qui en est titulaire est logiquement aussi autorisée à vendre ses produits à emporter. Pour répondre à l'évolution constatée dans cette branche économique, des formes de patentes accessoires sont venues compléter peu à peu les types d'autorisation conçus à l'origine sur la base de l'offre classique proposée dans le domaine de la restauration.

Ce fut par exemple le cas de la patente G introduite en 1997 en lien avec le phénomène des fast-foods, commerces aménagés dans des locaux permanents de taille modeste, axés prioritairement sur la vente à emporter de produits prêts à une consommation immédiate mais désireux de proposer accessoirement à leur clientèle un espace intérieur pour boire et manger. Depuis cette époque, ces commerces n'ont eu de cesse de se répandre dans les centres et sur les lieux de passage. Ils sont soumis à un régime de patente spécifique relevant de la législation sur les établissements publics, dans la mesure où ils s'apparentent au monde de la restauration.

Ce fut également le cas en 2005, lorsqu'entra en vigueur la nouvelle patente T de traiteur visant un marché en pleine expansion. Là encore, il n'aurait pu être question d'imposer sans autre réflexion aux personnes concernées le respect des exigences assortissant les patentes ordinaires. Il eût été tout aussi injustifié de renoncer à toute forme de contrainte, au motif qu'un service traiteur ne peut être rattaché à un espace défini de consommation. La préparation, la livraison et le service de mets à domicile ou dans d'autres locaux désignés par la commande ont ainsi été soumis à des conditions adaptées, incluant des aspects de sécurité alimentaire et de formation.

Avec un objectif comparable, au vu de la prolifération d'installations mobiles à partir desquelles des commerçants et des commerçantes proposent à la population de notre canton des mets cuisinés ou à tout le moins transformés au moment de la vente, le projet propose d'adapter une fois de plus le prescrit légal à cette nouvelle offre de restauration. Comme dans les situations précédentes, il n'est pas possible d'assujettir sans autre le concept de cuisine ambulante à un type de patente

existante. Il se justifie par conséquent de concevoir une patente supplémentaire, appelée patente V, qui tient compte des particularités de cette activité commerciale, sans trahir les buts de bien-être et d'ordre publics poursuivis dès le départ par le législateur et sans porter atteinte à la cohérence du système en place.

3. Procédure de consultation

L'accueil réservé au projet par les institutions et les organisations consultées s'est avéré unanimement favorable. Les dispositions proposées, qualifiées de simples et de pragmatiques, ont été jugées globalement aptes à répondre au souci d'égalité de traitement avec les autres fournisseurs de denrées alimentaires.

La Conférence des préfets a toutefois exprimé le vœu qu'une meilleure coordination soit garantie entre la procédure mise en place pour la nouvelle patente V et les procédures existantes pour les manifestations temporaires (patente K) et les permis de construire. L'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments a relevé pour sa part que l'analyse des risques sous l'angle de la sécurité incendie et les éventuelles conditions à imposer aux responsables d'une installation mobile étaient tributaires de son emplacement précis. Dans ce sens, une appréciation individualisée devrait être confiée à l'autorité communale. Le Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires a demandé à son tour que des conditions différentes puissent être imposées aux cuisines ambulantes prenant part à une manifestation temporaire. Il a proposé en outre d'étendre le champ d'application de la loi sur les établissements publics à toutes les formes de commerce remettant à la clientèle des denrées alimentaires cuisinées ou transformées sur place.

Ces remarques ont été largement prises en compte dans le projet ou font à tout le moins l'objet d'un commentaire sous le point suivant, en lien avec les dispositions concernées.

4. Commentaire des dispositions

Art. 2 al. 1 let. a^{ter} (nouvelle)

La liste des activités soumises à la législation sur les établissements publics est complétée avec l'objectif d'y inclure une forme particulière de vente à emporter de mets en vue d'une consommation immédiate, soit celle impliquant leur élaboration ou leur finition en présence de la clientèle dans une installation appelée à se déplacer au gré des opportunités commerciales de son exploitant ou de son exploitante. L'activité en question s'apparente en effet à d'autres offres de restauration relevant déjà d'un régime d'autorisation et impliquant le respect d'un certain nombre de conditions visant globalement à garantir l'ordre et le bien-être publics.

Art. 3 al. 1 let. e

Jusqu'ici, toutes les situations dans lesquelles la vente de mets et de boissons était proposée exclusivement à emporter étaient exclues du champ d'application de la loi. La mise à disposition du public d'un espace de consommation, aussi modeste fût-il, ou une activité de traiteur impliquant un service de livraison ou de service dans un autre lieu de consommation étaient ainsi des critères déterminants.

Il convient de nuancer ce principe et de l'adapter au but poursuivi par le projet. A l'avenir, lorsque la vente est proposée à partir d'une installation mobile, seuls les produits alimentaires finis comme les articles de boulangeries ou les glaces présentées en bacs réfrigérés échapperont à la loi.

Les commerces fixes et permanents sans espace de consommation doivent pour leur part, comme le stipule l'article premier de la loi du 25 septembre 1997 sur l'exercice du commerce (RSF 940.1), être déclarés auprès de l'autorité communale et doivent se conformer à la législation spéciale relative notamment aux denrées alimentaires.

La vente de denrées alimentaires à partir d'un stand de marché continuera quant à elle et conformément à une pratique bien établie à relever de la réglementation communale régissant le déroulement des foires et marchés traditionnels.

Art. 14 phr. intr. et rubrique V (nouvelle)

La modification de cette disposition consiste à mettre à jour la liste des patentes à la suite de la création d'un nouveau type d'autorisation (patente V) destinée à régir l'activité des cuisines ambulantes.

Art. 21 al. 2

La patente G a été introduite en son temps pour couvrir l'exploitation d'un espace de consommation intérieur restreint dans un commerce d'alimentation permanent proposant principalement ses prestations à emporter. La précision contenue à l'alinéa 2 de cette disposition remonte à 2006. A cette époque, le commerce itinérant axé sur la vente de mets cuisinés était peu développé. Pour les quelques commerces spécialisés dans ce concept, il avait été jugé opportun de préciser qu'ils n'étaient pas soumis à la patente G, laquelle ne pouvait porter que sur des installations fixes. Dès lors qu'une patente spécifique concerne désormais clairement la cuisine ambulante, cette précision doit être supprimée par souci de clarté.

Art. 24c (nouveau)

Cette nouvelle disposition est le cœur du projet. Elle dessine en effet les contours de la patente V applicable à des situations

ciblées répondant aux trois caractéristiques cumulatives suivantes:

- > une offre de mets cuisinés ou transformés sur place;
- > un commerce exercé à partir d'une installation mobile;
- > une vente à emporter sans espace de consommation aménagé pour le public.

Dans ce contexte, il peut être admis que cette prestation soit accompagnée d'une offre de boissons non alcoolisées. Toute vente d'alcool est en revanche exclue, conformément à l'article 25 al. 2 de la loi du 25 septembre 1997 sur l'exercice du commerce (LCom), (RSF 940.1), qui n'autorise le commerce d'alcool que dans des locaux permanents.

De la même manière que la personne désignée comme responsable d'un établissement public avec restauration a la possibilité, sans avoir à requérir d'autorisation supplémentaire, de compléter ses activités par un service traiteur, il convient par ailleurs d'autoriser l'exploitant ou l'exploitante d'une cuisine ambulante à faire la livraison ou à assurer le service externe de ses produits, pour autant que son installation soit adaptée à cette prestation sous l'angle de la sécurité alimentaire.

Enfin, les conditions d'exploitation ordinaires d'une cuisine ambulante devront être adaptées dans le cas où le titulaire d'une patente V aurait l'opportunité d'exercer son activité dans le cadre d'une manifestation temporaire couverte par une patente K. Cette adaptation concernera notamment les horaires, la gestion des déchets et la possibilité pour le public de consommer sur place.

Art. 25 al. 2 et 3

Les modifications de cette disposition tiennent compte du fait qu'une patente n'est plus exclusivement liée à des locaux déterminés ou à un lieu précis. Elle est susceptible en effet de couvrir une exploitation itinérante. Lorsque la personne responsable doit, pour les besoins de son activité, adjoindre au véhicule ou à la remorque des installations fixes destinées au stockage ou à la production, ces dernières feront partie intégrante du descriptif autorisé.

Dans tous les cas de figure et comme ce fut le cas jusqu'ici, aucune patente ne pourra être accordée à la personne locataire qui n'aura pas obtenu au préalable le consentement écrit du propriétaire ou de la propriétaire des locaux, du véhicule ou de la remorque utilisés.

Art. 30 al. 1 let. b

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier. La durée de validité prévue pour la patente V correspond à celle de toutes les patentés revêtant un caractère accessoire

ou ne couvrant pas les activités ordinaires d'un hôtel, d'un café-restaurant ou d'une discothèque.

Art. 31 al. 3

Dans le souci du respect de l'égalité de traitement et par analogie avec la patente destinée aux commerces permanents de type fast food (patente G) ou avec la patente de traiteur (patente T), le projet propose de soumettre le titulaire ou la titulaire d'une patente V de cuisine ambulante à une condition professionnelle. Il ne s'agit toutefois pas de lui imposer une formation en tous points identique à celle d'un cafetier-restaurateur. Il s'agit en revanche d'évaluer les risques potentiels que l'ignorance de certaines législations pourrait engendrer, en particulier en matière de sécurité et de santé publique, et de concevoir un cours au caractère contraignant adapté à l'activité visée. Le détail de ce cours est déterminé par le règlement. Comme pour les autres autorisations, les personnes pourront, en fonction de leur acquis, prétendre à des dispenses.

Intitulé de la section III

L'adaptation de cet intitulé tient compte du fait qu'une patente peut également concernez des installations mobiles, conformément au nouveau champ d'application de la loi.

Art. 36 al. al. 2 (nouveau)

Comme dans le cas d'un établissement public exploité dans des locaux permanents, les installations d'une cuisine ambulante et les éventuels locaux la complétant doivent impérativement répondre à des exigences techniques destinées à garantir leur conformité. Le complément apporté à cette disposition va dans ce sens. Il rappelle également que la cuisine ambulante ne peut être installée que sur un emplacement pour lequel son exploitant ou son exploitante a préalablement reçu l'aval des propriétaires du lieu. A l'instar de la pratique mise en place récemment en Ville de Fribourg pour les food-trucks et de celle qui prévaut depuis plusieurs années pour les terrasses d'établissement public, lesdits propriétaires sont en droit d'imposer des contraintes liées à l'usage de leur territoire.

Sous l'angle de la sécurité incendie, la législation spéciale sur la police du feu et la prévention n'attribue aucune compétence particulière à l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments lui permettant de préaviser les demandes de patente V destinées à une cuisine ambulante qui, par essence, est appelée à stationner successivement sur des emplacements à l'environnement varié (matières inflammables ou dangereuses à proximité, ouvertures souterraines, sources d'énergie multiples, etc...). Une telle compétence revient en revanche à la commune qui devra examiner chaque demande d'installation en tenant compte des particularités locales,

que ce soit sur fond public ou privé, et délivrer une autorisation de conformité.

Art. 42 al. 2 let. a

Conformément à l'article 41 al. 1, toute patente est soumise à une taxe d'exploitation. La patente V n'échappe pas à ce principe. Il se justifie dès lors de l'insérer dans le barème applicable à une grande partie des patententes existantes, tout en rappelant que le chiffre d'affaires réalisé par l'activité constitue l'élément essentiel dans le calcul du montant perçu.

Art. 46 al. 9 (nouveau)

Cette disposition fixe les horaires d'exploitation de base des établissements publics. Ces horaires peuvent varier en fonction du type de patente délivré. Il est en outre des patententes pour lesquelles la loi renonce à imposer un horaire au vu du caractère particulier de l'activité. Il en va ainsi de la patente de traiteur, dans la mesure où elle concerne des prestations proposées directement chez le client ou la cliente ou dans un espace privé désigné par ses soins. Il en va de même des espaces accessoires de consommation exploités dans un commerce d'alimentation, dans la mesure où l'activité de vente à emporter du magasin est déterminante et où cette dernière relève de la législation sur l'exercice du commerce et des réglementations communales complémentaires en matière d'heures d'ouverture des commerces. Un raisonnement semblable doit être tenu pour la vente itinérante de mets à partir d'un véhicule nouvellement soumise à la patente V. Nombre de ces installations font usage du domaine public et leurs exploitants ou leurs exploitantes y pratiquent une forme de vente à emporter. Il est ainsi logique que les autorités communales soient, à l'instar du régime applicable aux autres commerces, chargées de déterminer l'horaire d'ouverture dans le respect des règles qui régissent le commerce de détail. Pour tenir compte toutefois de l'activité somme toute ciblée des cuisines ambulantes aux heures traditionnelles des repas de midi et du soir, il convient d'attribuer aux communes la compétence exceptionnelle d'autoriser ces dernières à étendre, le cas échéant, leurs activités jusqu'à 22 heures. Cet horaire serait ainsi susceptible de répondre aux attentes de la clientèle, en particulier durant la belle saison.

5. Conséquences financières et en personnel

Le projet n'a pas d'incidence financière majeure. Tout au plus, la délivrance d'un certain nombre de patententes V engendrera-t-elle une légère augmentation du produit annuel des taxes prélevées auprès de l'ensemble des titulaires de patente.

Le projet n'a aucune conséquence sur le personnel. Les tâches résultant du traitement de ces nouveaux dossiers seront englobées dans le cahier des charges des personnes déjà

actives au sein du Service de la police du commerce et des autres organes cantonaux impliqués dans la procédure mise en place.

6. Répartition des tâches, développement durable, conformité au droit supérieur et référendum

6.1. Influence sur la répartition des tâches Etat–communes et sur le développement durable

Le projet n'a pas de répercussions sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il n'a aucun effet sur le développement durable.

6.2. Conformité au droit supérieur

Le projet ne pose pas de problème de compatibilité avec la Constitution cantonale et la Constitution fédérale, ni avec le droit européen.

6.3. Soumission au référendum

Le présent projet n'est pas soumis au référendum financier. Il est soumis au référendum législatif.



Botschaft 2016-DSJ-103

23. August 2016

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über die öffentlichen Gaststätten

Hiermit unterbreiten wir Ihnen den Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 24. September 1991 über die öffentlichen Gaststätten (ÖGG; SGF 952.1). In der vorliegenden Botschaft werden die Ausgangslage und die Notwendigkeit der Revision erläutert. Nach einem allgemeinen Teil zum Inhalt des Gesetzesentwurfs folgt der Kommentar zu den geänderten Bestimmungen.

1. Ausgangslage und Notwendigkeit des Entwurfs

Das Bundesgesetz vom 23. März 2001 über das Gewerbe der Reisenden (SR 943.1) und seine Ausführungsverordnung vom 4. September 2002 (SR 943.11), die seit 1. Januar 2003 in Kraft sind, unterstellen jede Person der Bewilligungspflicht, die zu kommerziellen Zwecken Waren zur Bestellung oder zum Kauf anbietet, sei dies durch eine mobile Tätigkeit, durch das spontane Aufsuchen von Privatperson an ihrem Wohnort oder durch ein zeitlich begrenztes Wanderlager unter freiem Himmel, in einem Raum oder auf einem Fahrzeug.

Die Gesetzgebung listet jedoch einige Tätigkeiten auf, die von der allgemeinen Bewilligungspflicht ausgenommen sind, darunter der befristete Verkauf von Lebensmitteln, die für den sofortigen Verzehr ausserhalb ständiger Verkaufsräumlichkeiten bestimmt sind. Allerdings bleiben die kantonalen Bestimmungen über die öffentlichen Gaststätten vorbehalten. Viele Jahre lang waren in unserem Kanton solche Geschäftspraktiken nicht ausreichend entwickelt, als dass es gerechtfertigt gewesen wäre, sie kantonal einem besonderen gesetzlichen Rahmen zu unterstellen, der über die bereits bestehenden Regelungen zur Nutzung öffentlicher Sachen oder zu den Betriebszeiten und über die kommunalen Regelungen zur Veranstaltung von Messen und Märkten für einen besonderen Anlass hinausging. Der jüngste Boom bei den fahrenden Küchen in Wohn- oder Lieferwagen, besser bekannt unter der Bezeichnung «Food-Trucks», erfordert nun allerdings einen Perspektivenwechsel und die Einführung neuer Bestimmungen in der Gesetzgebung über die öffentlichen Gaststätten, mit der dieses neue kulinarische Angebot bestimmten Bedingungen unterstellt wird. Mit diesem Vorgehen wird zudem sichergestellt, dass die «Food-Trucks» gleich behandelt werden wie die übrigen Gastronomietätigkeiten, für die vorgängig ein Patent eingeholt werden muss.

2. Neuerungen

Nach aktuellem Recht muss für den Betrieb einer öffentlichen Gaststätte mit einem oder mehreren Konsumationsräumen vorgängig ein Patent erworben werden (Art. 2 Abs. 1 Bst. a ÖGG). Wird das Patent erteilt, so ist die natürliche Person, die es innehat, logischerweise auch berechtigt, Produkte zum Mitnehmen zu verkaufen. Als Antwort auf die festgestellte Entwicklung in dieser Branche ergänzten nach und nach verschiedene zusätzliche Patente die Bewilligungstypen, die ausgehend von den klassischen Konsumationsangeboten in der Gastronomie ursprünglich konzipiert worden waren.

Dies war beispielsweise beim Patent G der Fall, das 1997 aufgrund des Phänomens der Fast-Food-Restaurants eingeführt wurde. Dabei handelt es sich um Betriebe in dauerhaften Räumlichkeiten von bescheidener Grösse, die primär auf den Verkauf von verzehrfertigen Produkten zum Mitnehmen ausgerichtet sind, die ihrer Kundschaft aber zusätzlich einen Innenraum zum Essen und Trinken anbieten möchten. Seither hat die Verbreitung dieser Betriebe in den Zentren und an Durchgangsorten immer weiter zugenommen. Sie unterstehen einer besonderen Patentpflicht der Gesetzgebung über die öffentlichen Gaststätten, da sie Gastronomiebetrieben ähneln.

Es war auch 2005 der Fall, als das neue Traiteur-Patent T in Kraft trat, das auf einen stark wachsenden Markt abzielte. Auch hier stand es außer Frage, von den betroffenen Personen ohne weitere Überlegung die Einhaltung der Anforderungen für die gewöhnlichen Patente zu verlangen. Ebenso wenig wäre es gerechtfertigt gewesen, auf jegliche Form der Einschränkung zu verzichten, da ein Traiteur-Service keinem bestimmten Konsumationsraum angegliedert sein darf. Die Zubereitung, die Lieferung und das Servieren von Speisen und Getränken am Wohnort oder an anderen, bei der Bestellung bestimmten Orten wurden deshalb angepassten Bedingungen unterstellt, die auch Aspekte der Lebensmittel-sicherheit und der Ausbildung umfassen.

Mit einem vergleichbaren Ziel schlägt der vorliegende Gesetzesentwurf nun eine weitere Anpassung der rechtlichen Vorschriften an das neue gastronomische Angebot der sich ausbreitenden mobilen Einrichtungen vor, die der Bevölkerung unseres Kantons selbst gekochte oder zumindest im Moment

des Verkaufs weiterverarbeitete Speisen anbieten. Wie bei den früheren Fällen ist es nicht möglich, das Konzept der fahrenden Küchen ohne weiteres einem der bestehenden Patenttypen zu unterstellen. Es ist deshalb gerechtfertigt, ein zusätzliches Patent mit der Bezeichnung Patent V einzuführen, das die Besonderheiten dieser Erwerbsart berücksichtigt, ohne dabei die Ziele des Gemeinwohls und der öffentlichen Ordnung ausser Acht zu lassen, die der Gesetzgeber von Anfang an verfolgte, und ohne die Kohärenz des bestehenden Systems zu untergraben.

3. Vernehmlassungsverfahren

Der Gesetzesentwurf wurde von den konsultierten Stellen und Organisationen einstimmig positiv aufgenommen. Sie bezeichneten die neuen Bestimmungen als einfach und pragmatisch und hielten sie mehrheitlich für eine geeignete Antwort auf die Befürchtung, dass die neuen Betriebe nicht gleich behandelt würden wie andere Lebensmittelanbieter.

Die Oberamtmännerkonferenz äusserte den Wunsch, das Verfahren für das neue Patent V besser mit den bestehenden Verfahren für zeitweilige Veranstaltungen (Patent K) und Baubewilligungen zu koordinieren. Die Kantonale Gebäudeversicherung wies ihrerseits darauf hin, dass die Risikoanalyse in Sachen Brandschutz und die daraus resultierenden Auflagen für die Verantwortlichen der mobilen Einrichtungen von deren genauem Standort abhängig seien. Folglich müssten die Gemeindebehörden mit der individuellen Beurteilung betraut werden. Das Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen wünschte, dass an fahrende Küchen, die an temporären Veranstaltungen teilnehmen, andere Bedingungen gestellt werden können. Es schlug zudem vor, den Geltungsbereich des Gesetzes über die öffentlichen Gaststätten auf alle Geschäftsformen auszudehnen, die ihrer Kundenschaft an Ort und Stelle zubereitete oder weiterverarbeitete Lebensmittel anbieten.

Die Anmerkungen wurden im Entwurf weitgehend berücksichtigt oder werden im folgenden Teil bei der entsprechenden Bestimmung zumindest kommentiert.

4. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen

Art. 2 Abs. 1 Bst. a^{ter} (neu)

Die Liste der Tätigkeiten, die der Gesetzgebung über die öffentlichen Gaststätten unterstellt sind, wird ergänzt. Neu ist eine besondere Form des Verkaufs von Speisen zum Mitnehmen für den sofortigen Verzehr eingeschlossen. Bei dieser Form werden die Speisen in Anwesenheit der Kunden in einer Einrichtung zubereitet oder fertiggestellt, die je nach Geschäftschancen ihrer Betreiberin oder ihres Betreibers an einen anderen Ort gefahren werden kann. Die fragliche

Tätigkeit ähnelt anderen Gastronomieangeboten, die bereits der Bewilligungspflicht und bestimmten Bedingungen unterstehen, die hauptsächlich die öffentliche Ordnung und das Gemeinwohl sicherstellen sollen.

Art. 3 Abs. 1 Bst. e

Bisher waren alle Tätigkeiten, bei denen Speisen und Getränke ausschliesslich zum Mitnehmen angeboten wurden, vom Geltungsbereich des Gesetzes ausgeschlossen. Entscheidendes Kriterium war, dass der Betreiber der Kundschaft einen Konsumationsraum – und sei er noch so bescheiden – zur Verfügung stellt oder als Traiteur die Lieferung oder das Servieren an einem anderen Konsumationsort anbietet.

Nun ist eine Verfeinerung dieses Grundsatzes und seine Anpassung an die Ziele des Gesetzesentwurfs angebracht. Erfolgt der Verkauf von einer mobilen Einrichtung aus, so sind in Zukunft einzig fertige Lebensmittel wie Backwaren oder in Kühltruhen angebotene Eiscreme vom Gesetz ausgenommen.

Fixe und ständige Geschäfte ohne Konsumationsraum sind gemäss Artikel 1 des Gesetzes vom 25. September 1997 über die Ausübung des Handels (SGF 940.1) bei der Gemeindebehörde anzumelden und müssen der Spezialgesetzgebung, namentlich zu den Lebensmitteln, entsprechen.

Der Verkauf von Lebensmitteln an einem Marktstand untersteht entsprechend der gängigen Praxis weiterhin der kommunalen Regelung über die Veranstaltung der traditionellen Messen und Märkte.

Art. 14 Einleitungssatz und Rubrik V (neu)

Mit der Änderung dieser Bestimmung soll die Patentliste auf den neusten Stand gebracht werden, nachdem ein neuer Bewilligungstyp (Patent V) zur Regelung der Tätigkeit von fahrenden Küchen geschaffen wurde.

Art. 21 Abs. 2

Das Patent G wurde seinerzeit eingeführt, um den Betrieb eines beschränkten Innenkonsumationsraums in einem ständig geöffneten Lebensmittelgeschäft, das seine Produkte hauptsächlich zum Mitnehmen anbietet, zu regeln. Die Präzisierung von Absatz 2 dieser Bestimmung geht auf das Jahr 2006 zurück. Damals war das auf den Verkauf von gekochten Speisen ausgerichtete fahrende Gewerbe noch wenig entwickelt. Es wurde als sinnvoll erachtet klarzustellen, dass die wenigen darauf spezialisierten Geschäfte nicht dem Patent G unterstellt waren, da dieses nur für fixe Einrichtungen gedacht ist. Da nun ein besonderes Patent für fahrende Küchen existiert, ist diese Präzisierung aus Gründen der Klarheit zu streichen.

Art. 24c (neu)

Diese neue Bestimmung ist das Herzstück des Gesetzesentwurfs. Sie umreist die Grundzüge des Patents V, das für bestimmte Fälle anwendbar ist, die gleichzeitig folgende Charakteristika aufweisen:

- > die angebotenen Speisen werden vor Ort gekocht oder weiterverarbeitet;
- > die Geschäftstätigkeit erfolgt von einer mobilen Einrichtung aus;
- > die Produkte werden zum Mitnehmen und ohne Konsumationsraum für die Kundenschaft verkauft.

Dabei kann erlaubt werden, dass die Dienstleistung mit dem Angebot von alkoholfreien Getränken ergänzt wird. In Übereinstimmung mit Artikel 25 Abs. 2 des Gesetzes vom 25. September 1997 über die Ausübung des Handels (HAG; SGF 940.1), das den Handel mit Alkohol nur in dauerhaft angelegten Verkaufsställen gestattet, ist jedoch jeglicher Verkauf von alkoholischen Getränken ausgeschlossen.

Ebenso wie die als verantwortlich bezeichneten Personen von öffentlichen Gaststätten mit Gastronomiebetrieb die Möglichkeit haben, ohne zusätzliche Bewilligung einen Traiteur-Dienst anzubieten, muss zudem auch den Betreibern von fahrenden Küchen erlaubt werden, ihre Produkte zu liefern oder extern zu servieren, sofern ihre Einrichtung aus Sicht der Lebensmittelsicherheit für diese Dienstleistung geeignet ist.

Schliesslich müssen die gewöhnlichen Betriebsbedingungen für fahrende Küchen angepasst werden, wenn die Inhaberin oder der Inhaber eines Patents V die Gelegenheit erhält, an einer temporären Veranstaltung teilzunehmen, die dem Patent K untersteht. Diese Anpassungen werden namentlich die Öffnungszeiten, die Abfallbewirtschaftung und die Möglichkeit des Konsums vor Ort betreffen.

Art. 25 Abs. 2 und 3

Die Änderungen dieser Bestimmung tragen der Tatsache Rechnung, dass ein Patent nicht mehr ausschliesslich an bestimmte Räumlichkeiten oder einen bestimmten Ort gebunden ist. Es kann nun auch einen fahrenden Betrieb abdecken. Benötigt die verantwortliche Person für ihre Tätigkeit neben dem Fahrzeug oder dem Anhänger auch fixe Einrichtungen für die Lagerung oder Produktion, so sind diese integrierender Bestandteil des bewilligten Beschreibs.

In allen Fällen können Patente wie bisher nur dann an Mietrinnen und Mieter ausgestellt werden, wenn diese vorgängig die schriftliche Zustimmung der Vermieterin oder des Vermieters der genutzten Räumlichkeiten bzw. des benutzten Fahrzeugs oder Anhängers erhalten haben.

Art. 30 Abs. 1 Bst. b

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung. Die Geltungsdauer des Patents V entspricht jener aller übrigen Patente, die einen ergänzenden Charakter haben oder nicht die üblichen Tätigkeiten eines Hotels, eines Café-Restaurants oder einer Diskothek abdecken.

Art. 31 Abs. 3

Im Bestreben, die Gleichbehandlung sicherzustellen, und analog zum Patent für dauerhaft betriebene Geschäfte des Typs Fast-Food-Restaurant (Patent G) oder zum Traiteur-Patent (Patent T) schlägt der Entwurf vor, die Inhaber eines Patents V für fahrende Küchen einer beruflichen Bedingung zu unterstellen. Es geht jedoch nicht darum, ihnen eine Ausbildung aufzuerlegen, die in allen Punkten dem Wirtefachkurs entspricht. Vielmehr sollen potentielle Risiken erkannt werden, welche die Unkenntnis bestimmter Gesetzgebungen insbesondere im Bereich der öffentlichen Sicherheit und Gesundheit bergen könnte, um anschliessend einen obligatorischen, der geplanten Tätigkeit angepassten Kurs zu konzipieren. Die Einzelheiten des Kurses werden im Reglement festgelegt. Wie bei den übrigen Bewilligungen können Personen mit Vorkenntnissen Dispensen beantragen.

Überschrift des 3. Abschnitts

Der Titel dieses Abschnitts wird angepasst, weil sich ein Patent entsprechend dem neuen Geltungsbereich des Gesetzes nun auch auf mobile Einrichtungen beziehen kann.

Art. 36 Abs. 2 (neu)

Wie im Fall einer dauerhaft angelegten öffentlichen Gaststätte müssen Einrichtungen mit fahrender Küche und ihre allfälligen zusätzlichen Räumlichkeiten zwingend die technischen Anforderungen für ihre Gesetzeskonformität erfüllen. Der Zusatz zu dieser Bestimmung legt dies nun fest. Er erinnert auch daran, dass die fahrende Küche nur an Orten betrieben werden darf, für die ihre Betreiberin oder ihr Betreiber zuvor die Zustimmung der Eigentümer erhalten hat. Entsprechend der Praxis, welche die Stadt Freiburg kürzlich für Food-Trucks eingeführt hat, und wie dies seit mehreren Jahren für die Terrassen von öffentlichen Gaststätten gilt, haben die Eigentümer das Recht, die Nutzung ihres Grundes einzuschränken.

Die Spezialgesetzgebung über die Feuerpolizei und die Brandverhütung erteilt der Kantonale Gebäudeversicherung in brandschutztechnischer Hinsicht keine besondere Kompetenz, die ihr erlauben würde, Stellung zu den Gesuchen um ein Patent V für fahrende Küchen zu nehmen, die per Definition an verschiedenen Standorten mit unterschiedlicher Umgebung Halt machen (feuergefährliche oder gefährliche Materialien in der Nähe, unterirdische Zugänge,

verschiedene Energiequellen usw.). Diese Kompetenz kommt vielmehr den Gemeinden zu, die jedes Gesuch prüfen und dabei die lokalen Besonderheiten der privaten oder öffentlichen Standorte berücksichtigen und bei Konformität eine Bewilligung ausstellen werden.

Art. 42 Abs. 2 Bst. a

Gemäss Artikel 41 Abs. 1 unterliegt jedes Patent einer Betriebsabgabe. Das Patent V ist von diesem Grundsatz nicht ausgenommen. Deshalb muss es bei dem Tarif eingefügt werden, der für die Mehrzahl der Patente gilt. Es sei zudem daran erinnert, dass der mit der Tätigkeit erzielte Umsatz das wichtigste Kriterium für die Festlegung des erhobenen Betrags ist.

Art. 46 Abs. 9 (neu)

Diese Bestimmung legt die allgemeinen Öffnungszeiten für öffentliche Gaststätten fest. Diese Zeiten können je nach Patentart variieren. Bei einigen Patenten verzichtet das Gesetz aufgrund der Besonderheit der Tätigkeit darauf, Öffnungszeiten vorzuschreiben. Dies gilt für das Traiteur-Patent, da es Dienstleistungen betrifft, die direkt bei der Kundin oder beim Kunden oder in einem von dieser Person bestimmten, privaten Rahmen erbracht werden. Dies gilt auch für die zusätzlichen Konsumationsräume in Lebensmittelgeschäften, da hier die Geschäftstätigkeit des Verkaufs zum Mitnehmen bestimmt ist und diese in der Gesetzgebung über die Ausübung des Handels und in den ergänzenden Gemeindereglementen zu den Geschäftsöffnungszeiten geregelt ist. Ähnlich ist beim mobilen Verkauf von Speisen ab einem Fahrzeug zu argumentieren, der neu dem Patent V unterliegt. Viele dieser Einrichtungen nutzen den öffentlichen Raum und ihre Geschäftsführerinnen und Geschäftsführer betreiben eine Art des Verkaufs zum Mitnehmen. Es ist deshalb folgerichtig, dass die Gemeindebehörden entsprechend der für die übrigen Geschäfte geltenden Regelung dafür zuständig sind, die Öffnungszeiten nach den Regeln für den Detailhandel festzulegen. Um jedoch der Tätigkeit der fahrenden Küchen zu den traditionellen Essenszeiten am Mittag und Abend als Ganzes gezielt Rechnung zu tragen, wird den Gemeinden die Kompetenz übertragen, den Food-Trucks gegebenenfalls ausnahmsweise einen Betrieb bis 22 Uhr zu erlauben. Diese Öffnungszeiten erlauben es, den Erwartungen der Kunden vor allem in der warmen Jahreszeit zu entsprechen.

5. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Der Entwurf hat keine grösseren finanziellen Auswirkungen. Die Ausstellung einiger Patente V könnte höchstens zu einer leichten Erhöhung des Jahresertrags aus den Abgaben führen, die von den Patentinhabern erhoben werden.

Der Entwurf hat keinerlei Auswirkung auf das Personal. Die Aufgaben, die aus der Bearbeitung der neuen Dossiers entstehen, werden in die Pflichtenhefte der Personen aufgenommen, die bereits im Amt für Gewerbepolizei und in den anderen, am Verfahren beteiligten kantonalen Stellen tätig sind.

6. Aufgabenteilung, nachhaltige Entwicklung, Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht und Referendum

6.1. Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden und auf die nachhaltige Entwicklung

Der Entwurf hat keine Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Er hat keine Folgen für die nachhaltige Entwicklung.

6.2. Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht

Der Entwurf steht sowohl im Einklang mit der Kantonsverfassung und der Bundesverfassung als auch mit dem Europarecht.

6.3. Referendum

Der Gesetzesentwurf unterliegt nicht dem Finanzreferendum. Er unterliegt jedoch dem Gesetzesreferendum.

Loi

du

modifiant la loi sur les établissements publics

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2016-DSJ-103 du Conseil d'Etat du 23 août 2016;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics (RSF 952.1) est modifiée comme il suit:

Art. 2 al. 1 let. a^{ter} (nouvelle)

[¹ Les activités suivantes sont soumises à la présente loi:]

a^{ter}) la vente à emporter au public, à partir d'une installation mobile, de denrées alimentaires cuisinées ou transformées sur place;

Art. 3 al. 1 let. e

[¹ Ne sont pas soumis à la présente loi:]

e) la vente de mets et de boissons exclusivement à emporter, sous réserve des prestations de cuisine ambulante.

Art. 14 phr. intr. et patente V (nouvelle)

Toute personne exerçant une activité énumérée à l'article 2 al. 1 let. a, a^{bis}, a^{ter}, b ou c doit être au bénéfice de l'une des patentés suivantes:

...

Gesetz

vom

**zur Änderung des Gesetzes
über die öffentlichen Gaststätten**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Botschaft 2016-DSJ-103 des Staatsrats vom 23. August 2016;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 24. September 1991 über die öffentlichen Gaststätten (SGF 952.1) wird wie folgt geändert:

Art. 2 Abs. 1 Bst. a^{ter} (neu)

[¹ Diesem Gesetz sind folgende Tätigkeiten unterstellt:]

a^{ter}) der Verkauf von Lebensmitteln zum Mitnehmen, die an Ort und Stelle zubereitet oder weiterverarbeitet werden, ab einer mobilen Einrichtung;

Art. 3 Abs. 1 Bst. e

[¹ Diesem Gesetz sind nicht unterstellt:]

e) der Verkauf von Speisen und Getränken ausschliesslich zum Mitnehmen; vorbehalten bleiben die Dienstleistungen von fahrenden Küchen.

Art. 14 Einleitungssatz und Patent V (neu)

Jede Person, die eine in Artikel 2 Abs. 1 Bst. a, a^{bis}, a^{ter}, b oder c aufgezählte Tätigkeit ausübt, muss im Besitz eines der folgenden Patente sein:

...

V Patente de cuisine ambulante.

Art. 21 al. 2

Abrogé

Art. 24c (nouveau) Patente V

¹ La patente V donne le droit de vendre à emporter des mets cuisinés ou transformés dans un véhicule ou une remorque dont l'équipement est adapté à la restauration.

² Elle donne également le droit de vendre des boissons sans alcool.

³ Elle englobe, le cas échéant, les prestations de traiteur fournies à partir de la même installation, à la condition que cette activité complémentaire soit conforme au droit alimentaire.

⁴ Les conditions dont est assortie la patente V font l'objet d'une adaptation par le préfet dans le cas où son titulaire entend exploiter l'installation mobile dans le cadre d'une manifestation temporaire soumise à la patente K.

Art. 25 al. 2 et 3

² Elle [*la patente*] est délivrée pour une période limitée et pour une activité clairement définie. Elle est liée à un lieu et à des locaux précis ou à une installation mobile déterminée, complétée d'éventuels locaux de stockage ou de fabrication. Elle peut en outre être assortie de charges et de conditions.

³ Si l'exploitant n'est pas lui-même propriétaire de l'immeuble abritant les locaux destinés à l'établissement ou de l'installation de cuisine mobile et de ses éventuelles annexes, il doit disposer du consentement du propriétaire.

Art. 30 al. 1 let. b

[¹ La durée des patentees est de:]

b) un à trois ans pour les patentees B+, G, H, T, U et V;

Art. 31 al. 3

³ Les personnes qui désirent obtenir une patente G, T, U ou V doivent ... (*suite inchangée*).

V Patent für eine fahrende Küche.

Art. 21 Abs. 2

Aufgehoben

Art. 24c (neu) Patent V

¹ Das Patent V berechtigt den Inhaber, Speisen zum Mitnehmen, die in einem Fahrzeug oder Anhänger mit geeigneter Einrichtung für gastronomische Zwecke zubereitet oder weiterverarbeitet werden, zu verkaufen.

² Es berechtigt ausserdem zum Verkauf von alkoholfreien Getränken.

³ Gegebenenfalls umfasst es auch Traiteur-Dienstleistungen, die ab der gleichen Einrichtung erbracht werden, sofern diese Nebentätigkeit den Bestimmungen des Lebensmittelrechts entspricht.

⁴ Der Oberamtmann passt die Auflagen für das Patent V an, wenn dessen Inhaber die mobile Einrichtung an einer temporären Veranstaltung betreiben will, die dem Patent K unterstellt ist.

Art. 25 Abs. 2 und 3

² Es [*das Patent*] wird für eine beschränkte Dauer und für eine bestimmte Tätigkeit ausgestellt. Es ist an einen bestimmten Ort und bestimmte Räumlichkeiten oder an eine bestimmte mobile Einrichtung gebunden, die allenfalls durch Lager- und Produktionsräume ergänzt wird. Es kann zudem mit Auflagen und Bedingungen verbunden werden.

³ Ist der Betreiber nicht selber Eigentümer der Liegenschaft, in der sich die Räumlichkeiten für die Gaststätte befinden, oder der mobilen Küche und allfälliger zusätzlicher Räumlichkeiten, so muss er über die Zustimmung des Eigentümers verfügen.

Art. 30 Abs. 1 Bst. b

[¹ Die Patente haben folgende Gültigkeitsdauer:]

b) die Patente B+, G, H, T, U und V: 1–3 Jahre;

Art. 31 Abs. 3

³ Wer ein Patent G, T, U oder V erlangen will, muss ... (*Rest unverändert*).

Intitulé de la Section III

Locaux et installations mobiles

Art. 36 al. 2

² Il en va de même des véhicules ou des remorques abritant une cuisine ambulante et de ses éventuels locaux annexes. L'usage de chaque emplacement est également soumis au consentement préalable du propriétaire énonçant les conditions de mise à disposition de son domaine public ou privé. La mise en exploitation d'une installation mobile sur un emplacement précis fait en outre l'objet d'une autorisation de police délivrée par l'autorité communale.

Art. 42 al. 2 let. a

Ajouter la mention de la patente V après celle de la patente U.

Art. 46 al. 9 (nouveau)

⁹ Les cuisines ambulantes soumises à la patente V peuvent être exploitées conformément à la législation sur les heures d'ouverture des commerces. Toutefois, les communes peuvent autoriser leur ouverture jusqu'à 22 heures.

Art. 2

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au référendum législatif. Elle n'est pas soumise au référendum financier.

Überschrift des 3. Abschnitts

Räumlichkeiten und mobile Einrichtungen

Art. 36 Abs. 2

² Dies gilt auch für Fahrzeuge oder Anhänger mit fahrenden Küchen und ihre allfälligen zusätzlichen Räumlichkeiten. Bevor ein Standort genutzt wird, muss zudem die Zustimmung des Eigentümers, in der die Bedingungen für die Zurverfügungstellung seines öffentlichen oder privaten Grundes festgehalten sind, eingeholt werden. Der Betrieb einer mobilen Einrichtung an einem bestimmten Standort erfordert ausserdem eine polizeiliche Bewilligung, die von den Gemeindebehörden ausgestellt wird.

Art. 42 Abs. 2 Bst. a

Nach dem Patent U das Patent V einfügen.

Art. 46 Abs. 9 (neu)

⁹ Fahrende Küchen mit einem Patent V dürfen nach der Gesetzgebung über die Öffnungszeiten der Geschäfte betrieben werden. Die Gemeinden können jedoch den Betrieb bis 22 Uhr bewilligen.

Art. 2

¹ Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

	<u>Annexe</u>		<u>Anhang</u>
GRAND CONSEIL	2016-DSJ-103	GROSSER RAT	2016-DSJ-103
Projet de loi : Modification de la loi sur les établissements publics		Gesetzesentwurf: Änderung des Gesetzes über die öffentlichen Gaststätten	
<i>Propositions de la commission ordinaire CO-2016-117</i>		<i>Antrag der ordentlichen Kommission OK-2016-117</i>	
<hr/>		<hr/>	
<i>Présidence : Eric Collomb</i>		<i>Präsidium : Eric Collomb</i>	
<i>Membres : Solange Berset, Antoinette de Weck, Nadine Gobet , Linus Hayoz, Madeleine Hayoz, Paul Herren-Schick, Nicole Lehner-Gigon, Roland Mesot, Christa Mutter, Nicolas Repond</i>		<i>Mitglieder : Solange Berset, Antoinette de Weck, Nadine Gobet , Linus Hayoz, Madeleine Hayoz, Paul Herren-Schick, Nicole Lehner-Gigon, Roland Mesot, Christa Mutter, Nicolas Repond</i>	
<u>Entrée en matière</u>		<u>Eintreten</u>	
Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.		Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.	
<u>Vote final</u>		<u>Schlussabstimmung</u>	
A l'unanimité, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi selon la version initiale du Conseil d'Etat.		Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Gesetzesentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.	
<u>Catégorisation du débat</u>		<u>Kategorie der Behandlung</u>	
La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).		Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.	
<hr/>		<hr/>	
<i>Le 10 octobre 2016</i>		<i>Den 10. Oktober 2016</i>	



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion Laurent Thévoz / Jean-Daniel Wicht

2016-GC-60

Promotion des bateaux à moteur électrique sur les lacs du canton

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 13 mai 2016, les députés Laurent Thévoz et Jean-Daniel Wicht demandent de promouvoir les bateaux équipés de moteurs électriques. Ceux-ci présentent, du point de vue environnemental, des avantages incontestables par rapport aux moteurs thermiques. Les moteurs électriques ne rejettent rien, ne nécessitent presque pas d'entretien et sont très silencieux. Ils évitent les pollutions des lacs par des hydrocarbures, contribuent à l'amélioration de la qualité de l'air et soignent l'environnement sonore tant des usagers (pêcheurs et plaisanciers) que des baigneurs et des riverains.

Une telle promotion se justifie d'autant plus qu'à brève échéance, les moteurs deux temps qui ne répondent plus aux normes fédérales d'émissions devront être remplacés.

Par égalité de traitement vis-à-vis des détenteurs de voitures électriques au bénéfice de mesures fiscales incitatives, les motionnaires demandent que le Conseil d'Etat propose une disposition analogue, applicable aux bateaux équipés de moteur électrique.

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. Imposition et exigences applicables aux moteurs de bateau

La navigation sur les voies d'eau est réglée par la loi fédérale sur la navigation intérieure du 3 octobre 1975 (LNI ; RS 747.201). Selon l'article 61 LNI, les cantons ont le droit d'imposer les bateaux qui ont leur lieu de stationnement sur leur territoire. Les bateaux stationnés dans le canton de Fribourg sont imposés conformément à la loi du 25 septembre 1974 sur l'imposition des bateaux (RSF 635.4.2).

Selon l'article 166 alinéa 22 de l'ordonnance du 8 novembre 1978 sur la navigation dans les eaux suisses (ONI ; RS 747.201.1), l'usage de moteurs à deux temps obsolètes sera interdit dès le 1^{er} janvier 2018 ; cette disposition a été introduite le 2 mai 2007. L'ordonnance du 14 octobre 2015 définit les exigences applicables aux moteurs de bateaux dans les eaux suisses (OMBAt ; RS 747.201.3) ; il s'agit pour l'essentiel des règles définies dans la directive 2013/53/UE fixant les valeurs maximales pour les émissions gazeuses et sonores. Les normes environnementales relatives à la construction et l'équipement des bateaux et de leurs moteurs étant élevées, les pollutions par des hydrocarbures sont l'exception.

2. Moteurs électriques dans le domaine de la navigation

L'offre de moteurs électriques pour la navigation est orientée pour l'essentiel sur de petites puissances (moins de 4 kW). Le recours aux moteurs électriques vise en particulier à :

- suppléer au moteur principal si ce dernier est en panne
- équiper de façon permanente l'étrave d'une embarcation importante afin d'améliorer sa maniabilité grâce à une motorisation à l'avant et à l'arrière
- aider à manœuvrer un petit voilier en zone portuaire
- réaliser silencieusement l'approche d'une zone de pêche

A fin juin 2016, le parc des bateaux immatriculés dans le canton et le détail des motorisations électriques se présentent ainsi :

Type de bateaux	Effectif	Dont motorisation électrique		
		principale	d'appoint	total
Bateaux à voile dotés d'un moteur	1'441	17	6	23
Bateaux à voile sans moteur	516			
Bateaux à moteur	3'514	25	80	105
Barques et autres embarcations sans moteur	255			
Chalands et autres embarcations	25			
Total	5'751	42	86	128

128 bateaux sont équipés d'un moteur électrique. Tous présentent une faible puissance comprise entre 0,1 et 4,0 kW. La majorité de ces motorisations est le fait d'un deuxième moteur avec uniquement une fonction d'appoint.

3. Règles d'imposition des bateaux dans le canton de Fribourg

Les principaux critères déterminant l'imposition des bateaux sont la longueur, la puissance du moteur, la surface vélisque, le poids total et la charge utile ; ils peuvent être combinés. Des forfaits sont prévus pour les embarcations à rames et pédalos, les bateaux de pêcheurs professionnels et les permis collectifs (plaqué professionnelle aussi appelée « plaque U »).

La grille tarifaire est composée de minimas et évolue par pallier :

Type de bateau	Fr./an	Nbre de bateaux avec moteur électrique
Embarcations à rames au bénéfice d'une immatriculation	31.-	
Voilier sans moteur avec une surface vélisque jusqu'à 15 m ²	31.-	
Voilier sans moteur avec une surface vélisque de plus de 15 m ²	48.50	
Voilier doté d'un moteur avec une surface vélisque jusqu'à 15 m ²	60.50	8 *
Voilier doté d'un moteur avec une surface vélisque de plus de 15 m ² et d'un poids total jusqu'à 1'000 kg - en sus, si le poids total est supérieur à 1'000 kg, par kW suppl.	109.- 12.50	9 * 6 **
Bateau à moteur jusqu'à 8 kW - en sus par kW ou fraction de kW	60.50 12.50	99 * 6 **

* 116 bateaux équipés d'un moteur électrique sont imposés selon les tarifs minimaux de Fr. 60.50, respectivement Fr. 109.-.

** L'imposition de ces bateaux est plus forte car il s'agit de voiliers d'un poids total supérieur à 1'000 kg ou de bateaux à moteur thermique avec une puissance supérieure à 8 kW.

4. Moteurs de voitures de tourisme versus bateaux

Une comparaison des émissions entre les voitures de tourisme et les moteurs de bateaux est dans tous les cas défavorable pour ces derniers. En effet, les moteurs de bateaux présentant une puissance inférieure à 37 kW ne sont pas obligatoirement équipés d'un filtre à particules ni d'un catalyseur.

Les motionnaires relèvent le rapport d'équivalence d'émission d'oxyde d'azote et d'hydrocarbures entre un moteur hors-bord à 4 temps de 5 chevaux et 38 voitures roulant à 95 km/h. Celui-ci n'est pas démontré et doit en outre être contrebalancé en fonction de l'usage effectif. A titre d'exemple, la consommation moyenne annuelle de carburant est estimée à 100 litres pour un bateau à moteur et à 1'000 litres pour une voiture.

Le canton de Fribourg a introduit en 2011 une mesure fiscale incitant l'acquisition de voitures de tourisme efficaces sur le plan énergétique et environnemental. Elle se base sur l'étiquette-énergie attribuée par l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) et concerne tous les types de moteur : thermique, hybride et électrique. La Confédération ne prévoit pas l'introduction d'une telle étiquette-énergie pour les bateaux à moteur. Cela ne serait en effet pas réalisable car les combinaisons de moteurs et de bateaux sont infinies, contrairement aux véhicules routiers.

Le nombre de moteurs à deux-temps qui devront être remplacés d'ici au 1^{er} janvier 2018 a été déterminé de façon plus précise, il est estimé à 200 unités pour le canton de Fribourg.

5. Conclusion

Les moteurs électriques équipant des bateaux sont de petite puissance et ont pour leur grande majorité une fonction d'appoint (2^e moteur). L'imposition actuelle est très faible : près de 85 % des bateaux concernés sont imposés à hauteur de Fr. 60.50 par année. D'autres bateaux présentant un profil « zéro émission » tels que les embarcations à rames et les voiliers sans moteur sont imposés respectivement à hauteur de Fr. 31.- et de Fr. 48.50 par année.

L'impôt sur les bateaux à moteur électrique est un impôt et ne constitue donc pas une taxe soumise à des conditions ou perçue sur des contre-prestations. On peut néanmoins dire, qu'en l'occurrence, il couvre les charges liées à la navigation : sécurité des usagers, police navale, aménagement et entretien des lacs et rives, protection de la faune et de la flore, etc. Par conséquent, une réduction, voire une exonération fiscale cantonale, n'est pas opportune sous l'angle de la couverture des charges ou de l'équité fiscale et n'est pas réalisable en l'absence d'une étiquette-énergie attribuée aux bateaux à moteur. D'autre part, les moteurs électriques bénéficient aujourd'hui déjà d'un avantage fiscal important : ils sont hors du périmètre de l'impôt fédéral sur les huiles minérales et la surtaxe sur les carburants représentant près de 75 centimes par litre.

Le Conseil d'Etat vous invite à rejeter la motion.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion Laurent Thévoz / Jean-Daniel Wicht

2016-GC-60

Förderung von Schiffen mit Elektromotor auf den Seen des Kantons

I. Zusammenfassung der Motion

Mit der am 13. Mai 2016 eingereichten und begründeten Motion ersuchen die Grossräte Laurent Thévoz und Jean-Daniel Wicht den Staatsrat, Schiffe mit Elektromotor zu fördern. Elektromotoren hätten aus ökologischer Sicht entscheidende Vorteile gegenüber Verbrennungsmotoren. Sie produzieren keine Abgase, erfordern kaum Wartung und sind sehr leise. Elektromotoren verschmutzen die Seen nicht mit Öl, tragen zu einer Verbesserung der Luftqualität bei und reduzieren den Lärm sowohl für die Nutzer/innen (Fischer und Bootsführer/innen) wie auch für Badegäste und Anwohner/innen.

Eine Förderung wäre auch deshalb gerechtfertigt, weil die Zweitaktmotoren den eidgenössischen Abgasnormen nicht mehr entsprechen und mittelfristig ersetzt werden müssen.

Damit die Bootsführer/innen von Elektroschiffen gleich behandelt werden wie Führer/innen von Elektroautos, die von steuerlichen Fördermassnahmen profitieren, ersuchen die Motionäre den Staatsrat, eine entsprechende Bestimmung für Schiffe mit Elektromotor vorzuschlagen.

II. Antwort des Staatsrats

1. Geltende Besteuerung und Anforderungen für Schiffsmotoren

Die Schifffahrt ist im Bundesgesetz über die Binnenschifffahrt vom 3. Oktober 1975 geregelt (BSG; SR 747.201). Gemäss Artikel 61 BSG haben die Kantone das Recht, Schiffe zu besteuern, die ihren Standort in ihrem Gebiet haben. Schiffe mit Standort im Kanton Freiburg werden entsprechend dem Gesetz vom 25. September 1974 betreffend die Besteuerung der Schiffe besteuert (SGF 635.4.2).

Gemäss Artikel 166 Abs. 22 der Verordnung über die Schifffahrt auf schweizerischen Gewässern vom 8. November 1978 (BSV; SR 747.201.1) ist die Nutzung von überholten Zweitaktmotoren ab 1. Januar 2018 verboten; diese Bestimmung wurde am 2. Mai 2007 eingeführt. Die Verordnung vom 14. Oktober 2015 legt die Anforderungen an Schiffsmotoren auf schweizerischen Gewässern fest (VASm; SR 747.201.3). Im Wesentlichen handelt es sich dabei um die Regelungen der EU-Richtlinie 2013/53/EU, die Höchstwerte für Lärmemissionen und Abgase definiert. Aufgrund der hohen ökologischen Anforderungen an den Bau und die Ausrüstung von Schiffen und ihrer Motoren sind Ölverschmutzungen Ausnahmefälle.

2. Elektromotoren in der Schifffahrt

Das Angebot an Elektromotoren für die Schifffahrt ist vor allem auf den unteren Leistungsbereich ausgerichtet (unter 4 kW). Der Einsatz von Elektromotoren dient insbesondere dazu:

- den Hauptmotor bei einer Panne zu ersetzen;
- die Steuerbarkeit von grossen Wasserfahrzeugen zu verbessern, indem am Steven ein Elektromotor dauerhaft installiert wird;
- das Manövrieren von kleinen Segelschiffen im Hafenbereich zu unterstützen;
- die leise Annäherung an einen Fischgrund zu ermöglichen.

Per Ende Juni 2016 präsentierten sich die Liste der im Kanton zugelassenen Schiffe und die Einzelheiten der elektrischen Antriebe wie folgt:

Schiffstyp	Bestand	davon mit Elektroantrieb		
		Hauptantrieb	Hilfsantrieb	Total
Segelschiffe mit Motor	1441	17	6	23
Segelschiffe ohne Motor	516			
Motorschiffe	3514	25	80	105
Boote und andere Wasserfahrzeuge ohne Motor	255			
Schleppkähne und andere Wasserfahrzeuge	25			
Total	5751	42	86	128

128 Schiffe sind mit einem Elektromotor ausgestattet. Diese verfügen alle über eine niedrige Leistung von 0,1 bis 4,0 kW. Die Mehrzahl dieser Motoren dient lediglich als Zweitmotor mit Hilfsfunktion.

3. Regeln bei der Besteuerung von Schiffen im Kanton Freiburg

Die wichtigsten Kriterien bei der Besteuerung von Schiffen sind die Länge, die Motorleistung, die Segelfläche, das Gesamtgewicht und die Nutzlast: Sie können kombiniert werden. Für Ruder- und Tretboote, für Boote von Berufsfischern und für Kollektivpatente (Händlerschilder, auch «U-Schilder» genannt) sind Pauschalen vorgesehen.

Die Tariftabelle enthält Mindestbeträge, die schrittweise ansteigen:

Schiffstyp	Fr./Jahr	Anz. Schiffe mit Elektromotor
Ruderboote mit Immatrikulation	31.-	
Segelschiffe ohne Motor mit einer Segelfläche von max. 15 m ²	31.-	
Segelschiffe ohne Motor mit mehr als 15 m ² Segelfläche	48.50	
Segelschiffe mit Motor und einer Segelfläche von max. 15 m ²	60.50	8 *
Segelschiffe mit Motor und mehr als 15 m ² Segelfläche und einem Gesamtgewicht bis 1000 kg	109.-	9 *
- Zuschlag bei Gesamtgewicht über 1000 kg, pro zusätzl. kW	12.50	6 **
Motorschiff bis 8 kW	60.50	99 *
- Zuschlag pro Voll- oder Teil-kW	12.50	6 **

- * 116 Schiffe mit Elektromotor werden nach dem Minimaltarif von Fr. 60.50 bzw. Fr. 109.– besteuert.
- ** Diese Schiffe werden höher besteuert, weil es sich um Segelschiffe mit über 1000 kg Gesamtgewicht oder um Schiffe mit einem Verbrennungsmotor von über 8 kW Leistung handelt.

4. Motoren von Personenwagen versus Schiffsmotoren

Vergleicht man die Emissionen von Personenwagen und Schiffsmotoren, so schneiden letztere auf jeden Fall schlechter ab. Schiffsmotoren mit weniger als 37 kW Leistung müssen nicht obligatorisch mit einem Partikelfilter oder einem Katalysator ausgestattet sein.

Die Motionäre weisen darauf hin, dass der Stickoxid- und CO₂-Ausstoss eines 4-Takt-Aussenbordmotors mit 5 PS dem von 38 Autos, die 95 km/h fahren, entspreche. Dieses Äquivalenzverhältnis ist nicht belegt und muss zudem mit dem effektiven Verbrauch in Beziehung gesetzt werden. So wird beispielsweise der durchschnittliche Treibstoffverbrauch eines Motorschiffes auf 100 Liter und der eines Autos auf 1000 Liter pro Jahr geschätzt.

Der Kanton Freiburg hat 2011 eine steuerliche Massnahme eingeführt, mit welcher der Kauf von umweltschonenden und energieeffizienten Personenwagen gefördert wird. Sie stützt sich auf die vom Bundesamt für Energie (BFE) ausgestellte Energie-Etikette und betrifft alle Motortypen: Verbrennungs-, Hybrid- und Elektromotoren. Der Bund plant keine solche Energie-Etikette für Motorschiffe. Das wäre auch kaum möglich, denn im Gegensatz zu den Strassenfahrzeugen gibt es unendlich viele Kombinationsmöglichkeiten von Motoren und Schiffen.

Die Zahl der Zweitaktmotoren, die bis 1. Januar 2018 ersetzt werden müssen, wurde hingegen präziser ermittelt. Sie wird für den Kanton Freiburg auf 200 Einheiten geschätzt.

5. Schlussfolgerung

Die Elektromotoren von Schiffen haben eine geringe Leistung und erfüllen mehrheitlich eine Hilfsfunktion (Zweitmotor). Die aktuelle Besteuerung ist sehr tief: Knapp 85 % der betroffenen Schiffe werden mit Fr. 60.50 pro Jahr besteuert. Andere Schiffe wie Ruderboote und Segelschiffe ohne Motor, die keine Abgase verursachen, werden mit Fr. 31.– bzw. Fr. 48.50 pro Jahr besteuert.

Die Steuer auf Schiffen mit Elektromotor ist eine Steuer und keine Gebühr, die an Bedingungen geknüpft wäre oder auf Gegenleistungen erhoben würde. Im vorliegenden Fall lässt sich hingegen sagen, dass damit die mit der Schifffahrt verbundenen Kosten gedeckt werden: Sicherheit der Nutzer/innen, Seepolizei, Gestaltung und Pflege von Seen und Ufern, Tier- und Pflanzenschutz usw. Demnach ist eine kantonale Steuerreduktion oder gar -befreiung aus Sicht der Kostendeckung oder der Steuergerechtigkeit nicht angezeigt und kann wegen der fehlenden Energie-Etikette für Schiffe auch nicht umgesetzt werden. Andererseits profitieren die Nutzer/innen von Elektromotoren bereits heute von einem grossen Steuervorteil: Sie gehören nicht zum Geltungsbereich der eidgenössischen Mineralölsteuer und dem Zuschlag auf Treibstoffen von rund 75 Rappen pro Liter.

Aus diesen Gründen empfiehlt Ihnen der Staatsrat die Ablehnung der Motion.

**RAPPORT
de la Commission interparlementaire ‘détention pénale’
aux parlements des cantons de Fribourg, de Vaud,
du Valais, de Neuchâtel, de Genève, du Jura et du Tessin
pour l’année 2015**

La Commission interparlementaire (CIP) chargée du contrôle de l’exécution des concordats latins sur la détention pénale¹, composée des délégations des cantons de Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura, réunie à Fribourg le 4 mai 2015, vous transmet son rapport annuel.

Mission et mode de travail de la Commission interparlementaire

La Commission est chargée d'exercer la haute surveillance sur les autorités chargées de l'exécution des deux concordats. Pour accomplir ses tâches, la Commission se base en premier lieu sur un rapport qui lui est soumis chaque année par la Conférence latine des chefs des départements de justice et police (CLDJP). L'information véhiculée par le rapport est ensuite complétée par des questions orales adressées en cours de séance au représentant de la Conférence.

**Rapport de la CLDJP du 6 mai 2016
et observations de la Commission interparlementaire**

La Commission remercie la Conférence pour son rapport, qu'elle accueille favorablement et avec intérêt. Les points suivants ont spécialement retenu son attention :

A) Avancement des travaux dans le domaine de la surveillance électronique (Electronic Monitoring ; EM)

Extrait du rapport de la CLDJP :

Dans [le cadre du projet Electronic Monitoring], il est prévu de créer une association réunissant tous les cantons et ayant pour but d'assurer les investissements et l'exploitation de la surveillance électronique sur le plan suisse. [...].

Cependant, le groupe de coordination a réalisé [...] que si cette association était créée selon la planification initiale, Zürich n'en ferait pas partie (du moins au départ) vu que ce canton est lié [par contrat] jusqu'en 2020, voire 2023. Les autres cantons du concordat oriental pourraient également choisir de se greffer sur Zürich, [...]. L'association aurait dès lors une taille trop petite impliquant pour les cantons la constituant des coûts d'investissement trop élevés. [...].

Le canton de Zurich souhaite rejoindre la solution suisse dès que son propre contrat arrivera à échéance. Dans l'intervalle, [il] est cependant prêt à laisser d'autres cantons participer à son système. Ainsi, tous les cantons pourraient [en disposer] dès le début 2017. L'acquisition de la solution suisse pourrait ainsi être retardée dans l'objectif de la finaliser pour 2020. [...].

¹ Concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines et mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons romands et du Tessin ; concordat du 24 mars 2005 sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures des cantons romands (et partiellement du Tessin).

➔ La Commission interparlementaire constate que le projet avance moins vite que prévu. Elle salue la volonté des cantons de mettre en place une solution à l'échelle nationale.

Elle répète son souhait que les questions liées à la protection des données soient prises très au sérieux, notamment lorsque des entreprises privées sont appelées à manipuler des données sensibles.

Une partie des membres de la Commission s'opposent au principe même de déléguer à des entreprises privées, ne fût-ce que partiellement, l'exécution de sanctions pénales.

B) Révision du système des prix de pension

Extrait du rapport de la CLDJP :

- *Le groupe de travail devant définir les standards en vue de la fixation des nouveaux prix de pensions des établissements du concordat latin a pris un peu de retard. La récolte des éléments pertinents pour ce faire devait se réaliser par le biais d'un mandat externe. [...] L'établissement du cahier des charges a [...] pris plus de temps que prévu et n'a pas encore pu être finalisé [...]. L'appel sera lancé le 1er juillet 2016 dans la perspective de disposer du rapport final en août 2017.*

➔ La Commission prend acte, avec regret, que les travaux visant à adapter les prix de pension [actuellement : des prix politiques ne couvrant qu'une partie des frais] aux coûts effectifs de l'exécution des sanctions n'ont pas encore abouti.

D) Crédit de nouvelles places pour l'exécution de mesures thérapeutiques institutionnelles en milieu fermé

Extrait du rapport de la CLDJP :

Le Centre d'accueil pour adultes en difficultés (CAAD) à Saxon/VS, établissement non-concordataire régi par une fondation de droit privé, accueille depuis plusieurs années des personnes provenant majoritairement des cantons latins en exécution d'une mesure thérapeutique institutionnelle en milieu ouvert selon l'art. 59 al. 2 du code pénal suisse². Le Conseil de Fondation du CAAD a développé un projet d'ouvrir un secteur de 20 à 24 places pour l'exécution des mesures thérapeutiques institutionnelles en milieu fermé selon l'art. 59 al. 3 CP³. [...].

Les places ainsi créées seraient complémentaires à celles de [l'établissement] Curabilis dès lors que l'OFJ⁴ estime à environ 150 à 200 le nombre de places manquantes dans le concordat latin pour le traitement institutionnel des troubles mentaux.

Ce projet a été présenté par les différents partenaires impliqués à l'occasion de la séance de la Commission concordataire latine du 25 février 2016 [...]. La CCL et

² Mesure thérapeutique institutionnelle pour le traitement du trouble d'une personne ayant commis un crime ou un délit en relation avec ce trouble ; à effectuer dans un établissement psychiatrique approprié ou dans un établissement d'exécution de mesures (→ [art. 59 CP](#)).

³ L'exécution dans un établissement fermé est requise en cas de risque de fuite ou de récidive.

⁴ Office fédéral de la justice.

la Conférence latine ont formulé un préavis favorable dans la mesure où les places ainsi créées répondront à l'évidence à un besoin concordataire.

- ➔ La Commission salue le projet d'ouvrir au CAAD un secteur destiné à l'exécution de mesures en milieu fermé, une solution pragmatique, qui promet de pallier un manque de places flagrant.

E) Etablissement fermé pour jeunes filles

Extrait du rapport de la CLDJP :

Le groupe de travail du projet de l'EPPF Dombresson⁵ (GT-Dombresson) a étudié toutes les possibilités de transformation de l'existant, et ceci dans la plupart des cantons romands, dans le but d'éviter des coûts trop importants. Il s'est avéré [...] qu'une première expérience limitée à quatre places paraissait suffisante.

Le GT-Dombresson a enfin trouvé, fin 2014, un accueil favorable de la part du Foyer St-Etienne de Fribourg, devenu en janvier 2016 la Fondation de Fribourg pour la Jeunesse. Et c'est au sein de son unité de Time Out, structure fermée offrant jusqu'ici des séjours d'observation pour mineurs de toute la Suisse romande, que pourront être proposées les mesures de placement de jeunes filles au sens de l'art. 15 de la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs⁶.

Un accord en vue d'une étude de faisabilité à ce sujet a été donné en janvier 2015 par le canton de Fribourg, à la condition que ce dernier ne doive pas supporter d'éventuelles charges d'investissement ou de fonctionnement en lien avec le projet et que la poursuite de celui-ci au-delà de la phase-test de 4 ans soit une option envisageable. [...]

En décembre 2015, le président du GT-Dombresson a obtenu l'accord de l'OFJ quant à l'extension de la mission de Time-Out, extension appelée Time-Up. A mi-février 2016, le concept du projet Time-Out/Time-Up a pu être envoyé à l'OFJ pour aval.

- ➔ La Commission approuve la création d'une petite structure de quatre places pour la détention de jeunes filles en milieu fermé. Cette expérience permettra d'établir la nécessité d'une telle structure.
Elle salue particulièrement le choix de collaborer pour cela avec une institution existante plutôt que de créer un établissement nouveau.

Le Locle/Fribourg, le 5 octobre 2016.

Au nom de la Commission interparlementaire 'détention pénale'

(Sig.) André Frutschi (NE)
Président

(Sig.) Reto Schmid
Secrétaire

⁵ Etablissement fermé pour jeunes filles.

⁶ Le placement d'un jeune (chez des particuliers ou dans un établissement adéquat) est ordonné si l'éducation ou le traitement nécessaire ne peuvent être assurés autrement (→ [art. 15 DPMIn](#)).

**BERICHT
der interparlamentarischen Kommission ‘strafrechtlicher Freiheitsentzug’
an die Parlamente der Kantone Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf, Jura
und Tessin
für das Jahr 2015**

Die interparlamentarische Kommission (IPK), die mit der Kontrolle des Vollzugs der lateinischen Konkordate über den strafrechtlichen Freiheitsentzug¹ beauftragt ist und sich aus Delegationen aus den Kantonen Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura zusammensetzt, hat sich am 4. April 2015 in Freiburg versammelt und stellt Ihnen den Jahresbericht 2015 zu.

Aufgabe und Arbeitsweise der interparlamentarischen Kommission

Die Kommission hat die Aufgabe, die Oberaufsicht über die Behörden, die mit dem Vollzug der beiden Konkordate beauftragt sind, auszuüben. Damit die Kommission ihre Aufgaben erfüllen kann, stützt sie sich in erster Linie auf einen Bericht, der ihr jedes Jahr von der Westschweizer Justiz- und Polizeidirektorenkonferenz (LKJPD) unterbreitet wird. Die Informationen, die in diesem Bericht enthalten sind, werden dann an der Sitzung mit mündlichen Fragen an den Vertreter dieser Konferenz ergänzt.

**Bericht der LKJPD vom 6. Mai 2016
und Bemerkungen der interparlamentarischen Kommission**

Die Kommission bedankt sich bei der Konferenz für deren Bericht, den sie mit Interesse und zustimmend zur Kenntnis nimmt. Besondere Aufmerksamkeit hat die Kommission dabei folgenden Punkten geschenkt:

A) Fortschritt der Arbeiten im Bereich elektronische Überwachung (Electronic Monitoring; EM)

Auszug aus dem Bericht der LKJPD:

Im [Rahmen des Projekts Electronic Monitoring] ist es geplant, einen Verein zu gründen, dem alle Kantone angehören und der das Ziel verfolgt, die Investitionen für die elektronische Aufsicht und deren Betrieb in der Schweiz sicherzustellen. [...].

Die Koordinationsgruppe hat aber realisiert [...], dass, sollte dieser Verein gemäss der ursprünglichen Planung gegründet werden, Zürich (zumindest am Anfang) nicht dazugehört, da dieser Kanton bis 2020 oder 2023 [vertraglich] gebunden ist. Die übrigen Kantone des Ostschweizer Konkordats könnten sich ebenfalls dafür entscheiden, sich Zürich anzuschliessen, [...]. Der Verein wäre deshalb zu klein, was für die Kantone, die ihm angehören, zu hohe Investitionskosten zur Folge hätte. [...]

¹ Konkordat vom 10. April 2006 über den Vollzug der Freiheitsstrafen und Massnahmen an Erwachsenen und jungen Erwachsenen in den Kantonen der lateinischen Schweiz (Konkordat über den strafrechtlichen Freiheitsentzug an Erwachsenen); Konkordat vom 24. März 2005 über den Vollzug der strafrechtlichen Einschliessung Jugendlicher aus den Westschweizer Kantonen (und teilweise aus dem Kanton Tessin).

Der Kanton Zürich möchte sich der Schweizer Lösung anschliessen, sobald sein eigener Vertrag ausläuft. In der Zwischenzeit ist [er] aber bereit, weitere Kantone an seinem System mitwirken zu lassen. So könnte [es] allen Kantonen ab Anfang 2017 [zur Verfügung stehen]. Der Erwerb der schweizerischen Lösung könnte sich so verzögern, so dass sich das Ziel, sie bis 2020 fertigzustellen, verzögern könnte.[...].

- Die Interparlamentarische Kommission stellt fest, dass das Projekt weniger schnell als vorgesehen vorankommt. Sie begrüßt die Absicht der Kantone, eine Lösung auf nationaler Ebene zu schaffen. Sie wiederholt ihren Wunsch, dass die Fragen im Zusammenhang mit dem Datenschutz sehr ernst genommen werden, namentlich wenn Privatunternehmen besonders schützenswerte Personendaten bearbeiten sollen. Ein Teil der Kommissionsmitglieder ist grundsätzlich dagegen, den Vollzug von strafrechtlichen Sanktionen auch nur teilweise an Privatunternehmen zu delegieren.

B) Revision des Systems der Pensionspreise

Auszug aus dem Bericht der LKJPD:

- *Die Arbeitsgruppe, welche die Standards für die Festlegung der neuen Pensionspreise der Anstalten definieren sollte, erhielt ein bisschen Verspätung. Die wichtigen Elemente, um diese Standards zu definieren, sollten über einen externen Auftrag zusammengetragen werden. [...] Für das Erstellen des Pflichtenhefts brauchte es [...] mehr Zeit als vorgesehen, und es konnte noch nicht fertiggestellt werden. Die Ausschreibung wird am 1. Juli 2016 lanciert, damit der Schlussbericht im August 2017 zur Verfügung steht.*

- Die Kommission nimmt mit Bedauern zur Kenntnis, dass die Arbeiten zur Anpassung des Pensionspreises *[derzeit: politische Preise, die nur einen Teil der Kosten decken]* an die tatsächlichen Kosten für den Vollzug der Sanktionen noch nicht fertig sind.

D) Schaffung von neuen Plätzen für den Vollzug von stationären therapeutischen Massnahmen in geschlossenem Milieu

Auszug aus dem Bericht der LKJPD:

Das Zentrum für Erwachsene in Schwierigkeiten (CAAD) in Saxon/VS, eine Nichtkonkordats-Anstalt, die von einer privatrechtlichen Stiftung geregelt wird, nimmt seit mehreren Jahren Personen im Vollzug einer stationären therapeutischen Massnahme in offenem Milieu gemäss Artikel 59 Abs. 2 des Schweizerischen Strafgesetzbuches² auf, die mehrheitlich aus den lateinischen Kantonen kommen. Der Stiftungsrat des CAAD entwickelte ein Projekt zur Eröffnung einer

² Stationäre therapeutische Massnahme zur Behandlung der Störung einer Person, die ein Verbrechen oder Vergehen begangen hat, das mit ihrer psychischen Störung in Zusammenhang steht; Die stationäre Behandlung erfolgt in einer geeigneten psychiatrischen Einrichtung oder einer Massnahmenvollzugseinrichtung (→ [Art. 59 StGB](#)).

Abteilung mit 20 bis 24 Plätzen für den Vollzug von stationären therapeutischen Massnahmen in geschlossenem Milieu gemäss Artikel 59 Abs. 3 StGB³. [...].

Die so geschaffenen Plätze wären eine Ergänzung zu denjenigen [der Anstalt] Curabilis, denn das BJ⁴ schätzt die Zahl der fehlenden Plätze für die stationäre Behandlung von psychischen Störungen im lateinischen Konkordat auf 150 bis 200.

Dieses Projekt wurde von den verschiedenen beteiligten Partnern anlässlich der Sitzung der lateinischen Konkordatskommission vom 25. Februar 2016 vorgestellt [...]. Die CCL und die lateinische Konferenz haben eine positive Stellungnahme abgegeben, insofern als die so geschaffenen Plätze offensichtlich einem Bedürfnis des Konkordats entsprechen.

- Die Kommission begrüßt das Projekt zur Eröffnung einer Abteilung für den Vollzug von Massnahmen in geschlossenem Milieu im CAAD; es ist dies eine pragmatische Lösung, die verspricht, einem krassen Mangel an Plätzen abzuhelpfen.

E) Geschlossene Anstalt für Mädchen

Auszug aus dem Bericht der LKJPD:

Die Arbeitsgruppe des Projekts EPPF Dombresson⁵ (AG-Dombresson) untersuchte alle Möglichkeiten, in den meisten Westschweizer Kantonen Bestehendes umzubauen, um allzu hohe Kosten zu vermeiden. Es zeigte sich [...], dass ein erster Versuch, der sich auf vier Plätze beschränkt, genügend sei.

Die AG-Dombresson stiess schliesslich Ende 2014 auf ein günstiges Echo beim Heim St. Stefan Freiburg, das im Januar 2016 zur Freiburger Stiftung für die Jugend wurde. Bei deren Einheit Time Out, einer geschlossenen Struktur, die bis heute Beobachtungsaufenthalte für Minderjährige aus der ganzen Westschweiz anbietet, können stationäre Massnahmen für Mädchen im Sinne von Artikel 15 des Bundesgesetzes über das Jugendstrafrecht angeboten werden⁶.

Der Kanton Freiburg gab im Januar 2015 das Einverständnis für eine Machbarkeitsstudie zu diesem Thema unter der Voraussetzung, dass er nicht einen allfälligen Investitions- und Betriebsaufwand im Zusammenhang mit diesem Projekt tragen muss und die Fortsetzung dieses Projekts über die vierjährige Testphase hinaus eine Möglichkeit bleibt. [...]

Im Dezember 2015 erhielt der Präsident der AG-Dombresson das Einverständnis des BJ zur Ausweitung der Aufgabe von Time-Out; diese Ausweitung wird Time-Up genannt. Mitte Februar 2016 konnte das Konzept des Projekts Time-Out/Time-Up dem BJ zur Genehmigung überwiesen werden.

³ Der Vollzug in einer geschlossenen Anstalt wird verlangt, solange die Gefahr besteht, dass der Täter flieht oder weitere Straftaten begeht.

⁴ Bundesamt für Justiz.

⁵ Geschlossene Anstalt für Mädchen (frz. Etablissement fermé pour jeunes filles).

⁶ Die Unterbringung eines Jugendlichen (bei Privatpersonen oder in Erziehungs- oder Behandlungseinrichtungen) wird angeordnet, wenn die notwendige Erziehung und Behandlung des Jugendlichen nicht anders sichergestellt werden kann (→ [Art. 15 JStG](#)).

→ Die Kommission heisst die Schaffung einer kleinen Struktur mit vier Plätzen für die Haft von Mädchen in geschlossenem Milieu gut. Mit dieser Erfahrung kann festgestellt werden, ob es eine solche Struktur braucht. Sie begrüsst besonders den Entscheid, dafür mit einer bestehenden Einrichtung zusammenzuarbeiten anstatt eine neue Anstalt zu schaffen.

Le Locle/Freiburg, 5. Oktober 2016.

Im Namen der interparlamentarischen Kommission 'strafrechtlicher Freiheitsentzug'

(Gez.) *André Frutschi (NE)*
Präsident

(Gez.) *Reto Schmid*
Sekretär